Les forces du marché et le rôle du secteur privé

Investissements de la Chine en Afrique

CHINA-AFRICA BUSINESS COUNCIL

Vous pouvez copier, télécharger ou imprimer ce manuscrit pour votre propre usage, et vous pouvez inclure des passages de cette publication dans vos propres documents, blogs, sites Web et autres documents, à condition que China Africa Business Council soit dûment accrédité comme source.
## Table des Matières

### Avant-propos

Nouveau jalon historique ................................................................. I
Regarder vers le futur ................................................................... III

### Préface

........................................................................................................ V

### Partie I L’historique des investissements des entreprises chinoises en Afrique

I. Différentes phases de développement des entreprises chinoises en Afrique

(I) Point de départ des années 1980 ........................................... 1
(II) Phase de « petits pas rapides » des années 2000 .......... 2
(III) Réalisations actuelles du secteur privé .............................. 5

II. Raisons d’investir en Afrique

(I) Motivations internes ............................................................... 9
(II) Caractéristiques avantageuses des entreprises privées chinoises ........................................................................... 11

III. Attractivité de l’Afrique

(I) Agenda 2063 de l’Union africaine ......................................... 13
(II) Croissance résiliente .............................................................. 13

IV. Impact du Forum sur la coopération sino-africaine

(I) Sommet de Beijing 2006 : les huit initiatives .................. 17
(II) Sommet de Johannesburg en 2015 : 10 programmes majeurs de coopération .............................................................. 19
(III) Sommet de Beijing 2018 : Huit initiatives majeures ........ 21

### Partie II Le rôle des entreprises chinoises en Afrique

I. Accomplissements des entreprises chinoises dans les principales économies africaines ................................................................. 27

(I) Pays à revenu intermédiaire: facilitateurs en capital et en technologie ................................................................. 28

(II) Pays riches en ressources : facilitateurs de la diversification économique ................................................................. 34

(III) Les pays non riches en ressources naturelles : facilitateurs de l’industrialisation et de la modernisation ................................................................. 49

II. Performance des entreprises chinoises dans le développement des industries traditionnelles africaines ................................................................. 57

(I) L’infrastructure : briser les contraintes du développement économique ................................................................. 58
Partie III Difficultés et points saillants dans la coopération sino-africaine en matière d’investissement

I. L’environnement de l’investissement en Afrique aux yeux des entreprises chinoises
   (I) Face aux répercussions de l’incertitude ......................................................... 87
   (II) Face à un environnement international plus complexe ..................................... 89
II. Les problèmes des entreprises chinoises et les améliorations à réaliser ................. 92
   (I) Les activités à l’étranger ................................................................................. 92
   (II) Renfort des capacités .................................................................................. 93
III. Nouvelles tendances des investissements des entreprises chinoises en Afrique :
   (I) La reconversion et l’optimisation des investissements des entreprises privées en Afrique .............................................. 95
   (II) L’attention croissante portée à l’Afrique par les grandes entreprises privées 99
   (III) Nouvelles tendances ................................................................................. 104
IV. Attentes des entreprises chinoises pour le Forum 2021 sur la coopération sino-africaine 115

Index

Références

Remerciements
Avant-propos

Nouveau jalon historique

Depuis la création du Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FCSA) en 2000, la coopération sino-africaine avance à grandes enjambées sur tous les plans, à tous les niveaux et dans de nombreux domaines. Les échanges de haut niveau entre la Chine et l'Afrique s’intensifient de jour en jour, et la confiance politique mutuelle gagne sans cesse en profondeur. Les deux parties ont également noué un partenariat stratégique global après le Sommet de Johannesburg de 2015 en Afrique du Sud, ouvrant une nouvelle ère de coopération bilatérale. En 2019, le volume des échanges commerciaux sino-africains a dépassé 200 milliards de dollars, soit 20 fois plus élevé que celui de 20001. Depuis 11 ans, la Chine demeure le plus grand partenaire commercial de l'Afrique avec des résultats gratifiants2. Au bout de 6 ans de négociations, la zone de libre-échange africaine a été officiellement mise en place en 2021, ce qui permettra à l'Afrique de promouvoir davantage l'intégration régionale ainsi que l'allocation et la circulation efficaces des facteurs de production, afin de libérer son potentiel de croissance. La coopération sino-africaine est une coopération Sud-Sud qui transcende le modèle traditionnel Nord-Sud marqué par l'aide au développement. En associant l'assistance, le commerce et l'investissement, elle favorise non seulement la création d'emplois et l'accroissement des recettes d'exportation, mais contribue aussi au développement industriel et à la transformation structurelle, permettant ainsi d’atteindre des objectifs de développement plus vastes.

Jusqu'en janvier 2021, 46 pays africains et la Commission de l’Union africaine ont signé des documents de coopération avec la Chine dans le cadre de l’Initiative « la Ceinture et la Route », ce qui fait du continent africain la région comptant le plus de pays adhérents. La perspective prometteuse de la coopération sino-africaine bénéficiera largement à l’industrialisation et la modernisation des pays africains, à l’élimination de la pauvreté et à la concrétisation d’un développement durable. Dans un contexte de retour du protectionnisme


commercial, de l’altermondialisme et du populisme, la coopération sino-africaine revêt aussi une signification importante pour la préservation du multilatéralisme ainsi que des droits et intérêts des pays en développement, chers à la Chine, tout comme la promotion de l’Initiative « la Ceinture et la Route » et la réponse aux changements majeurs inédits depuis un siècle.

Suite à l’éclatement de la pandémie de COVID-19 en 2020, les pays en développement ont subi d’énormes chocs extérieurs. Le gouvernement chinois et ses entreprises travaillent en solidarité avec les peuples africains pour lutter contre la pandémie, faisant preuve de l’amitié profonde entre les deux peuples. Les entreprises chinoises investissant en Afrique ont fourni une importante aide matérielle, vaccinale et technologique aux pays africains pour les soutenir activement dans la prévention et la lutte contre la pandémie ainsi que la reprise du travail et de la production, apportant une immense contribution au contrôle de la pandémie à l’échelle mondiale. En servant de modèle pour la promotion de la construction de la communauté de destin pour l’humanité, ces efforts déployés permettent d’accumuler des expériences pour faire face conjointement aux divers défis mondiaux qui surviendraient à l’avenir, et jettent les bases solides d’une coopération amicale.

La tenue de la prochaine réunion du FCSA à Dakar en 2021 deviendra sûrement un jalon historique et un nouveau point de départ pour la coopération économique, commerciale et d’investissement entre la Chine et l’Afrique. Le développement de la Chine durant ces 40 dernières années démontre que la pauvreté n’est pas une fatalité, et qu’il est possible pour chaque pays de s’en sortir. Or suivre la voie de la prospérité consiste à réaliser l’industrialisation, la modernisation et la mondialisation grâce à la combinaison d’un marché efficient et d’un gouvernement responsable et en valorisant ses propres avantages comparatifs. La coopération sino-africaine permettra aux pays africains de profiter de la sagesse chinoise en matière de développement, et favorisera la prospérité mondiale et la construction de la communauté de destin pour l’humanité.

Justin Yifu Lin

Professeur et Doyen honoraire de l’Institut du développement national de l’Université de Pékin
Ancien économiste en chef et premier vice-président de la Banque mondiale

Les entreprises privées chinoises ont répondu à la demande croissante d’infrastructures et d’industries en Afrique grâce à des années d’engagement avec les dirigeants politiques. Nous avons assisté à un partenariat d’investissement croissant entre la Chine et l’Afrique au cours des quatorze dernières années. Le Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) a été créé pour promouvoir ce partenariat.

Cet engagement a conduit à plusieurs réformes, à l’ouverture des économies, à l’investissement dans les infrastructures et à la création de nouvelles industries. Le niveau d’investissement de la Chine sur le continent africain augmente à un rythme régulier. Lors du Forum 2018 sur la coopération sino-africaine, la Chine a annoncé son intention de fournir un soutien financier de 60 milliards de dollars à l’Afrique. En 2019, le commerce entre la Chine et l’Afrique a atteint 208,7 milliards de dollars US, et le total des IDE chinois en Afrique a atteint 491 milliards de dollars US, multipliés respectivement par 20 et 100 par rapport à il y a 20 ans.

Nous avons constaté la construction de nouveaux ports maritimes en eaux profondes, d’aéroports, de routes et de ponts, ainsi que de nouvelles industries en Afrique par les entreprises privées chinoises. Grâce à la coopération avec les entreprises privées chinoises, des parcs industriels ont vu le jour dans de nombreuses régions d’Afrique, ce qui a permis la main-d’œuvre locale d’acquérir de nouvelles compétences à travers des formations.

Ces entreprises privées chinoises ont transféré en Afrique certaines industries à forte intensité de main-d’œuvre qui favorisent progressivement le développement des activités industrielles connexes et encouragent la création de nombreuses entreprises locales en amont et en aval. Ces investissements massifs ont donné lieu à des retombées technologiques significatives sur les pays d’accueil. Les entreprises manufacturières ont transféré des technologies sur les marchés locaux, ce qui fait progresser l’industrialisation dans les pays d’accueil.

A mon avis, les vastes possibilités qui existent dans les synergies entre l’Afrique et la Chine doivent être explorées. Au Nigéria, le port en eau profonde de Lekki, situé dans la zone de libre-échange de Lekki, sera construit par la China Harbour Engineering Company (CHEC) et financé à hauteur de plus de 600 millions de dollars par la Banque de développement de Chine. En ce qui nous concerne, à Dangote Industries Limited, nous avons collaboré avec un certain nombre de partenaires chinois, notamment dans le domaine de la fabrication, et nous avons réalisé des économies de devises et des exportations à travers des usines pétrochimiques et d’engrais.

L’Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine, qui est entré en vigueur en janvier, contribuera à réduire les économies d’échelle en matière de production et à attirer les investissements en tant que marché unifié sur le continent. Les Africains doivent être conscients des avantages qui découlent des investissements entrants, notamment les emplois, les recettes fiscales et une économie de plus en plus dynamique.

Ce rapport est une excellente ressource documentaire car il offre un compte rendu historique de l’entrée des entreprises chinoises, en particulier des entreprises privées, en Afrique et de leurs résultats économiques. Il offre aux investisseurs et aux chercheurs un rapport détaillé sur les activités du secteur privé chinois en Afrique ainsi que sur les opportunités prometteuses en Afrique. Ce rapport met en lumière les avantages et les raisons qui poussent les investisseurs à choisir l’Afrique comme destination privilégiée pour leurs investissements.

Aliko Dangote,
Fondateur, Président,
et Chef de la direction du Groupe Dangote
Lagos, Nigéria
Préface

Depuis le 21e siècle, sous la direction du Forum sur la coopération sino-africaine, la coopération sino-africaine a acquis une dynamique de développement forte et soutenue. En 20 ans, le volume des échanges de la Chine en Afrique a été multiplié par 20 ce qui fait de la Chine le deuxième plus grand importateur de produits agricoles en Afrique. La Chine est également le plus important acteur du financement bilatéral d’infrastructures en Afrique et l’un des principaux donateurs à l’Afrique.

D’après les données du ministère du Commerce de la Chine, le stock d’investissements directs de la Chine en Afrique fin 2020 s’élevait à 47,35 milliards de dollars. En 2019, le ministère chinois du Commerce a souligné que les entreprises privées chinoises représentaient environ 70 % des investissements des entreprises chinoises en Afrique. Une enquête menée par le conseil d’affaires sino-africaines (CABC) en 2021 auprès de près de 100 entreprises privées clés a révélé que la proportion de « réinvestissement » en Afrique était d’environ 30 %. Compte tenu du fait que certaines entreprises ne se sont pas « enregistrées » dans le système du MOFCOM et que le « réinvestissement » par les entreprises n’est pas inclus dans les statistiques, ce rapport estime que d’ici fin 2020, le stock d’investissements des entreprises chinoises en Afrique ne devrait pas être inférieur à 56 milliards de dollars.

Ceci indique que dans la vague d’approfondissement du développement et d’amélioration de la qualité de la coopération sino-africaine, les entreprises chinoises se révèlent être une force solide, et la croissante présence des entreprises privées en Afrique mérite notre attention.


« La Chine a toujours fait le choix stratégique ferme de renforcer la solidarité et la coopération avec les pays africains. Une nouvelle session du Forum sur la coopération sino-africaine sera organisée afin d’approfondir la coopération sino-africaine dans des domaines tels que la construction de zones de libre-échange, la santé publique, la paix et la sécurité, le changement climatique, et favoriser la formation d’une synergie au sein de la communauté internationale pour soutenir le développement de l’Afrique. »

-- Le 7 mai 2021, le Président Xi Jinping a eu une conversation téléphonique avec le Président de la République démocratique du Congo (RDC) et Président tournant de l’Union africaine, Félix Tshisekedi.

---

3 Gao Feng, le ministère du Commerce a tenu une conférence de presse de routine, 2021(http://www.gov.cn/xinwen/2021-01/14/content_5580065.htm)
4 La coopération sino-africaine en matière de libre-échange s’étend à plus des domaines, Ding Mao, China’s Foreign Trade, 2021(02) :35-36.
Préface


Poussées par les forces du marché, les investissements des entreprises chinoises en Afrique augmentent progressivement et les entreprises privées ont joué un rôle important dans ce processus. Tout en se concentrant sur les domaines d’investissement traditionnels, les entreprises chinoises se concentrent sur le développement et la coopération dans de nouveaux domaines tels que la fabrication de haute technologie, les produits médicaux et pharmaceutiques, l’économie numérique et l’industrie aéronautique.

Outre le commerce et l’investissement, les entreprises chinoises ont également apporté d’importantes contributions à la promotion de l’emploi et à l’amélioration des moyens de subsistance des populations en Afrique, et sont devenues l’une des forces motrices du développement économique inclusif en Afrique. À leur manière, les entreprises chinoises assument activement leur responsabilité sociale en participant à la réduction de la pauvreté dans les pays africains. Pendant la pandémie de COVID-19, les entreprises chinoises ont contribué à promouvoir la solidarité sino-africaine contre l’épidémie et à aider au développement de la santé publique en Afrique grâce à leur rapidité de décision et leur flexibilité.

Face aux défis de la nouvelle épidémie de coronavirus, du ralentissement économique mondial, du protectionnisme commercial et de la dette africaine, les entreprises chinoises restent optimistes et disposées à investir en Afrique, et à renforcer les capacités pour répondre à leurs propres problèmes et lacunes, en particulier dans l’étude de la culture, des lois et des politiques africaines, afin de renforcer leur capacité à faire face aux risques, à explorer la coopération tripartite, à formuler des plans d’affaires à long terme et à s’intégrer au développement économique et social africain.

À l’approche de la nouvelle session du Forum sur la coopération sino-africaine qui se tiendra à Dakar et à mesure que la Chine et l’Afrique s’orientent vers une coopération de haute qualité, les gouvernements tout comme les entreprises constateront que l’on attend davantage d’eux et que la coopération sino-africaine entre dans un nouveau cycle de développement.
Investissements de la Chine en Afrique

Les forces du marché et le rôle du secteur privé
Préface
Partie I L’historique des investissements des entreprises chinoises en Afrique

I. Différentes phases de développement des entreprises chinoises en Afrique

(I) Point de départ des années 1980

Avant la mise en œuvre de la politique de réforme et d’ouverture, la Chine n’a effectué presque aucun investissement direct en Afrique. Au début des années 1980, les entreprises chinoises se sont lancées dans des activités d’investissement à capitaux mixtes ou privés en commençant par entreprendre des travaux de faible valeur. En 1990, le nombre de projets d’investissement de la Chine en Afrique s’est élevé à plus de 100, avec un montant total dépassant 50 millions de dollars.5


(II) Phase de « petits pas rapides » des années 2000

Depuis 2000, au cours de ces 20 dernières années, le flux d’investissements directs de la Chine en Afrique a augmenté de plus de 25% par an, marquant le début d’une phase « à petits pas rapides ».


À cette époque, de nombreuses entreprises chinoises, en particulier des PME, ont tenté d’investir et de construire des usines localement après avoir effectué des échanges commerciaux en Afrique pendant un certain temps, en espérant soit économiser sur les frais douaniers et logistiques, soit raccourcir les cycles d’approvisionnement. Certaines entreprises chinoises ont même introduit en Afrique le modèle commercial basé sur le traitement dit « avec deux extrémités à l’extérieur » mis en place pendant les premières années de la réforme et de l’ouverture de la Chine.

En 2013, le Président Xi Jinping a prononcé un discours en Tanzanie, à l’occasion duquel il a utilisé le terme « la communauté de destin sino-africaine » pour décrire les vastes perspectives de la coopération sino-africaine dans la nouvelle ère. En 2014, les deux parties ont consenti à promouvoir conjointement la réalisation des « trois réseaux et une industrialisation » 8. En 2015, le Sommet du FCSA à Johannesburg a avancé les « dix programmes majeurs de coopération » entre la Chine et l’Afrique, marquant que la Chine continuera d’accroître son soutien à l’Afrique dans des domaines clés tels que l’industrie, l’agriculture, la finance, les infrastructures et

6 Gao Feng, le ministre du Commerce a tenu une conférence de presse de routine, 2021 http:// www.gov.cn/xinwen/2021-01/14/content_5580065.htm
la santé publique, et favorisera la transition de la coopération économique, du commerce et des investissements sino-africains, du commerce de marchandises et des travaux à forfait vers des investissements dans tous les domaines et une coopération multi-niveaux en matière de capacité de production. L'objectif est de mieux aider les pays africains à accélérer le processus d'industrialisation et d'augmenter leur capacité de développement autonome et durable. En 2018, le Sommet de Beijing du FCSA a présenté les « huit initiatives majeures » à mener de concert par la Chine et l'Afrique, élaborant ainsi une feuille de route claire pour la coopération économique, du commerce et des investissements sino-africains et donnant un élan de haute qualité au développement des investissements chinois en Afrique.

En 2019, le stock d'investissements de la Chine en Afrique a atteint 44,39 milliards de dollars9, représentant 4,7% du stock total d'investissements étrangers en Afrique et se classant au 4e rang. La pandémie de la COVID-19 a porté un coup dur à l'attraction d'investissements étrangers en Afrique. Selon le rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, les flux d'investissements étrangers en Afrique ont enregistré une baisse de 15,6% en 202010, alors qu'il y a encore des facteurs positifs qui ont aidé à restaurer l'attractivité de l'Afrique pour les investissements étrangers, notamment pour les entreprises chinoises qui envisagent d'y explorer davantage d'opportunités d'investissement.11

---


En 2020, le flux d’investissements directs de la Chine en Afrique était de 2,96 milliards de dollars, on estime que le stock d’investissements directs est de 47,35 milliards de dollars. Selon les données du ministère chinois du Commerce, les investissements directs de la Chine en Afrique se sont élevés à 2,96 milliards de dollars malgré l’impact de la pandémie. Ces nouveaux investissements concernent 47 pays africains. Parmi eux, les investissements dans 19 pays ont augmenté de plus de 10%\(^{12}\), et les flux d’investissements dans les domaines comme la recherche scientifique et les services technologiques, les transports, l’entreposage et les services postaux, les services résidentiels, les réparations et d’autres services, la santé et l’action sociale ont tous connu une hausse de plus de 100%. De plus, le


\[\text{\textsuperscript{12} Quelques sources de données : Bulletin statistique des investissements directs chinois à l’étranger (2003-2019), Ministère chinois du Commerce, les données de 2020 sont obtenues par estimation.}\]

I. Différentes phases de développement des entreprises chinoises en Afrique

Le ministère chinois du Commerce a souligné que les entreprises privées chinoises représentaient environ 70 % des investissements en Afrique.

D’après des estimations non officielles, le stock d’investissements directs de la Chine en Afrique en 2020 ne devrait pas être inférieur à 56 milliards de dollars. Malgré la source fiable des données sur les investissements directs à l’étranger publiées par le ministère chinois du Commerce, il est généralement admis que les statistiques pertinentes ne sont pas exhaustives. Car d’une part, certaines entreprises privées ne se sont pas « enregistrées » dans le système du MOFCOM, d’autre part, le « réinvestissement » des entreprises n’est pas inclus dans les statistiques concernées. Le CABC a mené une enquête spéciale sur les réinvestissements entre juin et juillet 2021 et a constaté que parmi près d’une centaine d’entreprises membres clés, environ 30% avaient « réinvesti » en Afrique. Sur la base des deux raisons précédemment mentionnées, le stock d’investissements directs de la Chine en Afrique en 2020 ne devrait pas être inférieur à 56 milliards de dollars.

(III) Réalisations actuelles du secteur privé

Au fur et à mesure que les entreprises chinoises acquièrent une meilleure connaissance et compréhension du marché africain, les modalités de coopération dominées auparavant par le commerce sont davantage axées sur les investissements, marquant leur transition vers une nouvelle étape où les investissements stimulent le commerce et favorisent ainsi la modernisation de la structure commerciale. En tant que force importante dans la promotion de la transformation et de la mise à niveau de la coopération économique, commerciale et d’investissement entre la Chine et l’Afrique, les entreprises privées chinoises sont en train de passer de la phase « d’entrer en Afrique » à « s’installer en Afrique », puis à celle de « s’impliquer en Afrique ».

Les activités économiques et commerciales des entreprises privées chinoises en Afrique peuvent être divisées en trois périodes. D’abord, la « période embryonnaire » qui date des années 1980 au début des années 1990. L’implication des acteurs privés...
en Afrique se caractérisait principalement par leur spontanéité et leur ampleur limitée. Il y avait un petit nombre d'entreprises privées engagées dans le commerce, comparé à très peu d'investissements qui se concentraient essentiellement dans les secteurs du détail et de la restauration. Ensuite, la « période de démarrage » qui date de la dernière décennie du 20e siècle. Avec le développement des relations sino-africaines, le nombre d'entreprises privées chinoises se lançant sur le marché africain a continué d’augmenter, ce qui se traduit notamment par l'expansion rapide du commerce d'exportation tels que celui des produits d'industrie légère, alimentaires, chimiques et d'élevage locaux. Enfin, la « période d'accélération » depuis le 21ème siècle. Suite à la fondation du FCSA, la coopération économique, commerciale et d’investissement sino-africaine a amorcé un développement global. Au cours de cette période, les investissements en Afrique des entreprises privées chinoises se sont vite multipliés, leur couverture géographique et sectorielle s'est sans cesse étendue, et les méthodes d'investissement se sont également diversifiées.

Selon les données publiées du ministère chinois du Commerce, parmi les entreprises chinoises investissant en Afrique, les privées représentent plus de 70% tant en nombre qu'en valeur. Un rapport de McKinsey estime qu'il existe au moins 10 000 entreprises chinoises en Afrique, dont près de 90% sont des entreprises privées. Parmi celles-ci, un tiers travaillent dans le secteur manufacturier et la plupart sont des PME. Certaines entreprises privées telles que Huawei, Holley, Yongyuan, King Deer, China-Africa Cotton, Huajian, Transsion, Sunda et StarTimes ont investi dans un grand nombre de projets.

Au cours des 40 ans de réforme et d'ouverture, elles se sont forgé un excellent esprit d'entrepreneuriat et une bonne résilience aux aléas, et ont ainsi acquis des expériences pratiques et des compétences en gestion. Grâce à leur assiduité et persévérance, elles sont parvenues à établir un modèle commercial adapté aux circonstances locales et à apporter dans de nombreux pays africains des exemples réels d'entrepreneuriat, d'industrialisation et de développement de l'économie de marché, ce qui a même entraîné une croissance économique.

Les contributions des entreprises privées chinoises à l’Afrique peuvent se résumer comme suit :


Promouvoir l'industrialisation de l'Afrique. Ces dernières années, les entreprises privées chinoises ont transféré en Afrique certains maillons de la chaîne de production à forte intensité de main-d’œuvre et ont stimulé progressivement le développement des chaînes industrielles connexes, favorisant ainsi l’émergence d’un grand nombre d’entreprises locales en amont et en aval. Ces investissements ont des effets d’entraînement technologique visibles pour les pays d’accueil, notamment à travers le transfert technologique effectué par les entreprises manufacturières vers le marché local qui a promu l’industrialisation de ces pays.

Une enquête montre qu’environ 50% des entreprises privées chinoises ont investi dans de nouveaux produits et services sur le marché africain, et plus d’un tiers ont investi dans de nouvelles technologies. Par exemple, la 4G de Huawei a élevé le niveau des services réseau dans les pays d’accueil et a amélioré la qualité des services financiers mobiles au Kenya et dans toute l’Afrique de l’Est.

Créer des emplois en Afrique. Le « Rapport sur l’attractivité de l’Afrique » publié par Ernst & Young démontre que depuis 2005, le nombre d’emplois créés par les entreprises chinoises en Afrique est trois fois plus grand que celui issu des investissements américains, faisant de la Chine un contributeur important à la création d’emplois dans les pays africains. Selon le rapport de McKinsey, les entreprises chinoises embauchent des travailleurs locaux à un pourcentage de 89% de leurs effectifs, et environ deux tiers d’entre elles offrent des formations et accompagnements techniques à leurs employés africains. Par exemple, Hisense Afrique du Sud a embauché plus de 800 travailleurs locaux, soit 90% de son personnel, et a créé indirectement plus de 5000 emplois pour la région. Tout en stimulant l’emploi, les investissements des entreprises chinoises en Afrique ont aussi augmenté considérablement les niveaux de revenus des habitants locaux. Prenons l’exemple de l’Éthiopie : les ouvriers africains qui travaillent dans les entreprises textiles de la « Zone industrielle orientale » touchent un salaire moyen environ 50% plus élevé que ceux dans les entreprises locales.

Améliorer la construction infrastructurelle en Afrique. Le retard en matière d’infrastructures est l’une des principales raisons qui entravent l’industrialisation de

---

17 Rapport sur l’attractivité de l’Afrique, Ernst & Young, 2017

Créer des chaînes industrielles. En plus des infrastructures publiques telles que les transports, l'électricité et les télécommunications, la construction de parcs industriels constitue également un domaine de coopération prometteur capable d'apporter un soutien direct à l'industrialisation de l'Afrique. En considérant les parcs industriels comme support essentiel de leurs investissements, les entreprises chinoises ont créé des chaînes industrielles en amont et en aval en fonction des particularités de chaque parc afin de promouvoir l'industrialisation locale. Par exemple, avec pour principales industries la transformation des produits agricoles, la métallurgie et les matériaux de construction, la fabrication d'équipements, les produits de première nécessité, les vêtements et les textiles, l'électronique, la médecine et les produits chimiques, le Parc industriel sino-ougandais à Mbale se focalise sur le marché de la Communauté d'Afrique de l'Est, qui compte 200 millions d'habitants. Il s'agit d'un parc industriel complet intégrant la transformation, la fabrication, l'importation et l'exportation, l'entreposage à l'étranger, les services et la gestion d'investissement et la consultation aux entreprises ; de plus, la Zone de coopération économique et commerciale Zambie-Chine est la première du genre établie par la Chine en Afrique. Elle mène des activités d'extraction et de fonte en amont et en aval de la mine de cuivre de Chambishi, tout en essayant d'introduire plus d'entreprises chinoises dans le domaine des matériaux de construction ; la Zone industrielle orientale en Éthiopie se spécialise dans le traitement de textiles, la fabrication de chaussures et de vêtements ; la Zone économique du canal de Suez en Égypte se focalise plutôt sur les équipements pétroliers, les pièces automobiles et certaines industries de haute technologie ; la Zone de coopération économique et commerciale de Jinfei à Maurice s'appuie quant à elle sur les ressources marines et touristiques locales pour développer le commerce et la logistique, le tourisme ainsi que les services financiers.
II. Raisons d'investir en Afrique

(I) Motivations internes

Retour sur investissement. L'Afrique est un marché à haut risque, mais aussi une des régions ayant un retour sur investissement relativement élevé dans le monde. Avant la pandémie du COVID-19, la plupart des dix économies à la croissance la plus rapide du monde se situent en Afrique. La plupart des marchés africains sont en forte demande et le retour sur investissement est souvent supérieur à celui des pays développés et des autres pays en développement. Les institutions d'investissement mondiales, y compris les fonds de capital-investissement et les institutions de capital-risque aux États-Unis et en Europe accordent de plus en plus d'attention aux investissements en Afrique. Le retour sur investissement est souvent la considération primordiale pour les entreprises chinoises, en particulier les entreprises privées.

Développement rapide du marché. L'Afrique, avec 54 pays et plus de 1,3 milliard d'habitants, constitue une énorme attraction pour toute entreprise. Les entreprises d'électroménagers et de textiles sont entrées en Afrique au milieu et à la fin des années 90. Au tout début, elles ont considéré l'Afrique comme un nouveau marché stratégique principalement en raison de la concurrence féroce sur le marché intérieur et des lourdes barrières techniques et commerciales sur les marchés...


Besoins de ressources. L’Afrique est riche en ressources naturelles, et certaines ressources sont nécessaires au développement économique de la Chine. Par exemple, ces dernières années, l’industrie des véhicules à énergies nouvelles est en plein essor en Chine et la demande de batteries à énergies nouvelles est montée en flèche, ce qui a conduit entreprises en amont et en aval, tels que les fabricants de batteries et les producteurs de cobalt et de cuivre, à accroître leurs investissements dans les pays africains riches en minéraux. En plus des minéraux et du pétrole, la Chine est maintenant le deuxième importateur de produits agricoles africains. Des entreprises agricoles chinoises ont investi dans la transformation, la production et le marketing de produits agricoles en Afrique.

D’après Joshua Eisenman, professeur de l’Université Notre-Dame (USA), «il y a de nombreux éléments qui ont motivé la Chine à investir en Afrique. Le profit est essentiel pour toutes les entreprises, y compris les entreprises d’État. La saturation du marché intérieur chinois a poussé certaines entreprises à se rendre à l’étranger à la recherche d’opportunités. De plus, le gouvernement chinois encourage les entreprises à explorer de nouveaux marchés et à faire tomber les barrières commerciales de certains pays grâce aux investissements à l’étranger. Investir en Afrique permet aux entreprises chinoises de bénéficier d’accords commerciaux régionaux et internationaux, et de mettre à niveau leur technologie avancée et leurs techniques de production modernes. Citons par exemple l’investissement conjoint de la Chine avec le British Petroleum dans le bloc pétrolier dans les eaux profondes de l’offshore angolais. La diversification des risques et le soutien du gouvernement...»
chinois sont également les raisons d’investir en Afrique. »

(II) Caractéristiques avantageuses des entreprises privées chinoises

Les entreprises privées chinoises qui investissent en Afrique présentent 2 avantages distincts et 5 caractéristiques :

Avantages par rapport aux entreprises publiques.
Les entreprises privées sont généralement plus sensibles aux marchés et peuvent mieux identifier les risques et s’en protéger. Puis, elles possèdent des avantages en matière d’allocation des facteurs de production et peuvent ainsi mieux contrôler les coûts et les risques de l’innovation ; enfin, les investissements et les activités commerciales des entreprises privées sont plus flexibles, ce qui leur permet de saisir les opportunités de façon exacte et ponctuelle. Si on les compare avec les entreprises occidentales, premièrement, le faible coût constitue toujours un fort avantage concurrentiel des entreprises privées chinoises ; deuxièmement, elles sont plus disposées à prendre des risques. La plupart des gouvernements africains accueillent chaleureusement les investissements chinois, notamment dans le temps où les investissements occidentaux se mettaient à diminuer après 1990. Et troisièmement, beaucoup d’entreprises chinoises ont investi dans la construction infrastructurelle, la manufacture et l’agriculture, dans lesquelles elles présentent une capacité et une expérience de plus en plus avancée par rapport aux pays occidentaux.

Avantages par rapport aux entreprises occidentales. Premièrement, la convergence. Les investissements des entreprises privées couvrent presque tout le continent africain, mais la plupart d’entre elles préfèrent des pays peuplés avec un grand volume et une grande économie. Deuxièmement, la diversité. Les entreprises privées investissent dans différents secteurs couvrant l’industrie primaire,

III. Attractivité de l’Afrique

(I) Agenda 2063 de l’Union africaine

Les pays africains ont proposé des stratégies de diversification économique dans leurs contextes respectifs, avec pour objectif principal de parvenir à un développement durable, de promouvoir une croissance inclusive et de faire bénéficier les peuples des fruits de développement. En 2015, l’UA a inscrit la croissance économique inclusive comme l’un des objectifs importants dans l’Agenda 2063.

De nombreuses initiatives clés visant la croissance économique inclusive en Afrique ont été présentées. La première consiste à promouvoir l’industrialisation pour stimuler le développement global de l’économie ; la deuxième est de promouvoir le développement de l’agriculture et des services pour créer davantage d’emplois ; et la troisième se focalise sur la construction infrastructurelle, l’épine dorsale du développement économique.


(II) Croissance résiliente

Dans Perspectives économiques en Afrique, la Banque africaine de Développement prévoit que la croissance économique de l’Afrique devrait atteindre 3,4% en 2021. Selon la dernière édition d’Africa’s Pulse publiée par la Banque mondiale en avril 2021, si la vaccination s’accélère, environ 60 % des pays africains subsahariens connaîtront une croissance économique de plus de 4 % en 2022. Dans l’ensemble,

---


les économies africaines continueront à faire preuve de résilience en matière de croissance après s’être stabilisées, comme en témoignent les 5 éléments suivants :

Le dividende démographique de l’Afrique se matérialisera progressivement. Dans le contexte du vieillissement mondial, l’Afrique a un grand nombre de jeunes et une main-d’œuvre en pleine croissance, ce qui lui confère un avantage considérable dans la concurrence internationale. En 2034, la main-d’œuvre africaine devrait atteindre 1,1 milliard, dépassant la Chine et l’Inde 26. Le dividende démographique se présente au cours de l’industrialisation et l’expansion du marché local favorisera aussi le développement de tous les secteurs. La population africaine révèle la structure démographique la plus jeune du monde. Selon les statistiques des Nations Unies, 252 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans vivaient en Afrique en 2019, soit près de 19,3 % de la population africaine, et les moins de 35 ans représentaient 74,5%27 de la population africaine. La croissance démographique et le rajeunissement signifient que l’Afrique jouira d’une main-d’œuvre plus abondante et d’un marché de consommation plus large.


28 Institut mondial McKinsey (MGI).
L'Afrique dispose d'abondantes réserves de ressources. L'Afrique possède 60 % des terres arables inexploitées de la planète et se classe au premier rang mondial en termes de réserves de nombreux minéraux. À l'heure actuelle, les exportations africaines de pétrole et de gaz représentent 10 % des exportations mondiales, 9% pour l'exportation du cuivre et 5 % pour celle du fer. Le prix compétitif des produits en vrac de l'Afrique constitue une garantie pour le développement futur de l'économie africaine.


---

30 Zhang Xiaolei, PDG de Standard Chartered Bank (China) Limited, 2014 (http://www.gov.cn/xinwen/2014-05/05/content_2671515.htm)


IV. Impact du Forum sur la coopération sino-africaine


Le développement du FCSA peut être divisé en trois phases, en fonction de l’orientation différente de la coopération sino-africaine au cours de chaque période. La première phase va de la première conférence ministérielle à la quatrième conférence ministérielle (2000-2009), la coopération se faisait principalement dans le domaine économique, d’une orientation principalement commerciale à une orientation commerciale et d’investissement ; la deuxième phase s’est déroulée de la quatrième conférence ministérielle au sommet de Johannesburg (2009-2015), pendant cette phase, les échanges humains ont été renforcés sur la base de la poursuite de l’approfondissement de la coopération économique et commerciale ; la troisième phase va du sommet de Johannesburg à aujourd’hui (2015-présent), au cours de cette phase le domaine économique s’est étendu de la coopération en matière de capacité de production à l’arrimage industriel et à la construction conjointe d’« la Ceinture et la Route », la coopération en matière de paix et de sécurité est

---

Don P. Shah, Musa E. Oumar, Ousman Sarki, Institut National Supérieur d’Études Politiques et Stratégiques du Nigéria

---

33 Model for China-Africa Cooperation : the highlights of China-Nigeria cooperation, 2021, Dung P Sha, Musa E. Umar, Usman Sarki from NIPSS, Kuru
devenue un domaine de coopération important et l'échange d'expériences en matière de gouvernance est devenu un nouveau point fort de la coopération.34


**Sommet de Beijing 2006 : les huit initiatives**

- Les flux d'IDE de la Chine vers l'Afrique ont triplé de 520 millions de dollars en 2006 à 1,57 milliard de dollars en 2007.
- La Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique pour la première fois en 2009 et a conservé cette position depuis.

**Sommet de Johannesburg en 2015 : 10 programmes majeurs de coopération**

- Premièrement, la structure commerciale a été optimisée.
- Deuxièmement, il existe une plus grande diversité de domaines d’investissement.
- Troisièmement, le nombre des projets s’est accéléré.
- Quatrièmement, le nombre de projets d’aide a augmenté progressivement.

**Sommet de Beijing 2018 : Huit initiatives majeures**

- « Les cinq non principes » pour la gestion des affaires africaines par la Chine.
- Un soutien supplémentaire de 60 milliards de dollars à l’Afrique.
- La coopération économique, commerciale et d’investissement entre la Chine et l’Afrique est entrée dans une ère d’importance égale en termes d’échelle et de qualité.
- En octobre 2019, la Chine et l’île Maurice ont officiellement signé un accord de libre-échange.
- Avec l’accélération de la construction de la zone de libre-échange sur le continent et l’initiative « la Ceinture et la Route », les stratégies de développement entre la Chine et l’Afrique va progressivement s’approfondir.

(I) **Sommet de Beijing 2006 : les huit initiatives**

En novembre 2006 s'est tenu le Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine, auquel ont participé les dirigeants chinois et les chefs d'État et de

gouvernement ou les représentants de 48 pays africains. Le Sommet de Beijing a établi un nouveau type de partenariat stratégique entre la Chine et l’Afrique et a annoncé huit initiatives pour que la Chine renforce sa coopération pratique avec l’Afrique.

En 2006, le Forum sur la coopération sino-africaine a été transformé en sommet pour la première fois et est devenu un nouveau point de départ pour les entreprises chinoises en Afrique. En termes d’investissements, les investissements de la Chine en Afrique ont connu une croissance rapide depuis le premier sommet de Beijing, et les domaines n’ont cessé de s’élargir. En 2006, les flux d’IDE de la Chine vers l’Afrique n’étaient que de 520 millions de dollars, c’est-à-dire trois fois supérieur par rapport à l’année précédente, et en 2008, ils ont plus que triplé par rapport à l’année précédente pour atteindre un chiffre record de 5,49 milliards de dollars. En mai 2007, la Chambre mixte de commerce et d’industrie Chine-Afrique (CAJCCI) a organisé une conférence sur la coopération commerciale Chine-Afrique en Égypte, à laquelle ont participé plus de 500 entrepreneurs chinois et africains. En avril 2008, le Forum Chine-Afrique sur les investissements privés s’est tenu en Tanzanie, où plus de 300 délégués chinois et africains ont discuté sur des sujets tels que le renforcement de la coopération entre les entreprises privées chinoises et africaines. Pour encourager et soutenir les entreprises chinoises à investir en Afrique, le gouvernement chinois a annoncé la création du  


Fonds de développement Chine-Afrique lors du sommet de Beijing en 2006, qui a officiellement ouvert ses portes en juin 2007. En octobre 2007, ICBC et Standard Bank ont déclaré conjointement que les deux parties sont parvenues à un accord sur la transaction de capital et la coopération stratégique. La banque chinoise a acquis une participation de 20% dans la Standard Bank pour 36,6 milliards de rands (soit environ 5,46 milliards de dollars) et est devenue ainsi le principal actionnaire de la Standard Bank. En 2010, le stock d’investissements de la Chine en Afrique a dépassé pour la première fois 10 milliards de dollars. Après le Sommet de Beijing, le commerce entre la Chine et l’Afrique a également maintenu sa dynamique de croissance rapide, le commerce entre la Chine et l’Afrique atteignant 106,8 milliards de dollars en 2008, soit une hausse de 45,7% en glissement annuel, dépassant pour la première fois les 100 milliards de dollars. La Chine est devenue le premier partenaire commercial de l’Afrique pour la première fois en 2009 et a conservé cette position depuis.

(II) Sommet de Johannesburg en 2015 : 10 programmes majeurs de coopération

Le sommet de Johannesburg du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) s’est tenu en décembre 2015. La Chine et l’Afrique ont décidé d’établir et de développer un partenariat stratégique global, en identifiant la mise en œuvre ciblée des « dix programmes majeurs de coopération », comprenant dix grands domaines de coopération tels que l’industrialisation, la modernisation de l’agriculture, les infrastructures, la finance, le développement vert, la facilitation du commerce et des investissements, la réduction de la pauvreté pour les populations, la santé publique, les échanges humanistes, la paix et la sécurité.

Le Sommet de Johannesburg revêt une grande importance pour la coopération économique, commerciale et d’investissement entre la Chine et l’Afrique. En 2014, le volume des échanges entre la Chine et l’Afrique a atteint le sommet historique de 222 milliards de dollars. En 2015, le volume des échanges entre la Chine et l’Afrique a dépassé de deux fois le volume des échanges entre les États-Unis et l’Afrique, et d’environ quatre fois le volume des échanges entre le Japon et l’Afrique. En 2014, le stock d’investissements directs de la Chine en Afrique a atteint pour la première fois la barre des 30 milliards de dollars. Avant le Sommet de Johannesburg, la coopération économique, commerciale et d’investissement entre la Chine et l’Afrique avait atteint un niveau élevé, et le sommet a fourni un nouvel élan pour approfondir la coopération entre les deux parties. Lors du sommet, la Chine s’est engagée à un financement de 60 milliards de dollars pour le développement de l’Afrique, dont 5 milliards de dollars d’aide non

38 ICBC a acquis une participation de 20% dans la Standard Bank pour environ 5,46 milliards de dollars, Xinhua Net, 25 octobre 2007.
remboursable et de prêts sans intérêt ; 35 milliards de dollars américains de prêts de nature préférentielle et de crédits à l’exportation et une augmentation des prêts concessionnels ; un apport supplémentaire de 5 milliards de dollars américains au Fonds de développement Chine-Afrique et 5 milliards de dollars américains au crédit spécial pour le développement des PME africaines ; et la création d’un fonds initial de 10 milliards de dollars pour la Fondation pour le renforcement des capacités africaines. En outre, la Chine a également annulé les dettes intergouvernementales de prêts sans intérêt des pays les moins avancés d’Afrique qui n’avaient pas été remboursées à la fin de 2015.


44 Ouvrons une nouvelle ère de la coopération gagnant-gagnant et du développement commun entre la Chine et l’Afrique, allocution de Xi Jinping à la cérémonie d’ouverture du Sommet de Johannesburg, China Investment, 2016(01) :10-12.
évitéiopienne de la ligne Addis Abeba-Djibouti a été ouverte au trafic, et la section djiboutienne a été ouverte au trafic en janvier 2017, ce qui en fait la première ligne ferroviaire électrifiée à voie normale en Afrique de l’Est et un projet emblématique pour la coopération Chine-Afrique. En mai 2017, la ligne Mombasa-Nairobi a été officiellement ouverte au trafic, c’est le plus grand projet d’infrastructure depuis l’indépendance du Kenya. Les projets susmentionnés, déjà achevés et en cours de construction, permettront d’ajouter et de moderniser environ 30 000 km de routes, 2 000 km de voies ferrées\textsuperscript{45}, environ 85 millions de tonnes/an de capacité de débit portuaire, environ 9 millions de tonnes/jour de capacité de traitement des eaux propres, et environ 20 000 MW de capacité de production d’électricité et plus de 30 000 km de lignes de transmission et de transformation pour l’Afrique\textsuperscript{46}. Quatrièmement, le nombre de projets d’aide a augmenté progressivement. De 2016 à 2018, la Chine a mis en œuvre un grand nombre de projets d’aide aux moyens de subsistance pour l’Afrique, formé plus de 200 000 professionnels et techniciens africains de différents types\textsuperscript{47}, guidé près de 100 000 agriculteurs africains dans la production agricole\textsuperscript{48}, envoyé 728 conseillers experts de haut niveau dans différents domaines en Guinée-Bissau, en Sierra Leone et dans d’autres pays et à l’Union africaine\textsuperscript{49}. Elle a favorisé l’accès à la télévision par satellite dans plus de 10 000 villages de 25 pays africains, dont la République démocratique du Congo (RDC) et le Nigéria\textsuperscript{50}. Elle a fourni plus d’un milliard de CNY d’aide alimentaire d’urgence à 18 pays touchés par le phénomène El Niño, dont le Soudan du Sud et le Niger\textsuperscript{51}.

(III) Sommet de Beijing 2018 : Huit initiatives majeures

En septembre 2018, le Président Xi Jinping a mis en avant « les cinq non principes » pour la gestion des affaires africaines par la Chine lors du nouveau sommet


\textsuperscript{46} La Chine devient le premier partenaire commercial de l’Afrique pour la neuvième année consécutive, Liu Xiaodong, 2018.

\textsuperscript{47} La Chine a formé 200 000 techniciens professionnels pour l’Afrique en trois ans, Presse de Xinhua, le 22 septembre 2018. http://www.gov.cn/xinwen/2018-09/02/content_5318691.htm


du Forum sur la coopération sino-africaine à Beijing, à savoir ne pas interférer avec l'exploration par les pays africains des voies de développement conformes à leurs conditions nationales, ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures africaines, ne pas imposer sa volonté aux autres, ne pas assortir l'aide à l'Afrique de conditions politiques et ne pas rechercher un intérêt politique personnel dans les investissements et financements en Afrique. Le sommet s'est engagé à construire une communauté de destin Chine-Afrique plus étroite et a proposé « huit initiatives majeures » pour la coopération Chine-Afrique dans la promotion de l'industrie, la connectivité des installations, la facilitation du commerce, le développement vert, le renforcement des capacités, la santé, les échanges humains, la paix et la sécurité.
Afin de promouvoir la mise en œuvre des « huit initiatives majeures », la Chine a proposé de fournir un soutien supplémentaire de 60 milliards de dollars à l'Afrique sous forme d'aide gouvernementale, d'investissements et de financements par des institutions financières et des entreprises, dont 15 milliards de dollars au total d'aides sans contrepartie, de prêts sans intérêt et de crédits préférentiels ; une ligne de crédit de 20 milliards de dollars ; un soutien à la création d'un fonds spécial de 10 milliards de dollars pour le financement du développement et d'un fonds spécial de 5 milliards de dollars pour le financement des importations en provenance de l'Afrique ; et la promotion des investissements des entreprises chinoises en Afrique d'au moins 10 milliards de dollars au cours des trois prochaines années.\(^5\) Dans le même temps, les pays africains les moins avancés, les pays pauvres très endettés, les pays en développement enclavés et les petits États insulaires en développement avec lesquels la Chine entretient des relations diplomatiques ont bénéficié d'une remise de l'encours de leur dette intergouvernementale sous forme de prêts sans intérêt arrivant à échéance à la fin de 2018.

Le sommet de Beijing de 2018 a donné le coup d'envoi de démarrage des stratégies de développement entre la Chine et l'Afrique. La coopération économique, commerciale et d'investissement entre la Chine et l'Afrique est entrée dans une ère d'importance égale en termes d'échelle et de qualité. La première Exposition économique et commerciale Sino-Africaine, initiative importante des « huit initiatives majeures », a été organisée à Changsha, dans la province du Hunan, en juin 2019. 53 pays africains et de nombreuses organisations internationales ont envoyé des délégations pour participer à l'événement, avec plus de 10 000 participants, et 81 documents de coopération divers ont été signés, pour un montant de plus de 20 milliards de dollars.\(^5\) En octobre 2019, la Chine et l'île Maurice ont officiellement signé un accord de libre-échange, premier accord de ce type entre la Chine et un pays africain. En 2019, la Chine a financé 20,4 % des projets en Afrique juste derrière les gouvernements africains qui en ont investi 22,8 %. Les entreprises chinoises ont construit 31 % des projets en Afrique, ce qui en fait le plus grand entrepreneur sur le marché africain de la construction d'infrastructures.\(^5\) La base de production de 200 000 tonnes de fibres de verre de China Jushi Egypt, avec un investissement total de 580 millions de dollars, a été

---


Partie I
L’historique des investissements des entreprises chinoises en Afrique

officiellement achevée et mise en production\textsuperscript{55}. C’est la plus grande base chinoise de production de fibres de verre à l’étranger et la seule base de production de fibres de verre en Afrique ; le Parc industriel du China National Building Material Group qui est financé, construit et exploité par la Chine en Zambie a été achevée et mis en service, avec un investissement total prévu de 500 millions de dollars\textsuperscript{56}, pouvant créer près de 3 000 emplois directs ou indirects pour la région. Le pont Maputo-Katembe au Mozambique, construit par China Road and Bridge, a été officiellement ouvert à la circulation et est devenu le plus grand pont suspendu d’Afrique. Fin septembre 2019, le fabricant chinois de téléphones mobiles Shenzhen Transsion Holdings Limited, dont les pays africains constituent le principal marché, a été côté sur le marché de l’innovation scientifique et technologique chinois. Popularisées par le marché des capitaux, les marques de téléphones portables de Transsion représentaient 52,5 % du marché africain cette année-là, et Transsion était connu comme le « roi des téléphones portables africains »\textsuperscript{57}.

En janvier 2021, la zone de libre-échange du continent africain a été officiellement lancée, ce qui en fait la plus grande zone commerciale avec le plus grand nombre de pays participants depuis la création de l’Organisation mondiale du commerce, couvrant un marché de 1,3 milliard de personnes et un PIB total de 2 500 milliards de dollars\textsuperscript{58}. Selon les estimations de la Commission économique des Nations unies pour l’Afrique, le volume des échanges dans les zones de libre-échange sur le continent africain devrait augmenter de 50 % dans les cinq ans suivant la mise en œuvre. \textsuperscript{59}Après la mise en œuvre de


\textsuperscript{58} « Réponses aux questions relatives à la zone de libre-échange sur le continent africain », Bureau économique et commercial de la mission auprès de l’Union africaine, 2019.

IV. Impact du Forum sur la coopération sino-africaine

la zone de libre-échange sur le continent africain, l’Afrique verra se multiplier les opportunités commerciales et deviendra un havre d’investissement plus attrayant, dont les entreprises chinoises bénéficieront en obtenant davantage de possibilités d’investissement et en accédant à un marché de consommation plus vaste, plus efficace et mieux intégré.

La Chine a exprimé à plusieurs reprises son soutien à la mise en œuvre de la zone de libre-échange sur le continent africain. À ce jour, 46 pays africains et la Commission de l’Union africaine ont signé l’accord de coopération « la Ceinture et la Route », ce qui représente environ 80 % du nombre total de pays membres de la zone de libre-échange sur le continent africain et 30 % du nombre total de pays ayant signé l’accord de coopération « la Ceinture et la Route » avec la Chine. Avec l’accélération de la construction de la zone de libre-échange sur le continent et l’initiative « la Ceinture et la Route », les stratégies de développement entre la Chine et l’Afrique va progressivement s’approfondir, et le développement des entreprises chinoises en Afrique bénéficiera de dividendes de développement dans les deux sens et d’une double garantie politique.

---

60 The Synergy of Chinese and African Development Models, Zhang Ying et Xia Fuwei, La relation internationale moderne. 2020(12) :51-58+34+60.
Partie I
L'historique des investissements des entreprises chinoises en Afrique
I. Accomplissements des entreprises chinoises dans les principales économies africaines


Les pays à revenu intermédiaire sont l'Afrique du Sud et l'Égypte ; les pays exportateurs d'énergie et miniers sont le Nigéria, l'Angola, la République du Congo, la Zambie, le Ghana, l'Algérie et la RDC ; enfin, l’Éthiopie, le Kenya et la Tanzanie sont des pays qui ne disposent pas de ressources.
Partie II  Le rôle des entreprises chinoises en Afrique

Stock d'investissements des entreprises chinoises dans certains pays africains clés fin 2020

Estimations basées sur les données publiées par le Ministère chinois du Commerce

(I) Pays à revenu intermédiaire: facilitateurs en capital et en technologie

L'Afrique du Sud

L'Afrique du Sud est l'un des pays d'Afrique à revenu intermédiaire, avec un PIB par habitant supérieur à 6,000 dollars. Riche en ressources minérales, le pays est devenu l'économie la plus industrialisée d'Afrique. L'Afrique du Sud est la première destination des investissements directs chinois en Afrique. À la fin de 2020, le stock d'investissements directs chinois en Afrique du Sud était d'environ 6,5 milliards de dollars, représentant environ 13,7% des investissements directs chinois en Afrique. Les entreprises chinoises


62 Selon le ministère du commerce de la Chine, le stock d'investissements de la Chine en Afrique du Sud était d'environ 6,2 milliards de dollars à la fin de 2019 et les flux d'investissements étaient de 300 millions de dollars en 2020, on estime à environ 6,5 milliards de dollars à la fin de 2020.
I. Accompilissements des entreprises chinoises dans les principales économies africaines

Ces dernières années, les entreprises chinoises s’investissent de plus en plus dans les industries à forte intensité de capital et de technologie, et dans les services. Par exemple, le groupe BAIC a investi 800 millions de dollars pour la construction de la chaîne de fabrication d’automobiles à Port Elizabeth, dont la production annuelle a atteint 100,000 unités63 ; puis le groupe Hisense a investi 30 millions de dollars dans la construction d’un parc industriel d’appareils électroménagers au Cap, avec une capacité de production annuelle de 400,000 unités64 de réfrigérateurs et de téléviseurs ; l’ICBC a acquis une participation de 20% de Standard Bank of South Africa65, ce qui constitue l’acquisition la plus importante réalisée cette année-là par une entreprise chinoise ; Huawei a participé à la construction du premier réseau privé mobile 5G autonome en Afrique. La société Didi s’est successivement installée à Port Elizabeth et au Cap.

Le Groupe BAIC à l’étranger – projet d’usine d’assemblage automobile

En 2015, le Groupe BAIC a lancé un projet d’investissement d’une usine d’assemblage automobile dans la zone de développement de Coega à Port Elizabeth, avec une somme totale de 800 millions de dollars66. Le projet sera mis en œuvre en deux phases. C’est la première usine automobile financée et construite par le groupe BAIC à l’étranger. De plus, il s’agit également du plus grand projet de fabrication d’automobiles en Afrique du Sud depuis 40 ans en termes d’investissement.

---


En juillet 2018, la première voiture assemblée et produite localement est sortie avec succès de la chaîne de production en présence du Président Xi Jinping et du Président Ramaphosa. La production annuelle de cette usine pourrait atteindre 50,000 unités, 60% des composants doivent être fournis localement dans les 5 ans. Une fois terminé, ce projet créera 15,000 emplois, dont plus de 90% seront des employés sud-africains. 67

En s'attachant au concept de l'économie verte et intelligente, le processus de fabrication et l'ensemble de l'usine prennent pleinement en compte les économies d'énergie et la protection de l'environnement. Le projet adopte le plus haut niveau d'équipement de travail. En même temps, l'utilisation de robots industriels permet de diminuer considérablement l'intensité du travail des ouvriers et d'améliorer leur qualité de vie et conditions de travail tout en favorisant l'emploi local.

**Exemple 2**

**Jidong Development Group – projet de Cimenterie Mamba**

En 2016, la Cimenterie Mamba, financée conjointement par le Jidong Development Group et la Fondation d'investissement des Femmes de l'Afrique du Sud, a été mise en service ; c'est la seule cimenterie d'Afrique du Sud à adopter la technologie de production d'électricité à partir de la chaleur résiduelle. Cette cimenterie produit plus de 33 millions de kWh d'électricité par an, tout en réduisant l'utilisation de charbon de 17,000 tonnes et l'émission de dioxyde de carbone de 50,000 tonnes68, et atteint le niveau international avancé en matière d'émissions atmosphériques, de gestion du bruit, de traitement des eaux usées et de sécurité de production.

La Cimenterie Mamba jouit d'une bonne réputation en Afrique du Sud et ses produits sont vendus aux pays voisins tels que le Botswana, créant ainsi 1,500 emplois directs et indirects.

**Exemple 3**

**ICBC et la Standard Bank - un projet de coopération bancaire**

En 2008, l’ICBC a acquis une participation de 20 % de Standard Bank pour 5,5 milliards de dollars, devenant ainsi le principal actionnaire de ce dernier. Au moment de l’acquisition, ICBC était la plus grande banque du monde en termes d’actifs totaux et de capitalisation boursière, tandis que la Standard Bank était la plus grande banque d'Afrique possédant des succursales dans 18 pays. Ce projet reste également le plus grand projet d’IDE de Chine vers l'Afrique du Sud.


Les deux banques ont conjugué leurs forces pour offrir aux clients des produits et des services personnalisés, tels que la gestion des risques de change afin de leur assurer une sécurité financière en Afrique.

L’ICBC tire pleinement parti de ses avantages dans les commerces internationaux. L’ICBC couvre indirectement 20 pays d’Afrique grâce à sa participation dans la Standard Bank, fournissant des services financiers aux entreprises chinoises et africaines. L’ICBC assure la qualité des entreprises clientes à Standard Bank, en partageant les informations, les ressources et même les limites de crédit, un niveau d’engagement difficile à tenir pour les autres banques locales et même internationales.

**EXEMPLE**

**Le groupe Wepon – un projet d’investissement et développement bidirectionnels**


En 2016, Wepon s’est lancé en Afrique et s’est investi en Afrique du Sud à travers la création d’Anlan Medical Limited et l’acquisition officielle de deux entreprises locales : Tecmed et Elite. Malgré leurs petites tailles, ces deux entreprises sont fortes dans le domaine. Elite, fabricant de dispositifs médicaux orthopédiques implantables, est doté d’une puissance de R&D et d’une gamme de produits complète qui peut rivaliser avec ceux des géants internationaux tels que Johnson & Johnson et Medtronic. En Afrique, Tecmed est l’une des rares entreprises à pouvoir réaliser des projets de construction d’hôpitaux clés en main, comprenant la conception globale, la fourniture, l’installation et la maintenance des équipements, la provision des fournitures médicales, le développement des systèmes de gestion hospitalière et la formation des médecins.


**L’Égypte**

L’Égypte est la troisième plus grande économie et le troisième pays le plus peuplé d’Afrique, avec des avantages géographiques et des systèmes relativement complets dans les secteurs de l’industrie, de l’agriculture et des
services. Le PIB par habitant est d’environ 3,161 dollars\textsuperscript{69}. Le pétrole et gaz, le tourisme, l’envoi de fonds et le canal de Suez sont les quatre sources principales de recettes en Égypte, et le coton à fibres longues est la pièce maîtresse de l’économie égyptienne. Depuis son arrivée au pouvoir en 2014, le Président Abdel-Fattah Al-Sisi a déployé de grands efforts pour développer l’économie et améliorer le bien-être social, en entreprenant diverses réformes économiques telles que l’adaptation du régime de changes flottants, l’ouverture des marchés et l’attraction des investissements étrangers. Le rapport Où investir en Afrique 2020 publié par la Banque d’investissement sud-africaine Rand Merchant Bank a classé l’Égypte comme la meilleure destination d’investissements en Afrique pour la troisième année consécutive.


À la fin de 2020, le stock d’investissements directs chinois en Égypte était d’environ 1,3 milliards de dollars\textsuperscript{70}, représentant environ 2,7% des investissements directs chinois en Afrique. Les investisseurs chinois en Égypte comme China Jushi, China XD Group, Angel Yeast, New Hope Group, Midea et Konka sont en majorité des entreprises privées, parmi lesquelles les entreprises manufacturières occupent une place dominante, ce qui permet de tirer profit du grand marché intérieur égyptien, de la main-d’œuvre abondante, de la situation géographique et du vaste réseau logistique du pays.

\textsuperscript{69} Selon les données du ministère du commerce, à la fin de 2019, le stock d’investissements chinois en Égypte s’élevait à environ 1,1 milliards de dollars, les flux d’investissement en 2020 a atteint 190 millions de dollars. On estime un stock d’investissement de 1,3 milliards de dollars fin 2020.

\textsuperscript{70} Selon les données du ministère du commerce, à la fin de 2019, le stock d’investissements chinois en Égypte s’élevait à environ 1,1 milliards de dollars, les flux d’investissement en 2020 a atteint 190 millions de dollars. On estime un stock d’investissement de 1,3 milliards de dollars fin 2020. }
En 2010, Midea a acquis une participation de 32,5% de Miraco, une société égyptienne cotée, pour fabriquer des climatiseurs domestiques et des produits de la chaîne du froid, en combinant les capacités d’innovation technologique de Midea et les ressources des canaux de distribution des entreprises locales afin de contribuer au renforcement du « Fabriqué en Égypte ».

En 2012, China Jushi a créé Jushi Egypt for Fiberglass Industry S.A.E, ce qui est le plus grand projet industriel financé par des entreprises chinoises en Égypte. Il permet à l’Égypte et à l’Afrique d’avoir sa propre industrie de fibre de verre. Grâce à ce projet, l’Égypte est devenue le cinquième plus grand producteur et exportateur de fibre de verre du monde. En août 2018, la base de production de fibres de verre de Jushi Egypt a été officiellement mise en service, avec une capacité de production annuelle de 200,000 tonnes et un investissement total de 580 millions de dollars et la création de 2,500 emplois locaux.

La Zone de coopération économique et commerciale sino-égyptienne de Suez est située à l’intersection de « la Ceinture et la Route » et de la « Zone économique du canal de Suez ». Il s’agit d’une zone de coopération économique et commerciale d’outre-mer de niveau national placée sous le pilotage du Ministère chinois du Commerce. Depuis le début de sa construction en 2008, la zone a formé quatre industries principales, à savoir nouveaux matériaux de construction, équipements pétroliers, équipements hauts ou basse tension et fabrication de machines. Avec une valeur de production de plus d’un milliard de dollars, la zone a attiré des investissements convenus de plus d’un milliard de dollars et a créé près de 4,000 emplois locaux.

**EXEMPLE 5**

**Foton – projet de fabrication locale de bus à énergie nouvelle**

En octobre 2019, la cérémonie de livraison de 50 autobus électriques de Foton au gouvernement égyptien et l’inauguration du projet de coopération de fabrication d’autobus à énergies nouvelles de Foton en Égypte a eu lieu au Caire, la capitale de l’Égypte. Il s’agit de la plus grande commande égyptienne de bus électriques et du premier projet de coopération de fabrication locale de bus à énergie nouvelle entre la Chine et l’Égypte.

---


Ces bus électriques Foton Auv déjà livrés faciliteraient le transport dans les anciennes et nouvelles zones urbaines du Caire. Foton localisera la production d’autobus électriques en Égypte et fournira la technologie de fabrication et les nouvelles technologies énergétiques. Le projet deviendra un modèle pour l’Égypte en termes de coopération de la production d’automobile, et entraînera une nouvelle révolution industrielle dans le domaine de la fabrication de véhicules électriques en Égypte.

**EXEMPLE 6**

**Ningbo Jiashang – un projet de production de masques en Égypte**

Le 7 avril 2020, la ligne de production de masques chirurgicaux, un projet de coopération entre Ningbo Jiashang et la société égyptienne Euromed a été officiellement mise en service. Le gouvernement égyptien a déclaré que ce projet revêtait une grande importance pour le peuple égyptien dans la lutte contre le COVID-19 et a souhaité que l’Égypte et la Chine travaillent ensemble pour vaincre rapidement l’épidémie.

L’investissement total du projet est d’environ 3,5 millions de dollars. À l’heure actuelle, 4 lignes de production sont mises en service représentant une capacité de 500,000 pièces par jour. Il est envisagé de mettre en service 10 lignes de production pour atteindre une capacité quotidienne de plus de 1 million de pièces. Actuellement, la capacité de production de masques en Égypte est de 600,000 pièces par jour. Le projet doublera la capacité de production et réduira considérablement la pénurie de masques sur le marché égyptien.

(II) Pays riches en ressources : facilitateurs de la diversification économique

**Le Nigéria**

Le Nigéria est le pays le plus peuplé et la plus grande économie d’Afrique, avec un PIB par habitant d’environ 2,277 dollars. Ces dernières années, le Nigéria est devenu pour la Chine le premier marché pour les contrats de travaux forfaitaires, le premier marché d’exportation, le deuxième partenaire commercial et la principale destination d’investissement en Afrique. Il est le premier pays producteur de pétrole en Afrique. L’industrie pétrolière et gazière est l’industrie de base du pays et un secteur principal d’investissement étranger.

Cependant, les investissements chinois au Nigéria se concentrent depuis longtemps dans les secteurs de l’industrie et des infrastructures. À la fin de 2020, le stock d’investissements chinois au Nigéria était d’environ 2,5 milliards de dollars, ce qui représente environ 5,2 % des investissements directs chinois en Afrique. Les entreprises chinoises ont investi dans un large éventail d’industries, dont l’extraction du pétrole, la production et la vente d’équipements électriques, les télécommunications et la radiodiffusion, l’exploitation des ressources minières, l’assemblage d’appareils électroménagers et de véhicules, la production d’aliments, de boissons et de bonbonnes d’eau, le textile, l’habillement et les chaussures, ainsi que la production agricole. La Chine a construit deux parcs industriels au Nigéria, celui de Lekki et d’Ogun, qui ont attiré des entreprises chinoises dans les secteurs des matériaux de construction, de la céramique, de l’ameublement, de la quincaillerie, des produits pharmaceutiques, de l’électronique, de la transformation des aliments et des boissons, de l’emballage et des matériaux d’impression, des pièces automobiles et des produits électromécaniques, des produits industriels légers et d'autres industries. Les entreprises chinoises ont également signé plusieurs contrats importants de projets de construction d’infrastructure, comme le projet de port en eau profonde de Lekki, construit par China Harbour Investment avec un investissement total de 1,043 milliards de dollars.

**EXEMPLE**

**China Harbour - le projet de port en eau profonde de Lekki**

Le projet de port en eau profonde de Lekki est le premier projet intégré d’investissement, de construction et d'exploitation de China Harbour au Nigéria. Situé dans la zone franche de Lagos (LFZ), à 65 km à l’est de Lagos, la plus grande ville du Nigéria, le port est adjacent à la zone franche de Lekki et à celle de la raffinerie de pétrole de Ghat.

75 Selon le Ministère du commerce, à la fin de 2019, le stock d’investissements chinois au Nigéria était d’environ 6,2 milliards de dollars, les flux d’investissements atteindront 300 millions de dollars fin 2020, selon les estimations,
En octobre 2019, des représentants de China Harbour, de la Banque de développement chinoise, de la mairie de Lagos et du service fiscal du Nigéria, ainsi que ceux du Groupe Tolaram de Singapour ont officiellement signé un accord de financement de ce projet. L'investissement total s'élève à 1,043 milliard de dollars, dont China Harbour et Tolaram détiennent une part d'environ 75 %, le service fiscal du Nigéria détient 5% et la mairie de Lagos 20 %. China Harbour a adopté pour le projet du port de Lekki le modèle de développement BOOT avec une concession de 45 ans. La construction a commencé en juin 2020 et devrait s'achever au premier trimestre de 2023. Une fois achevé, le projet fournira environ 170,000 emplois locaux directs et indirects.

Le port en eau profonde de Lekki sera le plus grand port de la région subsaharienne, et permettra d'augmenter considérablement la capacité d'accueil de conteneurs à Lagos, de réduire le coût de logistique du commerce international et ainsi d'accroître la compétitivité de l'économie nigériane et de favoriser la connectivité de la région ouest-africaine.

Le projet de la zone franche d'Ogun-Guangdong

La zone franche d'Ogun-Guangdong, située dans la région d'Igbesa, dans l'État d'Ogun dans le sud-ouest du Nigéria, est financée par Guangdong New South Group et l'État d'Ogu, avec une participation de 60% pour la partie chinoise. En 2019, M. Adibayo, Ministre nigérian de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement, a déclaré que le projet « démontre le potentiel pour contribuer à l'industrialisation du Nigéria, avec une production annuelle totale de plus de 234 millions de dollars et un investissement total de plus de 2 milliards, employant directement plus de 6,000 personnes dans la communauté locale. »

L'industrie légère, l'ameublement, les matériaux de construction, la quincaillerie et la transformation du bois sont les industries importantes de cette zone. Ayant comme activité principale le traitement des matières premières, la zone accueille aussi des activités d'ingénierie, de marketing et de commerce. À l'heure actuelle, la zone de coopération compte 63 entreprises enregistrées, parmi lesquelles plusieurs marques chinoises sont devenues célèbres au Nigéria et voire en Afrique occidentale, à savoir Wang Kang (céramiques), SNG (China Glass Holdings), He Wang (emballages), Yong Han (meubles), Panda (matériaux de construction), Xiang Xue Hai (appareils électroménagers), etc.

Le projet de la zone franche d'Ogun-Guangdong a également donné des fonds pour construire des écoles primaires et des cliniques médicales pour les communautés locales, ainsi que pour construire la route Lusada-Igbesa pour améliorer les conditions de transport de la région.

---


Rubrique spécial 1 : Ateliers Lu Ban – projet de formation des talents locaux

Le nom « Atelier Lu Ban » provient du célèbre artisan chinois Lu Ban, vivant au 5e siècle avant J.-C. qui a inventé un grand nombre d’outils de charpenterie et agricoles, et a construit le premier puits d’eau profond dans une région montagneuse.

En novembre 2020, l’atelier Lu Ban du Nigéria est entré en opération. Le projet est construit conjointement par l’Université sino-allemande de Technologie appliquée de Tianjin, l’École professionnelle du Chemin de Fer de Tianjin et l’Université d’Abuja, ayant pour objectif de former des personnels locaux dans le domaine du transport sur rail pour le Nigéria et l’Afrique.

Le projet de l’atelier Lu Ban du Nigéria englobe la construction de trois laboratoires à l’Université d’Abuja pour l’ingénierie de véhicules, le transport et le génie civil, la création des disciplines d’ingénierie mécanique et de génie civil à l’Université d’Abuja ; la construction d’un centre de formation aux métiers de transport sur rail avec le groupe CCECC.


L’Angola


À la fin de 2020, le stock d’investissements directs chinois en Angola était d’environ 2,6 milliards de dollars, représentant 5,5% des investissements directs chinois en Afrique. Avant, la coopération économique entre la Chine et l’Angola s’est concentrée dans peu de domaines avec un modèle homogène. L’Angola vend du pétrole à la Chine pour avoir en échange du soutien chinois en termes de grands projets d’infrastructure et de financement. Par exemple, le groupe Gezhouba a construit le projet de la centrale hydroélectrique de Kabasa à Kagulo ; China Mechanical Engineering a pris en charge la construction et l’installation de la centrale électrique à cycle combiné SOYO I ; et la CRBC a construit le port en eau

Selon le Ministère du Commerce, à la fin de 2019, le stock d’investissements chinois en Angola était d’environ 2,9 milliards de dollars, les flux d’investissement en 2020 est de -0,24 milliard de dollars, on estime que le stock d’investissements chinois atteindrait 2,6 milliards de dollars fin 2020.

**EXEMPLE 9**

**Le groupe Dreal - projet du Jardin Joyau**

Le projet du Jardin Joyau, situé dans la zone de Moromando dans le sud de Luanda, a coûté plus de 420 millions de dollars et est composé de 1,300 unités de logement. Il s’agit de la sixième communauté résidentielle investie par le groupe Dreal en Angola. Le projet est développé en partenariat avec la Banque nationale d’investissement d’Angola.

Durant sa construction, l’économie angolaise était en récession. Le prix des matières premières a augmenté, le taux de change a chuté, les frais d’exploitation et de gestion ont augmenté et les marges ont largement diminué. Dans ces conditions, plus de 800 ouvriers angolais et plus de 200 ouvriers chinois ont travaillé ensemble pendant un an et ont garanti son l’inauguration. Celle-ci eut lieu en 2016 comme prévu.

**EXEMPLE 10**

**China Haoyuan - un projet de bourse d’études financée par une entreprise privée**

En août 2014, Le Group China Haoyuan a coopéré avec l’Université Jimei pour créer une classe internationale à l’Université, accueillant 32 étudiants angolais.

Les étudiants ont été sélectionnés par le Group China Haoyuan en Angola et leurs études en Chine sont financées. L’Université Jimei élabore un programme de formation pour ses étudiants et adopte une scolarité dite « 1+4 », c’est-à-dire une année d’étude de la langue chinoise et 4 ans d’études de licence en économie et commerce international, ce qui forme des professionnels maîtrisant la langue chinoise au bout de 5 années d’études.

En juin 2019, les étudiants de la classe internationale China Haoyuan à l’Université Jimei ont obtenu leur diplôme avec succès. Les diplômés angolais mettront en pratique en Angola ce qu’ils ont appris à l’Université Jimei au cours des 5 ans.

La classe internationale China Haoyuan de l’Université Jimei est la première formation commune offerte par une entreprise privée et une université chinoise.
La République du Congo.

Le développement économique et les recettes fiscales de la République du Congo sont dépendants du secteur pétrolier. Son PIB par habitant est d'environ 2 300 dollars. Depuis la découverte de pétrole dans le Golfe de Guinée dans les années 1960, l'exploitation pétrolière est le pilier de l'industrie de la République du Congo. Elle est le troisième producteur de gaz naturel en Afrique subsaharienne, après le Nigéria et le Cameroun. La République du Congo est également riche en ressources minières telles que le fer, le cuivre, l'aluminium et le zinc, et pourrait devenir le plus grand producteur de potassium d'Afrique.

Depuis 2015, la République du Congo s'efforce de promouvoir la diversification économique en mettant l'accent sur les infrastructures, notamment la construction du chemin de fer Congo-Océan et du port de Pointe-Noire, dans le but de remédier aux goulets d'étranglement dans le transport de minerais et d'attirer les investissements étrangers dans le secteur manufacturier.

La coopération de la Chine avec le Congo en matière d'investissements concerne le pétrole, les minéraux, les matériaux de construction, les infrastructures, l'hydroélectricité, les télécommunications, et la finance. Fin 2020, le stock
d’investissements chinois direct au Congo était d’environ 670 millions de dollars\textsuperscript{79}, représentant environ 1,4 % des investissements directs de la Chine en Afrique. Le South Petrochemical Group dont le siège se trouve à Guangzhou, a investi dans le projet du champ pétrolifère de Kayo au Congo-Brazzaville, divisé en bloc du nord et celui du sud. La première phase du bloc du sud prévoit un investissement de 2 milliards de dollars pour un champ pétrolifère d’une capacité de production annuelle de 4 millions tonnes de pétrole brut\textsuperscript{80}, tandis qu’une usine de traitement du pétrole brut, une centrale électrique, une usine de traitement pour la protection de l’environnement, une usine de traitement des gaz associés et d’autres projets auxiliaires seront construits progressivement pour accroître la valeur ajoutée de ce champ pétrolifère. Les entreprises chinoises jouissent d’une bonne réputation au Congo pour la qualité supérieure et le coût raisonnable des projets dans les domaines des routes et des ponts, de l’immobilier, de l’eau et de l’électricité, de la télécommunication et d’autres constructions infrastructurelles. Les entreprises chinoises étudient également avec le gouvernement congolais la construction du port de Pointe-Noire et d’un parc industriel en bordure du port afin d’attirer les investissements des entreprises manufacturières internationales, y compris ceux de la Chine.

\textbf{EXEMPLE}

\textbf{China Gold Group - projet de cuivre-plomb-zinc de Soremi}

Le China Gold Group a acquis la société congolaise Pointe-Noire Soremi en 2013, les deux autres actionnaires sont Gerard Metals Ltd (entreprise états-unienne) et le gouvernement de la République du Congo.

La construction de ce projet a débuté le 1er juillet 2015 et il a été mis en service le 27 août 2016, avec une production annuelle de 12 000 à 15 000 tonnes de cuivre électrolytique ; la construction de la deuxième phase concernant la métallurgie du zinc a commencé le 18 mars 2019 et a été mise en service le 1er décembre 2020, avec une production annuelle de 10 mille tonnes de lingots de zinc\textsuperscript{81}. Ce projet constitue également la première mine moderne en RC intégrant l’exploitation, le traitement et la métallurgie.

En outre, la compagnie Soremi a investi dans Sikolep Resources et SEASICO (compagnie agricole) au Congo-Brazzaville. Actuellement, parmi les 740 employés de Soremi, 182 (25%) sont des employés chinois et 558 (75%) sont des employés locaux ou d’autres pays.

\textsuperscript{79} Selon le Ministère du commerce, à la fin de 2019, le stock d’investissements chinois en était d’environ 0,61 milliards de dollars, les flux d’investissement en 2020 étaient de 600 millions de dollars, on estime que le stock d’investissements chinois atteindrait 670 millions de dollars fin 2020.


\textsuperscript{81} Offre d’emplois de la compagnie Soremi, 16 mars 2020. https://www.chinagoldgroup.com/s/1417-4986-39148.html
I. Accomplissements des entreprises chinoises dans les principales économies africaines

Le projet de la Route nationale 1 (RN1) Brazzaville - Pointe-Noire

La RN1, qui relie la ville de Brazzaville à Pointe-Noire avec une longueur totale de 535 km\(^a\), est le seul corridor est-ouest du Congo. La réhabilitation de la RN1 a une grande importance pour améliorer les conditions de circulation, développer l’économie nationale et promouvoir la stabilité sociale.

Lors du sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine en 2006, la Chine et le Congo ont signé un paquet d’accords-cadres sur la coopération économique et commerciale, dont le projet de la réhabilitation de la RN1.

CSCEC (China State Construction Engineering Corporation.) a achevé la première phase du projet en 2012. Pour la deuxième phase, CSCEC et une grande société française d’exploitation routière ont fondé un consortium pour exploiter conjointement le projet. La partie chinoise détient 70% des parts, les parties française et congolaise détiennent 15% chacune. En mars 2016, la RN1 du Congo a été mise en service, ce qui a permis de réduire la durée totale du trajet d’une semaine à six heures. L’investissement total est de 2,89 milliards de dollars.

Le projet de la Banque sino-congolaise pour l’Afrique


La Banque s’efforce de faire bénéficier à la population locale de services bancaires. En plus du lancement de cartes bancaires UnionPay et de cartes VISA, la banque promeut aussi le réseau de banque électronique, émet des cartes de marques privées et a installé 200 guichets automatiques à Brazzaville et à Pointe-Noire.

La banque relève également quelques charges comme la cotisation annuelle pour les cartes de marques privées, les frais pour les retraits ou les dépôts, ce qui permet à plus d’habitants locaux d’obtenir leur propre carte.

---


La Zambie

La Zambie, pays sans littoral du sud-est de l'Afrique, est connue comme le « pays du cuivre ». La partie nord du pays se trouve dans le plus grand gisement de cuivre sédimentaire du monde, la ceinture de cuivre de Zambie-Congo, qui représente 25 % des réserves totales de cuivre du monde\(^84\). Le développement économique de la Zambie dépend de l'industrie minière dominée par l'exploitation et la métallurgie du cuivre. Le PIB par habitant de la Zambie est d'environ 1 300 dollars. Le manque de dynamique endogène de l'économie zambienne s'est manifesté après l'année 2015 avec la chute des prix des matières premières. Le gouvernement zambien a fait de la diversification économique un objectif clé de la planification du développement national. À la fin de 2020, le stock d'investissements directs chinois en Zambie était d'environ 3,4 milliards de dollars\(^85\), ce qui représente environ 7,2 % des investissements directs chinois en Afrique. Les investissements chinois en Zambie sont pour la plupart des petites et moyennes entreprises privées, dont beaucoup sont spécialisées dans l'exploitation minière ou dans d'autres secteurs auxiliaires. Il existe également de grandes entreprises telles que le China Nonferrous Metal Mining Group qui ont investi et gèrent des zones de coopération économique et commerciale en Zambie, d'autres telles que AVIC International, Jiangxi International, Huawei, ZTE se sont lancés dans la construction d'infrastructures telles que des routes et des ponts, des aéroports et des réseaux de télécommunication.

Exemple

Le projet de la Zone de coopération économique et commerciale Zambie-Chine (ZCCZ)

Le gouvernement zambien encourage le développement de zones économiques polyvalentes, estimant que ces zones peuvent jouer un rôle majeur dans la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la compétitivité commerciale et la stimulation de la croissance industrielle. La zone économique polyvalente de Zambie réunit les concepts de zone de libre-échange, de zone de traitement pour exportation et de parc industriel.

La Zone de coopération économique et commerciale Zambie-Chine, financée par China Nonferrous Group en 2007, est la première du genre établie par la Chine en Afrique. Elle est aussi la première zone économique polyvalente approuvée par le gouvernement zambien. La zone se présente sous la forme «une zone et deux parcs », à savoir le Parc Chambishi

---


85 Selon le MOFCOM, à la fin de 2019, le stock d'investissements chinois en Zambie était d'environ 2,9 milliards de dollars, les flux d’investissement étaient de 500 millions de dollars en 2020, on estime que les flux d’investissements atteindraient 3,4 milliards de dollars fin 2020.
I. Accomplissements des entreprises chinoises dans les principales économies africaines

Zhongyang Construction Group – projet du Parc industriel éco-agricole de Zhongyang

Zhongyang Construction Group (provenant de la province du Jiangxi) est une entreprise de construction locale connue. Zhongyang Construction a réalisé dans différents pays africains dont la Zambie plusieurs projets, y compris la construction d’hôpitaux, d’écoles, d’autoroutes, des bureaux d’information, de sécurité sociale, de transports, de greniers, de complexes commerciaux et d’autres projets d’infrastructure.

En août 2018, Zhongyang Construction a investi dans la construction du Parc industriel éco-agricole de Zhongyang en Zambie, qui couvre une superficie de 3 000 hectares avec un investissement de près de 80 millions de dollars. Dans le futur, ce parc aura une superficie de 10 000 hectares avec un investissement prévu de 500 millions de dollars. Le groupe s'engage à construire un parc industriel agricole moderne intégrant la plantation, l'élevage, la transformation agro-alimentaire, la recherche sur les semences, la formation et les échanges en matière de sciences et technologies agricoles, ainsi que les loisirs et le tourisme.

Le projet apporte la technologie et introduit le concept de la chaîne industrielle agricole chinoise en Zambie, visant à construire un parc d'agriculture biologique moderne de haut niveau.

Le Ghana

Le Ghana est la deuxième plus grande économie d’Afrique de l’Ouest, avec un PIB par habitant d’environ 2 200 dollars. L’or et le cacao sont les deux grandes industries traditionnelles du Ghana. En 2007, d’importantes réserves de pétrole et de gaz ont été trouvées dans le champ pétrolier de Jubilee.

86 Introduction de la zone de coopération, ZCCZ. http://zccz.cnmc.com.cn/outlinetem.jsp?outlineType=2&column_no=070202

Partie II
Le rôle des entreprises chinoises en Afrique


À la fin de 2020, le stock d’investissements directs chinois au Ghana était d’environ 1,9 milliards de dollars\(^88\), ce qui représente environ 4 % des investissements directs chinois en Afrique. Les entreprises chinoises ont principalement investi au Ghana dans l’industrie manufacturière, l’électricité, le commerce de gros, les services touristiques, etc. Par exemple, Shenzhen Energy a investi dans la centrale électrique d’Asogli ; Sentuo a investi dans la production d’armature ondulée, de bobines, de fil et de profilés. La production annuelle est de 800 mille tonnes\(^89\); Ningxia Tianyuan Manganese Industry Group a acquis l’ensemble des capitaux et des actifs de la société britannique CML, en acquérant sa base de mines au Ghana ; en outre, des entreprises chinoises telles que Sanbao Pharmaceutical et Rebecca y ont aussi investi.

EXEMPLE

AWA – projet de « coopération aérienne » entre la Chine et le Ghana


\(^88\) Selon le MOFCOM, à la fin de 2019, le stock d’investissements chinois au Ghana était d’environ 1,83 milliards de dollars, les flux d’investissement en 2020 sont de 300 millions de dollars, on estime que le stock d’investissements chinois y atteindrait 1,9 milliards de dollars fin 2020.

\(^89\) Le CABC a rendu visite à l’Association industrielle et commerciale de Fujian au Ghana et à la communauté locale de Fujian. 9 septembre 2019. http://search.ouhua.info/m/2019/0909/27001.html
I. Accomplissements des entreprises chinoises dans les principales économies africaines

Accra-Freetown et Lagos-Monrovia. AWA a gagné une part de marché de plus de 80% sur les lignes domestiques au Ghana[^90]. Les services de transport aérien sûrs, pratiques et de haute qualité fournis par AWA permettent de mieux desservir le Ghana et la région de l’Afrique de l’Ouest, et ont répondu aux besoins en tourisme et en commerce, en promo

[Shenzhen Energy Group – projet de la centrale électrique d’Asogli]

Shenzhen Energy Group est une des plus grandes entreprises d'énergie d'Asie, avec un PIB par habitant d'environ 3 500 dollars. L'industrie pétrolière et gazière est le pilier de l'économie algérienne, d'autant plus qu'elle se classe au troisième rang mondial pour les exportations de gaz naturel, après la Russie et le Canada.


et au quatrième rang pour les exportations de gaz naturel liquéfié, après l’Indonésie, la Malaisie et le Qatar. À la fin de 2020, le stock d’investissements directs chinois en Algérie était d’environ 1,8 milliards de dollars, ce qui représente environ 3,8 % des investissements directs chinois en Afrique. Les investissements des entreprises chinoises en Algérie se concentrent dans les secteurs du pétrole, du gaz et des mines. Nous trouvons parmi les grandes entreprises la CNPC, Sinopec, groupe Zhong Di, Sarl Travaux Hydrauliques Shaolin, etc. Les entreprises ont également investi dans la production de liège, l’hôtellerie, le textile et le commerce.

**Jianghan Petroleum Engineering Corporation – le projet EOR**

Le projet EOR du champ pétrolifère de Zarzaitine en Algérie est un projet innovant axé sur la recherche scientifique. Il s’agit du premier projet forfaitaire de Jianghan Petroleum Engineering Corporation (JPEC) en Algérie. La conception du projet EPR et les services sur place pour ce champ combinent la rénovation et la réhabilitation des anciens champs pétrolifères, lesquels étaient très exigeants et nécessitaient un recours à la haute technologie à cause du mélange de pétrole et de gaz et de processus complexes.

Le dessin schématique a été terminé en avril 2006, et après la conception de base, l’élaboration détaillée, la construction et la mise en service expérimentale, le projet a été officiellement mis en production avec succès le 15 août 2009. Le projet est exploité en toute sécurité depuis plus de 10 ans, et tous ses systèmes de traitement, de travaux publics, de prévention des incendies et de contrôle sont en bon état de fonctionnement. Les propriétaires et les opérateurs y accordent une haute appréciation.

Les conditions climatiques locales, la prévention des épidémies et la protection contre les animaux et les végétaux dangereux ont été pris en compte et la priorité est donnée à la sécurité et à l’environnement de travail, ainsi qu’à la santé physique et mentale des salariés.

**La République démocratique du Congo (RDC)**

Située au centre de l’Afrique, la RDC est le deuxième plus grand pays du continent africain en termes de superficie et le quatrième en termes de population. La RDC est riche en ressources naturelles et est considérée comme un « scandale géologique », ses réserves de cuivre, de cobalt et d’autres métaux non ferreux et métaux rares se classent parmi les premiers du monde. L’exploitation minière est un pilier économique important, représentant près de 93 % de l’exportation du pays. Selon le MOFCOM, à la fin de 2019, le stock d’investissements chinois en Algérie était d’environ 1,78 milliards de dollars, les flux d’investissement en 2020 étaient de 100 millions de dollars, on estime que le stock d’investissements chinois y atteindrait 1,8 milliards de dollars fin 2020.
I. Accomplications des entreprises chinoises dans les principales économies africaines


Après l’année 2000, avec le rétablissement de la stabilité politique en RDC, les entreprises chinoises sont rentrées sur ce marché, et la coopération économique et commerciale entre la Chine et la RDC a connu un développement global et rapide. L’ampleur des investissements des entreprises chinoises en RDC ne cesse de s’élargir, et le montant des contrats est parmi les plus élevés des pays africains. À l’heure actuelle, les investissements des entreprises chinoises en RDC se concentrent sur le traitement des minéraux et la coopération en matière de ressources minières, les télécommunications, l’agriculture, et s’étendent progressivement à d’autres domaines. À la fin de 2020, le stock d’investissements directs chinois en RDC s’élevait à environ 5,8 milliards de dollars, représentant environ 12,2 % des investissements directs de la Chine en Afrique.

La Sino-congolaise des Mines S.A. – un projet de développement social et amélioration des moyens de subsistance

Sino-congolaise des Mines S.A. (Sicomines) est une société minière internationale fondée conjointement par China Railway, Power China et Gécamines, conformément au « modèle de coopération globale en matière de ressources, de financement et de croissance économique » en RDC. China Railway détient 41,72 % des parts, Power China détient 25,28 %, Zhejiang Huayou détient 1 %, et la partie congolaise détient 32 %. Situées à Kolwezi, dans la province de Luara, les mines de cuivre et de cobalt de la Sicomines se composent de six sections avec une superficie totale de 11,5 kilomètres carrés, ce qui en fait une méga-mine de cuivre et de cobalt de classe mondiale. La première phase a été lancée en 2013 et a été mise en production en 2015 ; la mise en service de la deuxième phase est

Selon le MOFCOM, à la fin de 2019, le stock d’investissements chinois en RDC était d’environ 5,6 milliards de dollars, les flux d’investissement étaient de 200 millions de dollars, on estime que le stock d’investissements chinois atteindraient 5,8 milliards de dollars fin 2020.

prévue pour la fin de 2022. Dans le cadre de ce modèle de coopération globale, la partie chinoise est responsable du financement et du développement des infrastructures, et l'exploitation des ressources minières serait assurée par les deux parties. À l'heure actuelle, cette coopération a engagé 4,3 milliards de dollars d'investissements dans plusieurs domaines, notamment dans la construction d'infrastructures\(^{96}\), l'exploitation minière et le développement des ressources hydroélectriques, ce qui a donné une forte impulsion au développement économique et social de la RDC et à l'amélioration du bien-être social. La coopération est beaucoup appréciée sur place.

**Huayou Cobalt - projet de Parc pilote agricole de Huayou**

Situé dans la banlieue de Lubumbashi dans la province du Haut-Katanga, le Parc pilote agricole de Huayou a été construit avec un investissement de 8 millions de dollars\(^{97}\), financé par l'entreprise chinoise Zhejiang Huayou Cobalt Co., Ltd.

Huayou Cobalt s’est associé à l’Université de Zhejiang de Chine et à l’Université de Lubumbashi en RDC pour développer ce projet ensemble. Inauguré et mis en service en 2012, il est devenu une plateforme importante pour la démonstration des technologies agricoles chinoises et la formation agricole chinoise en Afrique. Cette plateforme joue un rôle positif dans le progrès technique agricole. Le parc comprend une zone de champs céréaliers, une zone maraîchère, une zone d’élevage et une zone de transformation des produits agricoles, avec des serres en verre, des serres chapelle, des serres ordinaires, des porcheries, des basse-cours, une station de machines agricoles, etc.

Le parc adopte un système d’irrigation à énergie solaire pour améliorer les installations hydrauliques. La culture et l’élevage à grande échelle, la sélection de bonnes semences et l’application de technologies agricoles modernes dans le parc ont doublé les rendements locaux de maïs, et l’élevage de poulets de chair et de poules pondeuses se fait également à plus grande échelle. Le centre d’expérimentation agro-technique du parc constitue une plateforme de recherche pour les experts agricoles locaux, et sert de base d’enseignement pour les étudiants de la Faculté d’agriculture de l’Université de Lubumbashi et a formé un grand nombre de techniciens agricoles pour la RDC. Ce modèle intégrant l’industrie, la formation et la recherche répond au besoin urgent d’améliorer le niveau des technologies de production agricole et de promouvoir la modernisation de l’agriculture locale.

---


I. Accomplissements des entreprises chinoises dans les principales économies africaines

(III) Les pays non riches en ressources naturelles : facilitateurs de l’industrialisation et de la modernisation

L’Éthiopie

L’Éthiopie est un pays agricole sans littoral avec une population de plus de 100 millions d’habitants, un PIB par habitant d’environ 800 dollars. Contrairement à de nombreux pays africains, l’Éthiopie s’inspire de l’expérience de croissance économique des pays asiatiques, en particulier de la Chine, depuis le début du 21e siècle. L’Éthiopie poursuit une politique d’industrialisation, en mettant l’accent sur le secteur manufacturier et sur la construction de parcs industriels, et elle attire activement des investissements étrangers et s’efforce de développer des industries à forte intensité de main-d’œuvre. Sur la base de ses expériences, l’Éthiopie a commencé à élaborer le « Plan de croissance et de transformation » en 2010 et a pris des mesures actives pour promouvoir l’industrialisation et la transformation structurelle. Bien que le processus soit sinueux, des résultats significatifs ont été obtenus.

Les investissements chinois en Éthiopie connaissent une croissance rapide et tendent à se diversifier en termes de domaines. À la fin de 2020, le stock d’investissements direct de la Chine en Éthiopie s’élevait à environ 2,6 milliards de dollars98, soit environ 5,7% des investissements directs chinois en Afrique. Au moins 700 entreprises chinoises opèrent en Éthiopie. La plupart d’entre elles sont orientées vers la production, avec un nombre important de projets axés sur la manufacture à forte intensité de main-d’œuvre, mais depuis ces dernières années, les investissements augmentent dans les industries à forte intensité technologique comme la production pharmaceutique. Parmi ces projets d’investissements, la sucrerie No.1 de Beles, construite par China CAMC Engineering Co., Ltd. (CAMCE), a été mise en service le 6 juin 2021. Une fois terminé, le projet pourra produire 200 000 tonnes de sucre raffiné chaque année99, créant des dizaines de milliers d’emplois, ce qui est important pour stimuler l’emploi local et améliorer les conditions de vie des populations.

En œuvrant pour le développement et la transformation économique, l’Éthiopie a progressivement pris conscience du rôle important des zones industrielles et du perfectionnement de leur système règlementaire dans le processus d’industrialisation d’un pays. La Recherche sur la stratégie de développement de

---

98 Selon les données du ministère du commerce, à la fin de 2019, le stock d’investissements chinois en Éthiopie s’élevait à environ 2,5 milliards dollars, les flux d’investissement en 2020 100 millions dollars. On estime le stock d’investissement chinois à 2,6 milliards dollars fin 2020.

la zone économique spéciale éthiopienne, compilée avec le concours d’une équipe d’experts chinois, a proposé sur la base du plan stratégique de développement national éthiopien et un ensemble de recommandations en termes de politiques, de lois, d’activités industrielles, d’aménagements, de gestion et de management, pour le développement des zones industrielles. Depuis 2014, les zones industrielles ont connu un développement rapide, avec la coexistence de parcs industriels nationaux, de parcs industriels à investissements du gouvernement local et des parcs industriels à investissements étrangers, un exemple unique parmi les pays africains. Parmi ces parcs, des entreprises chinoises ont financé ou entrepris des projets tels que la Zone industrielle de l’Est (Eastern Industry Zone), la Cité internationale de l’industrie légère Huajian (Ethiopia-China Huajian International Light Industry City), le Parc industriel de Modjo (Modjo Industrial Park, financé par George Shoe de la province de Taiwan) et le Parc industriel d’Hawassa (Hawassa Industrial Park). L’Éthiopie encourage également les entreprises chinoises à participer à la construction de divers projets d’infrastructure tels que routes, chemins de fer, électricité et télécommunications, dont la ligne Addis Abeba-Djibouti de 750 kilomètres, construite par une entreprise chinoise avec un investissement total de 3,4 milliards de dollars, gérée actuellement par l’entreprise chinoise.  

**EXEMPLE**

**Mina Textile - le projet de l’usine de teinture**

Crée en 2006, Mina Textile est l’une des premières entreprises engagées dans le commerce du textile et les investissements à l’étranger dans Keqiao à Shaoxing, ville de la province du Zhejiang.


Mina Textile participe activement au bien-être public, en donnant des fonds pour la construction de logements de secours, en fournissant de l’eau propre aux résidents de la communauté et en fournissant une assistance pour les personnes dans le besoin.

---


I. Accomplissements des entreprises chinoises dans les principales économies africaines

**Le groupe Huajian – projet de développement de l’industrie légère**

Créé en 1996, le Groupe Huajian est spécialisé dans la production de chaussures en cuir moyen et haut de gamme pour femmes. Fin 2011, le groupe a investi et construit une usine en Éthiopie, qui est devenue la plus grande entreprise chinoise d’exportation de chaussures en Éthiopie à la fin 2017. La production annuelle est de plus de 5 millions de paires de chaussures pour femmes, soit plus de 65% des exportations de chaussures éthiopiennes. Actuellement, le groupe Huajian a créé plus de 8,000 emplois en Éthiopie et la recette d’exportation a atteint 80 millions de dollars.

En 2015, le groupe Huajian a investi dans la construction de la Cité internationale de l’industrie légère Huajian à Addis Abeba, la capitale de l’Éthiopie. La Cité est un parc intelligent ayant comme thèmes science et technologie, efficacité, civilisation, harmonie et protection de l’environnement, et regroupant la transformation pour l’exportation, le commerce et les services. L’investissement total prévu est de 2 milliards de dollars. Le projet occupe une superficie totale de 137,8 hectares, dont 1,5 million de mètres carrés bâtis. Une fois construite, la cité pourrait générer un revenu annuel en devise étrangère de 2 milliards de dollars et de 3000 à 5000 emplois.

**Kenya**

Le Kenya est le pays le plus industrialisé d’Afrique de l’Est, avec un PIB par habitant d’environ 1,800 dollars. Malgré un système industriel relativement complet, l’industrie manufacturière du pays est encore au stade initial de développement, dominée par les aliments, les boissons, la transformation du tabac, les matériaux de construction et l’assemblage automobile. Ces dernières années, des secteurs tels que les services financiers et l’économie numérique se développent rapidement au Kenya.

Il y a près de 400 entreprises chinoises au Kenya, couvrant la construction, l’énergie, l’immobilier, le commerce, les biens de consommation, l’hôtellerie, la restauration et d’autres domaines. À la fin de 2020, le stock d’investissements directs chinois...
en Kenya s’élevait à environ 1,8 milliards de dollars\textsuperscript{105}, soit environ 3,8 % des investissements directs chinois en Afrique. Les entreprises chinoises investissent dans des secteurs toujours plus variés au Kenya, alors que la manufacture représente encore une partie importante. Parmi les projets financés, on compte : l’usine de poteaux électriques en ciment financée par Beijing Power Transmission and Transformation Company, la première usine de ce genre en Afrique de l’Est avec une production annuelle de 25 000 poteaux en ciment\textsuperscript{106}, l’usine d’assemblage de téléviseurs financée par Qingdao Mcquay Company produisant chaque année 100 000 téléviseurs, l’usine d’assemblage de téléviseurs et la ligne de production de papier hygiénique et de serviettes financées par Kangdeng High-Tech Company, les projets de production tels que la batterie de stockage automobile, la batterie solaire, le mazout financé par Hunan Xianghui Import and Export Company, l’usine de céramique Tefu, financée par Keda Clean Energy Co., Ltd. et Guangzhou Sunda International Trading Co Ltd., la plus grande usine de céramique en Afrique, avec une production de 30 000 mètres carrés par jour, la ligne de production de la première phase du projet compte 390 employés locaux et 39 employés chinois, et un tiers des cadres est locale, ainsi que le projet de télévision numérique financé par Star Times.

Les entreprises chinoises sont également une force importante dans la construction d’infrastructures au Kenya, réalisant des projets comme la ligne de chemin de fer Mombasa-Nairobi construite par China Roads and Bridge Corporation (CRBC), Athi River Medium Speed Diesel (MSD)-usine de production d’énergie financée par Xuji Group, le projet de la Route Kenya-Éthiopie entrepris par Sinohydro Group Ltd. Ces dernières années, les entreprises chinoises ont participé à la construction d’infrastructures au Kenya, des projets traditionnels comme autoroutes et de nombreux projets immobiliers mais aussi des projets de transformation de l’électricité, d’approvisionnement en eau, de puits géothermiques, d’oléoducs, d’expansion des aéroports et d’énergies nouvelles.

\textsuperscript{105} Selon le MOFCOM, à la fin de 2019, le stock d’investissements chinois au Kenya était d’environ 1,62 milliards dollars, les flux d’investissement en 2020 étaient de 170 millions dollars, on estime que le stock d’investissements chinois atteindrait 1,8 milliards dollars fin 2020.

Keda Clean Energy Co., Ltd. coopère avec Guangzhou Sunda International Trading Co Ltd. pour investir dans des projets de production de céramique de construction en Afrique depuis fin 2015. Actuellement, elle a investi dans la construction d’usines de production de céramique au Kenya, au Ghana, en Tanzanie et au Sénégal. Elle dispose de 9 lignes de production de céramique avec un investissement total de près de 1,4 milliard de yuans. La capacité de production quotidienne de carreaux de céramique dépassera 180 000 mètres carrés, et la capacité de production annuelle dépassera 60 millions de mètres carrés et la valeur de la production annuelle dépassera 1,4 milliard RMB. Ceci créera près de 4 000 emplois directs locaux et paie plus de 250 millions de yuan d’impôts par an.107

L’usine de céramique permet à un grand nombre d’entreprises locales de transport, d’exploitation minière, d’emballage et à d’autres entreprises dans la chaîne d’approvisionnement de se développer rapidement, et a également amélioré les compétences professionnelles des travailleurs locaux.

Le prix des carreaux de céramique fabriqués localement est en moyenne de 20 à 30 % inférieur à celui des produits importés. Ainsi, les carreaux de céramique ne sont plus un matériau de construction « de luxe » en Afrique. De nombreuses familles rurales en achètent, ce qui joue un rôle positif dans l’amélioration des conditions de vie des habitants locaux, de l’hygiène et de la réduction de la transmission des maladies.

Le projet de la voie express de Nairobi

Le projet de la voie express de Nairobi, développé par CRBC en collaboration avec le gouvernement kenyan selon le modèle BOT (Build-Operate-Transfer), a débuté en octobre 2019 et devrait être achevé d’ici la fin de 2021. La partie chinoise est responsable de l’investissement et du financement, de la conception, de la construction, de l’exploitation et de la maintenance.

La voie express de Nairobi a une longueur totale de 26,8 kilomètres et une vitesse conçue de 80 kilomètres par heure. Elle dessert la zone de l’aéroport international Jomo Kenyatta et celle du centre d’affaires de Nairobi. L’investissement total est d’environ 600 millions de dollars.108


Une fois achevée, la voie express espère réduire considérablement les embouteillages et les coûts d’opération des véhicules à moteur dans le centre-ville, en économisant deux heures de trajet pendant les heures de pointe du matin et du soir pour les habitants.

**EXEMPLE 25**

**Power China Guizhou – projet de production d’énergie éolienne**

Dans la vaste campagne de Turkana à Suswa au Kenya, se trouve le plus grand parc éolien en Afrique subsaharienne et le deuxième plus grand projet de transmission et de transformation d’électricité du Kenya.

Suivant une déclaration de faillite à mi-parcours du projet par une entreprise espagnole, Power China Guizhou Engineering Co., Ltd. a repris le grand projet. Une équipe composée de près de 2 000 employés chinois et kényan a parcouru 434 kilomètres en trois mois, et a réalisé l’assemblage de 420 pylônes et l’installation de 991 bases de câble-terre sur toute la ligne. Le projet répond à la demande d’électricité de 3 millions d’habitants dans la zone économique du sud du Kenya.

Ce projet de transmission et de transformation de 400 kV est considéré comme un vaisseau sanguin qui part du cœur de Kenya vers son cerveau. Les conditions de travail y sont aussi très difficiles.

**EXEMPLE 26**

**AVIC – projet de centre de commerce international d’AVIC**

Les travaux principaux de la construction du Centre de commerce international d’AVIC ont été achevés en décembre 2020. Le projet est situé dans le centre d’affaires Westlands à Nairobi. La superficie totale est de 300 000 mètres carrés et l’investissement total est de 420 millions de dollars. Il s’agit d’un complexe commercial avec un hôtel haut de gamme, des appartements, un centre d’affaires et des bureaux qui offriront une expérience exclusive d’exploitation commerciale en Afrique de l’Est.

Conçu par le cabinet d’architecture de renommée mondiale GMP, ce centre est le plus distinctif et représentatif en termes de conception, d’aménagement de l’espace et de choix des matériaux, dont la construction respecte les principes économiques et environnementaux. L’hôtel dans le centre a signé un accord de gestion avec JW Marriott, introduisant ainsi le premier hôtel international de niveau super 5 étoiles au Kenya ; pour les appartements avec services, on compte inviter Ascott comme cogestionnaire afin d’introduire des normes de haut standing au projet.

Les bureaux internationaux fournis par ce centre et la situation géographique intéressante attireront des professionnels et des capitaux du monde entier, apportant à Nairobi des opportunités de développement économique, d’innovation et d’entrepreneuriat sans précédent.
La Tanzanie

L'économie tanzanienne est dominée par l’agriculture et l’élevage, et son industrie est dominée par la transformation de produits agricoles et l’industrie légère par substitution aux importations. Le PIB par habitant est d’environ 1 000 dollars.

Les échanges entre la Chine et la Tanzanie remontent aux années 1960. À la fin de 2020, le stock d’investissements directs chinois en Tanzanie s’élevait à environ 1,5 milliard de dollars, soit environ 3,2 % des investissements totaux chinois en Afrique. À l’heure actuelle, plus de 700 entreprises chinoises mènent des activités économiques en Tanzanie, dont environ 80 % sont des petites et moyennes entreprises privées, qui se lancent dans l’agriculture, l’exploitation minière, la transformation et la fabrication, la production, transmission et transformation d’électricité, l’immobilier, le commerce, la logistique et la construction infrastructurelle. Les entreprises chinoises ont également participé à la construction d’un grand nombre de zones industrielles, la plupart d’entre elles ne sont pas encore achevées. Par exemple, le projet de développement de la zone économique de Bagamoyo, le parc de coopération internationale Nyerere, la zone de traitement des exportations agricoles de Tanzanie et le projet d’exportation de manioc, le projet de parc industriel de la ville de Dar es Salaam, etc. La première phase du parc industriel écologique de Dodoma financé par Jiangsu Sunshine Group a été achevée et mise en production. Les entreprises chinoises ont également construit de nombreuses infrastructures en Tanzanie. Par exemple, le projet d’approvisionnement en eau de la rivière Mtwara-Rovuma entrepris par China Railway International Group, le projet d’autoroute transnationale de Tanzanie entrepris par Jiangsu Geology & Engineering Co. Ltd. et le projet d’acquisition de profils sismique 2D entrepris par BGP INC. China National Petroleum Corporation.

Après que la Présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan a pris ses fonctions en mars 2021, elle a activement ajusté les politiques économiques et étrangères et a beaucoup travaillé pour améliorer l’environnement des investissements et des affaires en Tanzanie. Cela créera de bonnes conditions pour les entreprises chinoises visant à investir en Tanzanie.

109 Selon le MOFCOM, à la fin de 2019, le stock d’investissements de la Chine au Kenya était d’environ 1,34 milliards de dollars, les flux d’investissement en 2020 étaient de 160 millions de dollars, on estime que le stock d’investissements atteindrait 1,5 milliards de dollars fin 2020.

110 Rapport sur le développement de l’investissement étranger et de la coopération économique de la Chine en 2020, (Tanzanie)
**Exemple 27**

Le groupe China State Farms Agribusiness – projet de développement des talents locaux

China State Farms Agribusiness Group (CSFAG) a investi et construit une ferme de sisal en Tanzanie fin 1999. Depuis plus de 20 ans, CSFAG attache une grande importance à la sélection et à la formation de talents locaux pour la gestion.

L’équipe locale qualifiée et les relations harmonieuses entre les employeurs et les travailleurs sont des conditions préalables qui assurent la production ordonnée et l’amélioration de l’efficacité et de la qualité des produits. CSFAG fournit également des fonds sans intérêt pour soutenir les projets de microfinance communautaire et offre un soutien financier aux employés locaux pour les investissements dans l’agriculture, l’élevage de bétail et de volaille, la location de motos et la distribution de matériel agricole, etc.

**Exemple 28**

Jielong Holdings (Tanzania) Ltd – projet de transformation d’huiles comestibles

Jielong Holdings (Tanzania) est située dans la région de Shinyanga. Elle a été investie par Jiangsu Jielong Technology Group en 2012 avec un investissement total de 30 millions de dollars. La société s’engage dans le traitement d’huiles comestibles (l’huile de coton, tournesol, de son et de riz), la production et la vente de linters de coton, le moulage par injection, l’emballage, la fabrication de savon, la transformation et la logistique du fourrage, ainsi que la plantation de graines de tournesol.

Avec une production annuelle de 26 000 tonnes d’huile végétale, 10 000 tonnes de linters de coton, 50 000 tonnes du fourrage et 5 millions de bidons, elle est la plus grande entreprise de production et de transformation d’huile de coton et de tournesol en Tanzanie, et a créé plus de 400 emplois locaux, représentant 95% des employés de l’entreprise.

Depuis 2015, Jielong (Tanzania) a planté 5 000 acres de tournesol dans la région de Shinyanga et a aidé plus de 5 000 semeurs de coton à gagner davantage. Grâce à une augmentation du prix des graines de coton de plus de 30 %, les entreprises d’égrenage du coton ont également pu augmenter leurs revenus. Jielong a fait des dons pour construire des laboratoires multifonctionnels pour les écoles des alentours, a fourni une aide sociale et a financé la scolarisation de personnes albinos et a fourni un accès gratuit à l’eau courante aux villageois locaux.


II. Performance des entreprises chinoises dans le développement des industries traditionnelles africaines

Les investissements des entreprises chinoises en Afrique couvrent un large éventail d’industries. Selon les statistiques du ministère du Commerce, les principaux domaines d’investissement sont la construction, l’exploitation minière (y compris le pétrole, le gaz et les minéraux), le secteur manufacturier, la finance, le crédit-bail et les services d’affaires. À la fin de 2019, le total des investissements directs des entreprises chinoises dans ces cinq industries s’élevait à 37,94 milliards de dollars, soit 85,5% du stock d’investissements directs chinois en Afrique cette année-là.\(^\text{113}\) D’ailleurs, les entreprises chinoises ont accru sans cesse leurs investissements dans d’autres secteurs tels que l’agriculture et l’agro-alimentaire, l’industrie manufacturière de moyenne-haute technologie (comme les automobiles, la médecine, les produits électroniques, etc.), l’énergie et l’électricité, les infrastructures numériques et l’économie numérique, ainsi que l’aérospatiale. Ces investissements ont aidé les pays d’accueil à accumuler des réserves de change, à favoriser le transfert de technologie et à éliminer les goulots d’étranglement du côté de l’offre, créant ainsi davantage d’opportunités de diversification économique dont la grande majorité des pays africains ont un besoin urgent. Pour faciliter la compréhension, nous adoptons une classification sectorielle, à savoir les infrastructures, l’agriculture, la manufacture et les parcs industriels, l’industrie minière, la finance et les industries émergentes, et analysons spécifiquement les caractéristiques des investissements des entreprises chinoises dans ces secteurs.

Répartition sectorielle du stock d’investissements directs de la Chine en Afrique à la fin de 2019

(milliards de dollars US)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Secteur</th>
<th>Investment (milliards de dollars US)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Construction</td>
<td>13.59</td>
</tr>
<tr>
<td>Exploitation minière</td>
<td>11.02</td>
</tr>
<tr>
<td>Finances</td>
<td>5.59</td>
</tr>
<tr>
<td>Fabrication</td>
<td>5.24</td>
</tr>
<tr>
<td>Bail et services aux entreprises</td>
<td>2.49</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres</td>
<td>6.46</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source des données : Ministère du commerce, Bureau national des statistiques, Administration nationale des changes, Bulletin statistique des investissements directs chinois à l’étranger

(I) L’infrastructure : briser les contraintes du développement économique

Le succès des entreprises chinoises en Afrique depuis l’introduction de l’initiative « la Ceinture et la Route » n’est pas une coïncidence. En tant que projet de bien public mondial, la vision de la Chine pour « la Ceinture et la Route » est conforme à celle de ses homologues africains. Sans infrastructures, comment l’Afrique pourrait-elle faire en sorte que son secteur manufacturier puisse bénéficier de la libre circulation des biens et des services ?

Le retard de l’Afrique en matière d’infrastructures constitue un obstacle majeur au développement de presque toutes les autres industries. Le secteur des infrastructures en Afrique a d’énormes besoins de développement, et l’investissement et le financement sont essentiels à cet égard. On estime que le déficit d’infrastructures
II. Performance des entreprises chinoises dans le développement des industries traditionnelles africaines


Depuis 2007, les projets de construction chinois représentent environ deux tiers des nouvelles infrastructures en Afrique, et les entreprises chinoises de construction occupent plus de la moitié du marché des EPC (ingénierie, approvisionnement et construction) africain\textsuperscript{116}. Parmi les 10 plus grands projets de construction d’infrastructures en Afrique, 6 ont été achevés par des entreprises chinoises, dont le chemin de fer Mombasa-Nairobi et la centrale hydroélectrique de Karuma en Ouganda. Les compagnies d’électricité et de télécommunications chinoises ont également participé activement à la production d’électricité et à la construction d’installations de communication en Afrique, ce qui a considérablement diminué le retard de développement des industries connexes dans le pays hôte.

L’ancien Président sénégalais Abdoulaye Wade a déclaré que la Chine a aidé les nations africaines à construire des projets d’infrastructure en un temps record\textsuperscript{117}. Les responsables gouvernementaux africains estiment que les investissements et les travaux d’ingénierie menés par les entreprises chinoises dans le domaine des infrastructures en Afrique ont apporté des bénéfices tangibles aux pays africains en termes de contrôle des coûts, d’efficacité de gestion, de rapidité et de qualité, et sont devenus un moteur de la croissance économique. L’enquête de McKinsey a également révélé que les investissements chinois dans les infrastructures en Afrique constituent l’aspect le plus satisfaisant pour les habitants de l’Afrique


\textsuperscript{117} Abdoulaye Wade, «Time for the West to Practice What It Preaches», Financial Times, January 24, 2008.
Mozambique, depuis 2001, un tiers des nouvelles routes ont été construites par des entreprises chinoises, et des projets tels que le port de pêche de Beira et les logements pour les personnes à faible revenu ont permis de remédier efficacement au retard en infrastructures du pays hôte ; en Éthiopie, le chemin de fer Addis Abeba-Djibouti, d’une longueur totale de 750 km, est le premier chemin de fer électrifié d’Afrique de l’Est. Construit par China Railway Construction et China Railway, il a facilité l’exportation des marchandises éthiopiennes ; au Kenya, le projet de chemin de fer Mombasa-Nairobi d’un coût global de 3,8 milliards de dollars a créé 27 000 nouveaux emplois et a entraîné une croissance économique de 2%.

Le marché des infrastructures en Afrique est généralement quasi-monopolistique. Les industries avec à la fois un potentiel et une vitesse de rendement élevés ont tendance à attirer davantage d’investissements privés et moins de participation gouvernementale ; les industries dont le potentiel ou la vitesse de rendement est faible bénéficient normalement à la fois d’investissements privés et publics. Depuis 2015, de nombreux pays africains se sont rapprochés du plafond de la dette, incitant davantage d’entreprises chinoises qui exécutaient principalement des projets EPC à adopter le modèle d’investissement PPP axé sur le marché (partenariat public-privé), et à investir dans des domaines d’infrastructure plus diversifiés.

Les réalisations de la coopération sino-africaine en matière de construction d’infrastructures se concentrent principalement dans trois secteurs. Le premier est la construction du réseau de transport central en Afrique. Il s’agit principalement de chemins de fer, de routes, de ports et d’aéroports, tels que le chemin de fer Luanda long de 478 km et le chemin de fer Benguela long de 1 344 km qui sont extrêmement importants pour le « corridor énergétique » d’Angola ; les chemins de fer nigérians Port Harcourt-Maiduguri et Lagos-Kano qui constituent un élément important du réseau ferroviaire central d’Afrique de l’Ouest ; la première autoroute éthiopienne reliant Addis Abeba à Adama ; les ports de Lagos et de Lekki au Nigéria ; ainsi que l’aéroport international de Khartoum au Soudan. Le deuxième est la construction d’infrastructures hydrauliques et électriques en Afrique. Par exemple : le barrage de Merowe au Soudan ; la centrale hydroélectrique de Tekezé en Éthiopie ; la centrale hydroélectrique de Zongo en République démocratique du Congo ; la centrale hydroélectrique de Zungeru au Nigéria, etc. Le troisième est la construction d’installations municipales en Afrique. Par exemple : le projet de transfert d’eau potable In Salah-Tamanrasset en Algérie et les trois grands projets régionaux d’approvisionnement en eau au Ghana dont ceux de Sekondi-Takoradi et de Sunyani, etc.

II. Performance des entreprises chinoises dans le développement des industries traditionnelles africaines

Potentiel et vitesse de la rentabilité des investissements en infrastructures en Afrique

La ligne de Mombasa à Nairobi - le « chemin de fer du siècle »

Inaugurée le 31 mai 2017, la ligne de Mombasa à Nairobi traverse huit comtés du Kenya et va de la ville portuaire de Mombasa à l’est à Nairobi à l’ouest. Elle est la première section du réseau ferroviaire d’Afrique de l’Est et constitue un centre important de transport reliant la région côtière à l’intérieur du pays.

Durant sa construction et son développement, plus de 50 000 emplois ont été créés, contribuant ainsi à une croissance de 1,5% du PIB kényan en renforçant la capacité de développement autonome au Kenya. Depuis son inauguration, la ligne a transporté au total 5,32 millions de passagers et près de 13 millions de tonnes de marchandises\(^\text{119}\), atteignant dans l’ensemble le seuil de rentabilité.

Cette ligne qui traverse le parc national de Tsavo East, le plus grand parc animalier du Kenya, a réduit le temps de trajet entre Nairobi et Mombasa de 10 heures à moins de 5 heures, ce qui permet d'augmenter la capacité du port de Mombasa, le plus grand port d'Afrique de l'Est.

**EXEMPLE**

**CCECC – projet de chemin de fer moderne à double voie en Afrique de l'Ouest**

Après plus de 4 ans de travaux, le Nigéria a inauguré le premier chemin de fer moderne à double voie d'Afrique de l'Ouest, le chemin de fer Lagos-Ibadan. C'est de loin le chemin de fer à double voie le plus long d'Afrique.

Construite par CCECC, la ligne Lagos-Ibadan relie Lagos, le centre économique du Nigéria, et l'Ibadan, la ville industrielle du sud-ouest. La voie principale mesure environ 157 kilomètres de long et la vitesse de déplacement prévue est de 150 kilomètres par heure, ce qui réduit le trajet entre Lagos et Ibadan à deux heures.120

« L'ouverture de la ligne Lagos-Ibadan est une étape importante pour la construction ferroviaire au Nigéria. » a déclaré le Président nigérian Buhari au cours de la cérémonie, il a aussi indiqué que cette ligne va favoriser la transformation industrielle et économique du Nigéria.

**EXEMPLE**

**China International Water & Electric – projet PPP de la centrale hydroélectrique de Souapiti en Guinée**

La centrale hydroélectrique de Souapiti en Guinée est développée conjointement par le gouvernement guinéen et China International Water & Electric (filiale du Groupe des Trois Gorges) selon le modèle PPP. Le projet a démarré le 1er avril, quatre unités ont été mises en service en 2021.


---

Le projet a ainsi formé un certain nombre de professionnels qualifiés, comme des soudeurs et des ferrailleurs, avec une formation préalable à l'emploi et un accompagnement pendant l'exploitation. En outre, un groupe de stagiaires guinéens ont été envoyés en Chine pour suivre une formation professionnelle de 18 mois.

**EXEMPLE**

**China Longyuan – projet de la centrale éolienne Longyuan-De Aar en Afrique du Sud**

En 2009, China Longyuan (filiale de China Energy) a signé un accord de coopération avec Mulilo Energy sur le projet d'énergie éolienne De Aar. Le projet a été mis en production en 2017, devenant ainsi le premier projet éolien financé par la Chine en Afrique qui intègre l'investissement, la construction et l'exploitation. Durant la construction, plus de 700 emplois ont été créés ; et pendant la période d'exploitation, plus de 100 emplois permanents sont créés chaque année, contribuant à l'emploi en Afrique du Sud.

Le projet a favorisé le développement économique régional en achetant des équipements primaires locaux, en collaborant avec des entreprises locales de conception et de construction, en employant des personnels de construction, de gestion, d'exploitation et de maintenance, et en créant des fonds communautaires.

Du point de vue environnemental, le projet De Aar génère chaque année 640 millions de kWh d'électricité propre, ce qui a économisé 215 800 tonnes de charbon standard et a réduit 619 900 tonnes de l'émission de dioxyde de carbone. Le projet De Aar répond aux besoins en électricité de 85 000 ménages locaux\(^1\) et a contribué à la transformation structurelle de l'énergie et à la promotion du développement à faible émission de carbone en Afrique du Sud.

**(II) L’industrie manufacturière : le développement et la transformation de multiples industries**

L’industrie manufacturière africaine occupe une position marginale dans l'architecture manufacturière mondiale. Selon les statistiques de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la valeur ajoutée de l’industrie manufacturière de l'Afrique représente toujours moins de 3 % du total mondial, tandis que les exportations manufacturières ne représentent que 0,8 %. L’industrie manufacturière africaine représente environ 10,3% du PIB de l’Afrique, inférieur au niveau moyen mondial qui est de 12,3%. Le niveau de développement de l’industrie manufacturière africaine reste extrêmement déséquilibré. La valeur ajoutée de l’industrie manufacturière en Afrique du Sud, en Égypte, au Maroc et en Tunisie

---

121 Visite dans la centrale Longyuan-De Aer en Afrique du Sud. Homeland, dreamland de CCTV.
China Longyuan, 30 juillet 2018.
représente ensemble environ 60 % du total de l'Afrique. Ces dernières années, le Nigéria, l'Éthiopie, le Kenya et d'autres pays ont connu une croissance rapide dans l'industrie manufacturière et sont devenus des cibles pour les investissements étrangers.

La manufacture liée aux ressources telles que l'alimentation, les boissons, le tabac et le bois occupe une place importante depuis longtemps et représente plus de 40 % de l'industrie depuis 2000. En tant que prolongement de l'agriculture et de l'exploitation minière et de l'énergie, la manufacture liée aux ressources peut entraîner des taux de croissance économique élevés, mais la valeur ajoutée et la productivité sont souvent faibles, avec une corrélation relativement faible aux autres secteurs et une diversification limitée des produits. La dépendance vis-à-vis de ces industries rend l'économie vulnérable aux chocs externes. La manufacture à faible technologie a connu une croissance rapide ces dernières années, la plupart sont des industries à forte intensité de main-d'œuvre, comme le textile, l'habillement, les produits de cuir et les produits métalliques, etc. Ces industries ont absorbé une grande quantité de main-d'œuvre et ont favorisé le développement des autres industries et de la construction infrastructurelle, ce qui est particulièrement important pour les pays où le développement industriel est à ses balbutiements. Depuis 2010, des industries telles que l'ameublement, le textile, la transformation du cuir et les produits métalliques ont connu des taux de croissance importants, reflétant la forte demande du marché pour la fabrication à faible technologie. Après avoir atteint son apogée, la part de l'industrie manufacturière à moyenne-haute technologie en Afrique a reculé. La plupart sont des industries à forte intensité technologique, telles que les produits chimiques, les machines, l'électronique et l'automobile, etc. La part de l'industrie manufacturière à moyenne-haute technologie africaine a atteint un pic de 26,8% en 2009, mais a ensuite progressivement diminué, dû à la baisse significative des investissements directs étrangers dans ces industries après la crise financière mondiale. Selon la croissance économique des dernières années, le développement des industries manufacturières à forte intensité technologique telles que les automobiles et le matériel de transport, les produits électroniques et les médicaments ont connu un développement relativement puissant.

nombre de zones de coopération économique et commerciale en Afrique. » En janvier 2021, le conseiller d’État et ministre des Affaires étrangères Wang Yi a proposé une « vision en sept points » pour la promotion de la qualité et de la mise à niveau de la coopération sino-africaine lors de sa visite en Afrique. Il a souligné que « Nous renforcerons la coopération en matière de capacités de production pour promouvoir la mise à niveau des projets de la coopération Chine-Afrique en matière de regroupement, d’envergure, d’industrialisation et de localisation et aider l’Afrique à améliorer sa capacité de production indépendante, en vue de construire conjointement une <Afrique manufacturière> ». Selon les statistiques du MOFCOM à la fin de 2019, le stock d’investissements directs chinois en Afrique dans le secteur manufacturier s’élevait à 5,59 milliards de dollars, représentant 12,6 % des investissements directs chinois en Afrique en 2019, le taux était supérieur à celui du total des investissements étrangers chinois (8,9%) pour la même période. Les entreprises sont plus nombreuses à investir dans l’industrie manufacturière.

**Depuis 2015, les investissements des entreprises chinoises dans l’industrie manufacturière africaine ont montré quatre nouvelles caractéristiques.**


Deuxièmement, les entreprises chinoises investissent aussi dans les régions et les pays autres que l’Afrique. En investissant en Afrique, les entreprises chinoises ont combiné leur capital et leurs avantages technologiques avec la main-d’œuvre africaine peu coûteuse et ont gagné un plus grand marché à l’étranger. En 2018, la base de production de 200 000 tonnes de fibre de verre financée par Jushi Group en Égypte a été officiellement mise en service. Il s’agit de la première ligne complète de production de la fibre de verre chinoise exportée à l’étranger, ce qui a rempli la lacune des pays du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord dans ce domaine.
Troisièmement, en plus des entreprises d’État, les entreprises privées investissent aussi en Afrique. Les entreprises privées deviennent la force principale d’investissement dans la manufacture en Afrique. Ces entreprises possèdent une flexibilité quant aux décisions commerciales et une sensibilité élevée au marché. Dans certains pays africains ayant de bonnes perspectives de développement manufacturier, les entreprises privées chinoises sont plus nombreuses. Par exemple, il y a au total 396 entreprises chinoises au Kenya, dont 80 % sont des entreprises privées et 44 % s’engagent dans le secteur manufacturier.122

Quatrièmement, le modèle d’investissement change de greenfield à d’autres modèles comme les fusions et acquisitions, la prise de participation et les zones industrielles. La mise en place de différentes zones de développement économique et technologique est une expérience importante de la réforme et de l’ouverture de la Chine. Les zones de développement industriel, les zones de libre-échange, les zones de haute technologie, les zones sous douane et les zones économiques spéciales qui ont vu le jour dans diverses régions chinoises depuis les années 1980 ont fortement favorisé l’industrialisation et l’urbanisation de la Chine. Depuis que le ministère du commerce de la Chine a lancé l’approbation des premières zones de coopération économique et commerciale à l’étranger en 2006, les entreprises chinoises ont investi dans la construction de 25 zones de coopération économique et commerciale en Afrique, et ont également entrepri la construction d’un nombre considérable de parcs industriels d’investissement en Afrique, entraînant beaucoup d’entreprises manufacturières chinoises à investir en Afrique (photo). Pendant la pandémie de COVID-19, avec leur statut et de leurs rôles particuliers, les zones de coopération économique et commerciale ont joué un rôle important en aidant les entreprises à surmonter les difficultés et à reprendre le travail et la production, et a également contribué à la stabilité de l’emploi des habitants locaux et à la sécurité de la communauté locale.

122 Recherche sur la trajectoire d’investissement des entreprises chinoises dans l’industrie manufacturière africaine, Pu Dake, Hao Rui, Commerce international, 2020(03) : 82-89.
La zone de libre-échange de Lekki se situe dans la péninsule de Lekki au sud-est de Lagos, la capitale économique du Nigéria avec une superficie de 30 kilomètres carrés. C’est l’un des fruits du Sommet de Beijing en 2006. La zone est financée et construite conjointement par la China-Africa Lekki Investment Corporation et le gouvernement de Lagos.

La partie chinoise détient 60% des actions et la partie nigériane détient 40%. À l’heure actuelle, 138 entreprises ont été enregistrées dans la zone, impliquant les industries telles que le stockage de pétrole et de gaz, la fabrication de meubles, la production de vêtements, la logistique commerciale, la production de tuyaux en acier et les nécessités quotidiennes. Le montant convenu de l’investissement total est de près de 1,5 milliard de dollars.
Parmi ces 138 entreprises, 75 (dont 46 à financement chinois et 29 à financement étranger) ont formellement signé des accords d’investissement. La construction ou la mise en service sont en cours. La zone de libre-échange de Lekki a créé plus de 1 500 emplois directs pour la région et plus de 10 000 emplois indirects.\textsuperscript{123}

En même temps, la zone a établi un « Fonds de développement communautaire », qui finance chaque année la construction des infrastructures, le bien-être public local et les échanges culturels.

**EXEMPLE**

**King Deer Cachemire – projet de la fabrication de textiles à Madagascar**

Crée en 1997, Madagascar King Deer Cashmere Co., Ltd. est une filiale en propriété exclusive établie par Inner Mongolia King Deer Cashmere Co., Ltd. à Madagascar. L’entreprise produit des centaines de variétés de produits de trois catégories (tricot, tissage et vêtements), lesquels sont principalement exportés vers les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud et de nombreux pays européens.

King Deer est ancrée en Afrique depuis 24 ans. En tant que la plus ancienne et la plus grande entreprise textile chinoise à Madagascar, elle a, avec d’autres industries textiles, fortement promu le processus d’industrialisation de Madagascar. King Deer a choisi Madagascar pour ses conditions d’investissement favorables, son climat agréable avec une humidité et une température permettant la fabrication des produits tricotés en cachemire, ce qui assure la qualité des produits. Les avantages liés à la main-d’œuvre constituent une autre raison pour l’implantation de King Deer.

À la fin de 2020, le projet a reçu au total 37,8 millions de dollars en investissements, avec une valeur de production annuelle de 70 millions de dollars, tout en créant 7 000 emplois.

**EXEMPLE**

**Humanwell Healthcare Group - projet d’usine pharmaceutique au Mali**

En 2015, Humanwell Pharma Afrique S.A. a été fondée et mise en production à Bamako, la capitale du Mali. Il s’agit de la première usine pharmaceutique du Mali et d’une usine pharmaceutique moderne aux normes de construction les plus strictes en Afrique de l’Ouest.

Humanwell Pharma Afrique S.A. a construit trois lignes de production de préparations orales liquides, d’injections de grand volume à usage parentéral (LVP) et de préparations solides. Les produits principaux sont des sirops, des suspensions et des produits LVP, et ont grandement atténué la pénurie de médicaments au Mali et dans les pays voisins.

II. Performance des entreprises chinoises dans le développement des industries traditionnelles africaines

Ainsi, les prix des sirops et des produits LVP sur le marché malien ont chuté de 30 %, et l’approvisionnement localisé en matériaux d’emballage extérieur tels que cartons, étiquettes et flacons de sirop a été réalisé, ce qui a attiré les fabricants de matériaux d’emballage à investir au Mali et a favorisé le développement de l’industrie de la logistique.

EXEMPLE 36

Longrich – projet de fabrication intelligente dans la zone de libre-échange de Lekki au Nigéria

En 2013, Longrich est officiellement entré sur le marché nigérian. Une fois arrivé, la première chose à faire a été de mener des enquêtes sur place pour acquérir une compréhension approfondie de la culture locale. En observant la vie quotidienne de toutes les couches sociales, Longrich a une compréhension intuitive des coutumes locales et des coutumes commerciales dans toutes les régions du Nigéria.


EXEMPLE 37

China CTEXIC Corporation (CTEXIC – projet de fabrication textile au Bénin

Exploité et gérée par China CTEXIC Corporation (CTEXIC), Bénin Textile est l’entreprise manufacturière qui emploie le plus de personnes au Bénin, lesquels viennent de plus de 1 000 familles.

Le développement de produits, la conception de processus et le contrôle de la qualité occupent une position pilote en Afrique de l’Ouest. Ses tissus gris pur coton sont principalement fournis aux usines d’impression et de teinture du groupe néerlandais VLISCO en Côte d’Ivoire et au Ghana.

(III) L’énergie et les Mines : transformer les avantages des ressources aux avantages du développement

L’Afrique est riche en ressources et l’industrie minière a d’excellentes perspectives de croissance. En termes de minéraux métalliques et non métalliques, 11 pays


Depuis 2000, la situation des investissements dans le secteur minier en Afrique a changé en raison de l’augmentation significative du nombre d’acteurs impliqués dans les transactions des ressources africaines. Ce qui est significatif, c’est que les transactions des ressources naturelles sont souvent liées à l’engagement des investissements sur l’infrastructure et l’industriel connexes. La stabilité politique et économique, les régimes de taxation des ressources et la disponibilité des infrastructures sont les principaux défis pour l’investissement dans le secteur minier en Afrique. Les petites sociétés minières, ainsi que les entreprises des pays en développement, préfèrent investir dans des pays à faible niveau de développement mais à fort potentiel de ressources, et à haut risque politique. Les grandes entreprises préfèrent investir dans les pays producteurs de ressources qui sont politiquement stable, comme l’Afrique du Sud, le Botswana et le Ghana. Pour qu’un investissement soit couronné de succès, il faut non seulement que le fonctionnement de l’entreprise soit bon face au manque de travailleurs qualifiés et d’infrastructures, il faut aussi que l’entreprise elle-même soit capable de former des travailleurs locaux qualifiés et de fournir des infrastructures dans le cadre de l’accord d’investissement sur les ressources. Pour les pays africains qui possède un potentiel de ressources, le défi consiste à rendre les dispositions fiscales pertinentes suffisamment attrayantes pour faire venir les investissements étrangers dans le secteur des ressources, tout en veillant à ce que le pays tire des avantages socio-économiques des projets d’exploitation des ressources, notamment les revenus des ressources, les taxes, les infrastructures, les capitaux et les technologies. Ce compromis est souvent l’enjeu des débats politiques dans les secteurs miniers de ces pays.

Les investissements des entreprises chinoises dans le secteur minier africaine ont commencé dans les années 1990. Avec la croissance économique rapide de la Chine, les entreprises chinoises ont commencé à rechercher des opportunités de coopération à l’étranger, notamment dans les pays africains. Elles ont réalisé les investissements dit greenfield, des prises de participation et d’acquisitions dans des projets de ressources tels que le pétrole et les métaux ferreux et non ferreux. Les projets d’investissement chinois dans le secteur minier africain ont commencé en Algérie, en Afrique du Sud et en Zambie et maintenant sont présents dans la quasi-
II. Performance des entreprises chinoises dans le développement des industries traditionnelles africaines

Selon le ministère du commerce chinois, à la fin de l’année 2019, le stock d’investissements chinois dans le secteur minier en Afrique s’élevait à 11,02 milliards de dollars, soit 24,8% des investissements chinois en Afrique. L’une des principales caractéristiques des investissements miniers des entreprises chinoises en Afrique est qu’ils se concentrent sur l’amont et l’aval de la chaîne industrielle, comme la fusion et le raffinement, ainsi que l’investissement et la construction d’infrastructures de soutien, comme l’électricité et le transport, ils réalisent des projets de traitement profond des minéraux dans les pays où se trouvent les ressources, et dans certains cas, la construction de zones de coopération orientées vers le développement et l’utilisation des ressources, ce qui permet de stimuler le développement de l’industrialisation locale et de promouvoir la transformation des avantages des ressources en avantages de développement économique dans les pays hôtes.

**PetroChina – projet d’industrie pétrolière au Tchad**

Atteindre l’indépendance énergétique est un rêve du peuple tchadien depuis longtemps. En avril 2007, la CNPC a réalisé le premier flux de pétrole commercial en Tchad.

Quinze mois plus tard, une usine moderne de traitement du pétrole et du gaz d’un million de tonnes a été construite, seulement 18 mois après la raffinerie de N’Djamena, le premier projet de raffinage et de chimie du Tchad est mis en service. En moins de deux ans, un système complet d’industrie pétrolière a été mis en place à la « vitesse de la Chine ».

Le Tchad a mis fin à son histoire d’un demi-siècle « d’importation de produits pétroliers raffinés ». Le ministère tchadien du pétrole et de l’énergie indique qu’il y a 12 compagnies pétrolières étrangères au Tchad, parmi lesquelles la CNPC a le plus gros investissement, la plus grande envergure, l’impôt sur les bénéfices le plus important et la plus grande contribution sociale.

La CNPC a créé plus de 30 000 emplois et employé plus de 5 200 employés tchadiens, avec un taux de localisation de plus de 70 %

Le groupe énergétique Qinghua - projet de mine de fer Tonkolili au Sierra Leone

La mine de fer Tonkolili, au Sierra Leone, est actuellement la plus grande mine de ferroferrite au monde. En raison de fluctuations des prix internationaux du minerai de fer, la production du projet a été suspendue pendant un certain temps. Début 2020, le groupe énergétique Qinghua a accepté le projet et a acquis une partie des droits miniers du projet. Le projet a été officiellement lancé en septembre 2020. En mars 2021, le projet est remis en production, ce qui permettra de compléter la chaîne industrielle, de la production minière au transport ferroviaire et à la navigation portuaire.

La nouvelle mine de fer Tonkolili couvre une superficie totale de 408 kilomètres carrés et dispose d’une ressource d’environ 13,7 milliards de tonnes. Le projet est doté d’un système complet de transport logistique ferroviaire et portuaire et d’un parc industriel sidérurgique intégré pour l’exploitation, le traitement et la fusion, ce qui donnera un nouvel élan au développement de l’industrie minière et sidérurgique au Sierra Leone.

« SMB-Winning » - projet d’exportation de bauxite au Guinée

En 2015, le groupe chinois Weiqiao, le groupe singapourien Weili, le groupe du port Yantai et Guinea UMS ont formé un consortium « SMB-Winning ». L’exploitation est assurée par Weiqiao, le transport maritime par Weili, et le Yantai Port est responsable du transport portuaire de la bauxite, alors que UMS est responsable du transport terrestre. L’objectif est de réaliser le développement et le commerce maritime des ressources en bauxite en Guinée. La production de bauxite de la Guinée a atteint 82,4 millions de tonnes en 2020, ce qui en fait le deuxième exportateur mondial de bauxite.

Le projet est l’un des plus grands projets d’emploi en Guinée. Le Fonds monétaire international (FMI) estime qu’il contribue à plus de 10 % du PIB de la Guinée et génère plus de 10 000 emplois directs et 30 000 emplois indirects. Le gouvernement guinéen a estimé qu’un Guinéen employé chez SMB-winning peut faire vivre 10 à 15 membres de sa famille.

---

126 Le projet de minerai de fer Nouveau Tonkelili en Sierra Leone entre en pleine opération, Xinhua Net, 21 mars 2021. http://www.xinhuanet.com/2021-03/21/c_1127236852.htm


L'alliance a également permis de créer des recettes fiscales stables en dollars, d'améliorer la balance des devises étrangères de la Guinée, d'accroître la confiance des organisations internationales dans l'économie guinéenne et d'attirer des entreprises et des investisseurs à venir dans ce pays.

(IV) L'agro-alimentaire : augmenter la valeur ajoutée et étendre la chaîne industrielle

L'agriculture est le plus grand secteur économique en Afrique, avec une production représentant 15% du PIB africain. Néanmoins, son développement est très en retard. Bien que l'Afrique possède 25% des terres arables mondiales, sa production ne représente que 10% de celle de la planète. En outre, la production agricole n'est pas égale. Par exemple, l'Égypte et le Nigéria contribuent à hauteur d'un tiers à la valeur totale de la production agricole de l'Afrique, et 75% de celle-ci est réalisée par les 10 pays les plus productifs. La structure de la production agricole est irrationnelle. Pour des raisons historiques et réelles, l'agriculture africaine est fortement impliquée dans le commerce mondial. On développe des cultures de rente dédiées à l'exportation pour gagner des devises étrangères, tout en important des céréales du marché international en raison de leur grave pénurie.

Affectée par la pandémie de COVID-19, l'exportation de cultures de rente africaines est freinée, à quoi s'ajoute la mise en œuvre de restrictions à l'exportation de céréales dans de nombreux pays et la hausse des prix des cultures vivrières, ce qui rend plus difficile l'accès aux céréales pour les pays africains. Les bases de l'agriculture en Afrique sont très fragiles, ce qui se traduit par des infrastructures sous-développées comme des installations hydrauliques obsolètes, un manque d'investissement sur les machines agricoles, les engrais chimiques et les variétés améliorées, un recours insuffisant aux sciences et technologies, ainsi qu'un mode de production suranné. Face aux nouveaux défis dont le changement climatique, les conflits régionaux et les événements extrêmes, la sécurité alimentaire et le développement agricole en Afrique présentent un état relativement faible. Promouvoir l'agriculture moderne et améliorer sa capacité de développement sont des moyens importants pour l'Afrique d'atteindre sa sécurité alimentaire et sa croissance économique, et cela exige des pays africains l'élaboration de politiques agricoles ciblées et intégrées en vue de surmonter les multiples obstacles présents sur toute la chaîne de valeur agricole.

L'agriculture africaine renferme un immense potentiel de développement et beaucoup d'opportunités d'investissement. Selon les estimations de McKinsey129, si l'Afrique consacre plus de terres à la plantation de cultures vivrières essentielles en

129 Lions on the move : The progress and potential of African economies, Mckinsey Global Institute, June 1, 2010.
augmentant leur rendement unitaire ainsi qu’aux cultures à haute valeur ajoutée (comme les fruits, les légumes et les fleurs), elle pourra s’attendre à une production agricole annuelle de 880 milliards de dollars d’ici 2030. Certains pays côtiers, tels que l’Angola, le Cameroun, la Côte d’Ivoire, l’Éthiopie, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Mozambique, le Nigéria, le Soudan et la Tanzanie, possèdent davantage d’opportunités commerciales dans le domaine agricole. Si une telle « révolution verte » se produit en Afrique, non seulement elle augmentera directement la valeur de la production agricole, mais amènera également le développement de nombreux secteurs en amont et en aval en y attirant plus d’opportunités d’investissement, comme l’industrie des engrais en amont et l’agro-alimentaire en aval.


Par exemple, l’Académie des sciences agricoles du Hunan prend en charge depuis 2007 le centre de démonstration du riz hybride basé à Madagascar. Les 112 tonnes de semences sélectionnées qu’elle y avait acclimatées et généralisées dans 22 régions ont généré un rendement maximal de 12 tonnes et un rendement moyen de 6 tonnes par hectare, largement supérieur au niveau local. Après des
II. Performance des entreprises chinoises dans le développement des industries traditionnelles africaines

années de travail acharné, les agriculteurs malgaches ont pratiquement accepté le riz hybride et demandé activement leur plantation ; le centre de démonstration du Rwanda a mené des recherches, des expérimentations et des démonstrations sur l'adaptabilité de certaines espèces dont le puelia et le riz tout en veillant à les combiner avec l'agriculture traditionnelle locale, et a popularisé les formations techniques auprès de plusieurs institutions comme l'Association de solidarité des femmes rwandaises et l'Association de riziculture. Ces dernières années, la Chine a déployé de grands efforts pour promouvoir les investissements agricoles axés sur le marché par les entreprises chinoises et soutenir les pays africains dans l'amélioration de leurs capacités de développement agricole autonome. La Chine a investi dans la création d'au moins 120 entreprises agricoles et dans un certain nombre de projets de production de cultures vivrières et commerciales par diverses méthodes dont les investissements sur site vierge, la participation au capital, la fusion-acquisition et le crédit-bail. À en juger par les tendances actuelles, les entreprises chinoises accordent plus d’attention à l’investissement dans l’agriculture et l’agro-alimentaire en Afrique en s’appuyant sur les centres de démonstration agricole et les parcs industriels en agriculture. Dans le même temps, elles étendent leur champ d’activités en passant de la culture de produits agricoles à l’entreposage et la logistique, à la production et la transformation ainsi qu’au commerce international.

Le groupe CGCOC – projet de développement de l’agriculture en Afrique de l’Ouest


En 2013, le groupe CGCOC a démarré un essai d’investissement et de développement de parcs agricoles en Afrique, avec un volume d’investissement cumulé d’environ 20 millions de dollars. En 2014, la société a établi CGCOC Agriculture en collaboration avec des entreprises et des instituts de recherche scientifique dont Longping High-Tech, et a instauré le Centre de recherche sino-africain pour le développement de l’agriculture écologique au Nigéria en 2019.

Outre les technologies de culture, de production et de plantation de semences de cultures vivrières telles que le riz, le maïs et le millet, le groupe CGCOC a aussi généralisé et démontré des technologies applicables comme la culture de légumes, la pisciculture en cage et la génération de biogaz afin de soutenir les efforts du Nigéria, le Burkina Faso et d’autres pays de mettre en place un système de production de graines. Par ailleurs, il a organisé des formations en technologies agricoles qu’ont suivies au total plus de 3 mille
personnes. Jusqu’à la fin de 2019, il a créé des coopératives de production de semences avec 7 communautés résidentielles comptant plus de 5 mille ménages ruraux au Nigéria, permettant ainsi à des dizaines de milliers d’individus de trouver un emploi et de toucher un revenu plus élevé.

**EXEMPLE**

**Rubrique spécial 2 : Bamboo Work, projet de développement de la chaîne de valeur de l’industrie du bambou en Afrique de l’Est**

L’Afrique compte plus de 20 pays munis de bambou naturel, dont la quantité représente près de 10% de celle du monde, mais cette ressource est rarement valorisée. En août 2016, le projet de développement de la chaîne de valeur de l’industrie du bambou en Afrique de l’Est financé par le gouvernement néerlandais et soutenu par le gouvernement chinois a été lancé à Beijing.

Sous la coordination de l’Organisation internationale pour le bambou et le rotin et à l’aide de l’expertise de la Chine et des Pays-Bas en matière de développement de la chaîne de valeur du bambou, de conception de produits et de standards de marché, le projet vise...
à aider l'Ouganda, l'Éthiopie et le Kenya à explorer le potentiel de leurs ressources et à développer l'industrie du bambou en vue de stimuler la croissance de l'économie verte régionale, de lutter contre le changement climatique et la dégradation des sols, et de promouvoir le commerce et la réduction de la pauvreté.

Par exemple, l'Éthiopie envisage de créer un « centre de bambou de l'Afrique centrale » qui pourra apporter de nouvelles opportunités au développement de l'industrie du bambou du pays. Des entreprises chinoises projettent de construire au sein du plus grand parc national ougandais le premier hôtel africain entièrement en bambou destiné au tourisme culturel qui constitue le dernier maillon de la chaîne industrielle. À l'avenir, ces trois pays auront accès à un vaste espace de développement et d'excellentes opportunités d'investissement dans diverses industries telles que le charbon de bambou et la construction, les produits ménagers, les aliments et les objets d'artisanat en bambou.
III. Les contributions des entreprises chinoises pendant la pandémie

L’explosion de la pandémie a plongé la planète dans la crise sanitaire la plus sévère depuis la Seconde Guerre mondiale, et a éveillé l’attention et la réflexion du monde entier sur la communauté de destin. Depuis le début de l’épidémie, la Chine et les pays africains ont uni leurs forces pour s’entraider et se battre côte à côte. Les deux parties ont joué un rôle important dans la lutte anti-épidémique et ont contribué à la résolution de ce problème de santé publique mondial.

(I) La participation des entreprises chinoises dans la lutte contre la pandémie en Afrique

Les entreprises chinoises ont participé massivement dans la lutte conjointe contre la pandémie menée par la Chine et l’Afrique. Des entreprises venant de différents domaines ont démontré pleinement leurs efficacité, expertise et compétences techniques en capitalisant sur leurs atouts particuliers dont l’indépendance, la présence sur le terrain, la prise de décision rapide et la forte flexibilité.

1. Coordination des ressources de toutes les parties

Pour faire face à la pandémie, le CABC a disposé à l’avance un plan, cherché activement des solutions et coopéré avec d’autres acteurs en mars 2020, de manière à répondre aux besoins des instances compétentes des pays bénéficiaires dans les meilleurs délais et d’une façon ciblée en leur fournissant le matériel de première nécessité ; s’agissant de l’aide à l’Afrique, les dons des entreprises chinoises et l’assistance du gouvernement chinois sont à la fois indépendants et unifiés, contribuant conjointement à la lutte contre la pandémie et les difficultés du moment en Afrique.

Le 4 février 2020, lorsque l’Afrique n’était pas encore frappée par le virus, KPC Pharmaceuticals et Sansure Biotech ont fait don, en réponse à la demande urgente du ministère de la Santé éthiopien, d’un appareil portable de détection d’acides nucléiques et de 500 réactifs d’acides nucléiques qui ont été acheminés à Addis-Abeba en 72 heures grâce à l’organisation et la coordination du CABC. Ce secours

III. Les contributions des entreprises chinoises pendant la pandémie

Porté à l’Éthiopie en a fait le troisième pays africain capable d’effectuer indépendamment des tests de COVID-19.

Le 16 mars 2020, la Jack Ma Fondation et l’Alibaba Fondation se sont engagées à donner 100 000 masques, 1 000 combinaisons de protection et écrans faciaux et 20 000 kits de dépistage à chacune des 54 nations du continent africain¹³⁴. Dans le même temps, en fournissant du matériel de formation en ligne sur le traitement clinique de la maladie, elles ont aidé les entrepreneurs locaux à régler par tous les moyens les véritables difficultés rencontrées par leurs compatriotes.

Entre avril et juin 2020, le CABC a de nouveau mobilisé des entreprises chinoises dont Anhui Biochem, le groupe Gooldoctor et Inter-Africa Express pour fournir aux pays africains des kits de prélèvement et des boîtes de Petri à la demande du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) et par son intermédiaire¹³⁵. Sachant que les travailleurs du CDC Afrique souffraient d’une grave pénurie de masques de protection, le groupe du Zhejiang Wepon en a fait un don spécialement pour eux.

Selon des statistiques incomplètes, en mai 2021, les dons financiers et matériels accordés par les entreprises chinoises à 20 pays africains et au CDC Afrique par le biais du CABC Afrique ont atteint 5 millions de dollars.

Outre l’aide matérielle, les entreprises chinoises ont également mis des produits et technologies anti-épidémiques au service des africains. Le groupe BGI a investi dans la construction d’une usine de fabrication de kits de détection d’acides nucléiques en Éthiopie et celle-ci a commencé à fonctionner dès septembre 2020 ; en avril 2021, le groupe a officiellement mis en service son laboratoire « Huo-Yan » installé dans l’aéroport international Bole de la capitale éthiopienne. Il s’agit du premier laboratoire de dépistage aéroportuaire exploité et géré par une société chinoise en Afrique, et il fournira des services de détection aux passagers de toute


¹³⁵ L’Association Chine-Afrique pour la promotion de l’innovation médicale a donné 12 mille kits de prélèvement et boîtes de Petri au Centre africain de contrôle et de prévention des maladies, Xinhua Afrique, le 14 juin 2020. https://www.sohu.com/a/401799035_201960
nationalité voyageant entre la Chine et l’Afrique. En avril, Sinovac Biotech a signé
un accord de coopération avec une entreprise égyptienne pour la production sur
place du vaccin de COVID-19 chinois. Au cours de la première année, 40 millions
de doses seront produites pour satisfaire la demande locale, et le reste sera exporté
vers d’autres pays africains.  

2. Mise en œuvre de l’aide des entreprises chinoises

Avec l’internationalisation croissante des entreprises chinoises et le développement
progressif de l’Afrique, des acteurs privés ont participé massivement à la
construction de divers domaines sur ce continent, notamment les infrastructures,
les travaux de construction, les machines électriques, la fabrication, l’information
et la communication, ainsi que la santé et l’hygiène. Durant la pandémie, ces
entreprises ont encore pris une part active dans la lutte contre le virus, offrant une
garantie importante de la mise en œuvre effective des dons de Chine.

En mai 2020, le groupe King Deer de Mongolie intérieure a donné à titre gracieux au
gouvernement de Madagascar l’unique usine pharmaceutique qu’il a rachetée dans
le pays par le passé. Après des travaux urgents de rénovation, de transformation et
d’écologisation, cette usine a été mise en fonctionnement en l’espace de quelques
mois pour produire les médicaments anti-Covid développés par des institutions
médicales malgaches. En tant que société privée présente à Madagascar depuis
de nombreuses années et qui s’est développée avec le pays, le groupe King
Deer a apporté une contribution remarquable à la prévention et au contrôle de la
pandémie du pays, ce qui lui a valu une reconnaissance et un respect bien mérités.

En mars 2020, le groupe China State Construction Engineering a fait don de
fournitures médicales à l’Algérie, y compris 500 000 masques chirurgicaux, 50
000 masques N95, 10 ventilateurs de soins intensifs, 2 000 combinaisons de
protection et écrans faciaux ainsi que 600 paires de gants jetables. Certaines
autres entreprises dont le groupe China Overseas Engineering, la Banque populaire
de Chine, le projet d'énergie éolienne Longyuan Mulilo De Aar, Hisense et Huawei
ont aussi réagi activement en fournissant du matériel médical aux pays et régions
où elles se trouvent.

En plus de fournir directement du matériel médical, les entreprises chinoises
ont également mis à la disposition des peuples africains de l’aide nécessaire en

136 La ministre égyptienne de la Santé et de la Population, Hala Zayed, a convoqué une confé-
rence de presse le 9 mai 2021.

137 Les dons de fournitures anti-épidémiques de la Chine sont arrivés en Algérie, le Quotidien du
31652022.html
s’appuyant sur leurs particularités et atouts professionnels. Par exemple, Star Times a ajusté rapidement ses programmes en proposant au public des « reportages spéciaux sur la pandémie de COVID-19 », afin de l’informer de la situation sanitaire dans le monde dévoilée par l’Organisation mondiale de la santé ainsi que les expériences réussies de la Chine en matière de prévention de la pandémie. Cette émission sert de canal d’information important permettant aux populations africaines de se renseigner sur l’évolution de la pandémie et les moyens de se protéger de l’infection, et de renforcer ainsi leur confiance dans leur capacité de pouvoir traverser avec succès cette période difficile.

### 3. Une coopération transversale


Prenons l’exemple d’Alibaba. En tant que plate-forme Internet de pointe en Chine, elle possède de solides capacités en termes d’intelligence artificielle, de Big Data et d’informatique en nuage. Ces capacités ont été transposées avec succès dans la lutte contre la COVID-19 à travers la mise en place d’une « plate-forme mondiale de partage d’informations sur le combat anti-épidémie », et celle-ci permet aux médecins et infirmiers en première ligne du monde entier de partager leurs expériences pratiques et de communiquer et coopérer en ligne ; elle accorde également un soutien technique aux institutions de recherche médicale en ce qui concerne l’intelligence artificielle, le Big Data et l’informatique en nuage.

Afin de contribuer aux efforts locaux de prévention et de contrôle de la pandémie, les entreprises chinoises ont mis en valeur leurs fortes capacités de construction d’infrastructures et leurs compétences technologiques pour jouer un rôle actif dans le développement des installations matérielles. Elles ont aidé les nations du continent à établir ou mettre à niveau plusieurs organisations médicales pour qu’elles soient à la hauteur des exigences sanitaires et à créer des usines locales de production de masques et de vaccins. Au moment où la pandémie de COVID-19 commençait à se propager au reste du monde, de nombreuses entreprises privées dont le groupe Shuo Feng en Afrique du Sud et la société Tanzania-China Friendship Textile ont toutes apporté du soutien à l’Afrique en se lançant dans la production
de masques ; après l’obtention de certains résultats en développement de vaccins, la Chine et l’Afrique ont entamé sans tarder leur coopération à cet égard. Le 21 avril 2021, le fabricant public égyptien de vaccins VACSERA et la société chinoise Sinovac Biotech ont signé deux accords autorisant l’Égypte à produire localement le vaccin de Sinovac.

Dans le domaine de la construction d’infrastructures, la société CSCEC Éthiopie a pris en charge gratuitement la tâche de la transformation de l’unité d’isolement de l’hôpital Aifei. L’équipe de projet composée d’une trentaine d’employés des deux pays a travaillé 24 heures sur 24 et a accompli la mission en seulement 5 jours, puis elle a remis l’ensemble du service rénové à l’hôpital ; au Nigéria, une entreprise chinoise a aidé les autorités locales à reconstruire gratuitement deux hôpitaux de fortune équipés de 450 lits ; En Angola, une société chinoise a aidé à reconstruire l’hôpital provincial de Huambo dédié à l’isolement des patients infectés en seulement 3 jours.  

Dans le contexte de la crise sanitaire, les nombreux cas de participation des entreprises chinoises à la donation et au soutien à la lutte anti-pandémie de l’Afrique constituent une pierre angulaire à l’élaboration d’un plan systématique conduisant les entreprises chinoises à prendre part à la construction du secteur de la santé publique africain. En outre, l’assistance des entreprises chinoises à l’Afrique fait l’objet d’une reconnaissance et d’un soutien de l’Afrique et de la communauté internationale. Le 21 mars 2020, le groupe Huajian, entreprise chinoise typique qui s’est rendue sur le continent africain pour investir et créer des usines, a tenu une cérémonie de remise de don de matériels anti-épidémiques à huit pays africains dont l’Éthiopie.

L’Hôpital Shangdong au Zimbabwe est le premier hôpital privé à capitaux chinois de ce pays, et aussi le premier hôpital spécialisé dans le traitement de la COVID-19 à l’aide d’équipements médicaux chinois. Cet hôpital a été officiellement mis en service en juillet 2020 avec un total de 80 lits et cinq niveaux de salles d’hospitalisation. En janvier 2021, après avoir introduit le matériel professionnel et le personnel technique chinois et installé un laboratoire de dépistage de la COVID-19, l’établissement a reçu l’approbation du ministère zimbabwéen de la Santé pour son ouverture et a été inscrit sur la liste officielle des centres de dépistage désignés par le gouvernement. Jusqu’à la fin janvier 2021, il a reçu au total 140 patients avec 79 guérisons.

Projet de coopération médicale Chine-Soudan d’Abu Usher

Situé à 140 km de Khartoum, capitale du Soudan, l’Hôpital de l’Amitié sino-soudanaise d’Abu Usher est un hôpital généraliste qui fournit principalement des soins de santé maternelle et infantile tout en proposant des services de médecine interne, de chirurgie et de pédiatrie. Cet hôpital, construit conjointement par la Société nationale du pétrole de Chine, la Fondation chinoise pour la réduction de la pauvreté, le partenaire soudanais l’Association caritative et l’Ambassade de Chine au Soudan, constitue un projet visant le bien-être du peuple et a été réalisé dans le cadre d’un partenariat tripartite entre le gouvernement, l’entreprise et l’ONG.

Tout au long du projet, le gouvernement soudanais a accordé son soutien, la Société nationale du pétrole de Chine a fourni une garantie financière, et la Fondation chinoise pour la réduction de la pauvreté a procuré des connaissances et des équipes professionnelles, ce qui a favorisé l’intégration efficace des ressources de différentes parties et a constitué une application réussie du nouveau modèle de coopération extérieure impliquant à la fois le gouvernement, une entreprise et une ONG.

(II) La responsabilité sociétale des entreprises chinoises en vue de la réduction de la pauvreté en Afrique

Le problème de la pauvreté représente un défi majeur pour le développement durable mondial, et aussi un enjeu important pour la mise en œuvre des responsabilités sociales des entreprises. Dans le contexte de la coopération sino-africaine, les entreprises chinoises mènent et participent activement dans des initiatives visant à réduire la pauvreté dans les pays africains.

Une corrélation relativement importante entre l’accomplissement des responsabilités sociales par les entreprises chinoises et les besoins de l’Afrique en matière de réduction de la pauvreté.

Les entreprises chinoises s’attachent à assumer leurs responsabilités sociales en Afrique, notamment à l’égard des parties prenantes dont les employés, les communautés et le gouvernement. Elles veillent à intégrer leurs préoccupations sociales et environnementales dans leurs activités principales ainsi que dans la stratégie, la structure organisationnelle et les opérations quotidiennes de l’entreprise, alors que la réduction de la pauvreté fait également partie de leurs objectifs de responsabilité sociale. Afin de s’acquitter de leurs responsabilités sociales et de contribuer à la réduction de la pauvreté en Afrique, les entreprises chinoises cherchent à investir dans le capital social en valorisant leurs atouts en expertise sectorielle, en innovation technologique et en gestion d’entreprise pour régler les problèmes sociaux et écologiques dans les régions défavorisées de l’Afrique.
Partie II
Le rôle des entreprises chinoises en Afrique

Pour atteindre ce but, il faut respecter les principes de l'éthique commerciale, assurer la sécurité de production et la santé professionnelle, respecter les droits et intérêts légitimes des travailleurs, sauvegarder l'environnement, soutenir les causes charitables, faire des dons pour améliorer le bien-être social et protéger les groupes vulnérables.

Projet de la compagnie China-Africa Cotton Development (CACD) - le succès du modèle « entreprise + agriculteur »

En 2009, les sociétés chinoises Qingdao Ruichang, Qingdao Huifu et le Fonds de développement Chine-Afrique ont co-financé la création de China-Africa Cotton Development Co., Ltd. qui adopte le modèle de production à la commande sous forme « entreprise + agriculteur » pour fournir aux agriculteurs locaux des graines de coton, des pesticides, des engrais et des outils de plantation, les guider dans la culture de coton et acheter leurs produits à des moments et des endroits déterminés pendant la récolte du coton.

Le projet met à la disposition de la région des technologies testées et certifiées en Chine en matière de culture de semences, de plantation, de gestion des champs et de traitement, améliorant considérablement le rendement unitaire et la qualité du coton ; la transformation de l'huile de coton en huile comestible étend la chaîne industrielle et augmente sa valeur ajoutée, diminuant ainsi les dépenses en devises pour importer de l’huile comestible de l'étranger.

Après avoir bien fonctionné au Malawi, ce modèle a été vite transposé dans d'autres pays producteurs de coton importants d'Afrique, tels que le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe. Dans le cadre de ce projet sino-africain, ont été mises en place : 7 usines d'égrenage de coton, 2 usines d'extraction d'huile de coton, 1 usine de traitement de graines de coton et 3 flottes de transport139, embauchant directement plus de 1 800 employés locaux. Plus de 200 000 agriculteurs cultivent du coton en signant un contrat avec l'entreprise, ce qui bénéficie directement à plus de 600 000 personnes.

Les entreprises chinoises se basent sur leurs propres caractéristiques pour investir en Afrique afin de réduire la pauvreté

Les entreprises chinoises utilisent leurs propres avantages en termes de produits, de techniques, de talents, de capitaux et de chaîne d’approvisionnement pour réduire la pauvreté par le biais d’investissements, et offrent leur soutien aux pays

Les entreprises chinoises réalisent des objectifs de réduction de la pauvreté dans des conditions conformes aux conditions des pays d’accueil

Les entreprises chinoises tirent pleinement parti des atouts des pays hôtes et adoptent des solutions d’investissement sur mesure en fonction des causes de la pauvreté, afin de maximiser la rentabilité globale des pratiques de réduction de la pauvreté.

Le Parc agricole Wanbao - projet coopératif de culture de riz au Mozambique

Situé dans la ville de Xai-Xai, capitale de la province de Gaza au Mozambique, le Parc agricole Wanbao est le plus grand projet coopératif de culture de riz construit par la Chine en Afrique.

Le projet englobe la plantation, l’entreposage, la transformation et la commercialisation du riz, et couvre une superficie de 20 à 25 km². Financé par le Fonds de développement Chine-Afrique et géré par le 20e Bureau du groupe China Railway, il a pour objectif d’aider le Mozambique à produire localement des produits agricoles essentiels. Depuis 2012, 1 500 familles ont reçu une formation sur la culture rizicole et sont ainsi devenues des producteurs partenaires qui comprennent les machines et les techniques agricoles et gagnent bien leur vie. 141

Le Parc agricole Wanbao a construit dans la ville deux écoles et un commissariat, a mis des véhicules à la disposition des organismes gouvernementaux, des groupes sociaux et des communautés sur place et leur a fait don de riz. Il a d’ailleurs prêté un soutien aux organisations et associations locales de jeunes, d’handicapés et de femmes pour lancer des activités. En mars 2019, le cyclone tropical « Idai » a ravagé des villes du centre et du nord du Mozambique, provoquant d’énormes pertes humaines et financières. Le parc a fait don de 100 tonnes de riz aux sinistrés sans délai et a soutenu pleinement l’aide post-catastrophe en collaboration avec le Programme alimentaire mondial des Nations Unies. 142


142 Le Fonds de développement Chine-Afrique, le Fonds de coopération pour le développement entre la Chine et les pays de langue portugaise et le Parc agricole Wanbao ont fait don de 100 tonnes de riz aux zones sinistrées du Mozambique, UNOSSC, 28 mars 2019.
Partie III Difficultés et points saillants dans la coopération sino-africaine en matière d’investissement

I. L’environnement de l’investissement en Afrique aux yeux des entreprises chinoises

(I) Face aux répercussions de l’incertitude


La situation politique globale s’améliore, mais des facteurs d’instabilité persistent. Ces dernières années, l’environnement politique et sécuritaire en Afrique s’est amélioré, le consensus social pour la paix et le développement a été renforcé, l’ampleur et l’intensité de divers types de conflits ont considérablement diminué. Néanmoins, sur fond de ralentissement économique couplé à l’impact de la pandémie, l’intensification des tensions sociales pourrait engendrer des émeutes voire des bouleversements politiques, donc certains facteurs d’instabilité persistent. Alors que certains pays sont entrés dans une période de transition politique, les menaces de sécurité non-conventionnelles liées au terrorisme sont toujours difficiles à éliminer.

Les problèmes structurels de l’économie s’accentuent, ce qui provoquerait une croissance à vitesse moyenne ou faible. Les pays africains accordent plus d’importance à la planification du développement à moyen et long terme et recherchent une diversification économique ainsi qu’un développement durable.
et autonome, alors qu’il existe encore des contradictions fondamentales telles que la base fragile et la structure monovalente de leur économie. Affectée par la faible croissance économique mondiale et les fluctuations des prix des matières premières, l’économie africaine s’est fortement ralentie depuis 2014, et a même subi la première récession depuis plus de 20 ans sous l’impact de la pandémie en 2020, suite à laquelle il faut prévoir au moins 2 à 4 ans pour retrouver le niveau d’avant la pandémie.\footnote{143}

Les changements de la politique du pays d’accueil aggravent l’incertitude de l’environnement de l’investissement. La supervision et l’intervention administrative du gouvernement à l’égard des entreprises ainsi que les modifications fréquentes des lois et réglementations dans certains pays africains produisent un impact sur l’environnement des affaires des entreprises. Par exemple, il arrive que le nouveau gouvernement réexamine les contrats de projet approuvés et signés par le gouvernement précédent. Par ailleurs, sous l’influence de l’environnement international, certains pays africains ont connu une remontée du protectionnisme dans les domaines de l’économie et du commerce.

La fluctuation du taux de change déstabilise le rendement des investissements. Comme les pays africains ont généralement des sources limitées de revenus en devises, le taux de change est souvent influencé par les conditions extérieures. Par exemple, la baisse des cours des matières premières internationales et le resserrement des politiques monétaires des pays développés entraînent tous une forte dépréciation du taux de change. D’après plusieurs sociétés chinoises en Afrique, plus de 70% des pertes subies par les entreprises d’ingénierie et d’investissement sont dues à la dévaluation de la monnaie du pays hôte.

L’insuffisance de soutien au développement de l’industrie conduit à des coûts élevés de construction, de production et d’exploitation. Selon une enquête menée par un institut de recherche sur le développement international, la pénurie de ressources matérielles et immatérielles dans l’environnement de l’investissement des pays africains représente le principal facteur limitant l’investissement des entreprises chinoises en Afrique. Les mêmes problèmes sont constatés dans la plupart des pays africains, comme des bases industrielles faibles, une dépendance aux importations pour l’approvisionnement en machines et équipements, ainsi que des moyens de production coûteux. À cause d’une logistique inefficace et d’un coût de transport élevé dans beaucoup de pays africains, les produits deviennent moins compétitifs, ce qui entrave le développement des entreprises à long terme. Les infrastructures en matière d’électricité, de routes, de ponts et de communications font toujours défaut, en particulier l’électricité et les transports qui sont en lien direct


Les énormes différencesnationales rendent difficile l'exploitation locale des entreprises. Les 54 pays d'Afrique sont caractérisés par leur pluralisme ethnique, et sont assez différents de la Chine en termes de langue et de culture. Pour des raisons historiques, les us et coutumes traditionnels et la civilisation occidentale s'entremêlent et coexistent dans beaucoup de pays africains. Par exemple, l'achat d'un terrain dans certaines régions d'Afrique requiert non seulement l'approbation du gouvernement, mais aussi une cérémonie pertinente organisée par les chefs tribaux locaux avant que l'acquéreur n'obtienne véritablement le droit d'exploitation.

(II) Face à un environnement international plus complexe

Dans le contexte actuel de la molle reprise économique mondiale et de la propagation de la pandémie, divers problèmes structurels apparaissent d’une manière concentrée, la mondialisation est confrontée à des vagues à contre-courant, et les règles multilatérales de commerce et d’investissement risquent un effondrement et une refonte. Les États-Unis et d'autres pays développés qui sont entrés en compétition avec la Chine ont redéfini la valeur stratégique de l'Afrique et lui ont prêté plus d'attention, tout en promouvant la réforme du système de financement et tentant de jouer de nouveau un rôle dominant dans l'élaboration des règles internationales de financement du développement. On peut donc en déduire que l'environnement international auquel sont confrontées les entreprises chinoises investissant en Afrique s'est complexifié.

Avec une croissance en berne dans le monde, le système de gouvernance économique mondiale fera l'objet de profonds ajustements. Ces dernières années, sous l'influence de multiples facteurs tels que le vieillissement de la population, le ralentissement des progrès technologiques, la promotion insuffisante des réformes structurelles et la démondialisation, la croissance économique mondiale présente une faiblesse importante. Selon les dernières données de la Conférence des Nations Unies
sur le commerce et le développement\footnote{UNCTAD, World Investment Report 2021.}, les investissements directs mondiaux en 2020 ont diminué de 35\% par rapport à l’année précédente, soit son niveau le plus bas depuis 2005. L’impact de la pandémie a non seulement entraîné de graves pertes pour l’économie réelle, mais a également déclenché des turbulences sur les marchés des capitaux à l’échelle mondiale, avec des sorties de capitaux accrues et des risques d’endettement plus élevés. À moyen et long terme, de nombreux problèmes et contradictions dans l’économie mondiale s’accumulent sans cesse, et le déficit de gouvernance mondiale se creuse de jour en jour, posant des obstacles et des défis à la reprise économique des pays du monde entier. Les graves défis qui s’imposent notamment à la mondialisation économique tels que l’unilatéralisme et le protectionnisme pourraient conduire à une refonte globale des règles internationales du commerce et de l’investissement et de profonds ajustements du système de gouvernance économique mondiale.

Certaines institutions financières de développement américaines et européennes remettent en question et interviennent dans le modèle chinois d’investissement et de financement. La Chine a exploré et mis en œuvre un modèle de financement du développement multi-niveaux combinant le commerce, l’investissement et l’aide en Afrique et dans d’autres régions, et celui-ci a abouti à des effets considérables en matière de réduction des goulots d’étranglement financiers du pays d’accueil et d’élévation de sa capacité de développement indépendant. Ceci est d’autant plus significatif dans un contexte où le mode traditionnel de financement du développement des pays développés d’Europe et d’Amérique s’est axé sur un système d’aide pendant des décennies et a failli à répondre à tous les besoins réels des pays en développement. Le modèle chinois de financement du développement pose ainsi un défi et exerce des pressions aux pays développés, incitant ces derniers à promouvoir la réforme de leur propre système. En juin 2021, le Sommet du G7 tenu au Royaume-Uni a réaffirmé qu’il accroîtra son appui à l’investissement et au financement en Afrique, et a déclaré qu’il travaillera avec des institutions financières multilatérales pour accorder un soutien financier d’au moins 80 milliards de dollars au développement du secteur privé en Afrique au cours des cinq prochaines années, en vue de favoriser la reprise économique et le développement durable du continent.

Le « piège de la dette » est devenu un discours plutôt déroutant qui entraîne à renforcer une perception négative des entreprises chinoises par les gouvernements africains. Une étude réalisée par l’équipe de Deborah de l’Initiative de recherche Chine-Afrique (CARI) de l’Université Johns Hopkins démontre que les banques chinoises sont disposées à restructurer les conditions de prêt existantes, et n’ont jamais confisqué réellement les actifs d’aucun pays, y compris le projet de port de Hambantota. Le concept de «diplomatie du piège de la dette» représente la Chine
comme un pays créancier qui octroie des prêts excessifs sans tenir compte de la solvabilité des pays emprunteurs. Cependant, la situation réelle est beaucoup plus compliquée. Le développement des entreprises chinoises à l’étranger se fait comme en Chine. C’est un processus d’exploration et d’expérimentation, ou autrement dit un processus d’apprentissage jalonné par de fréquents ajustements des stratégies. Par exemple, après la construction du port de Hambantota, les entreprises et les banques chinoises ont appris qu’elles devaient établir des stratégies pour faire face aux risques politiques. Maintenant, elles sont à même de mieux identifier les opportunités commerciales et de se retirer de la compétition dans les domaines où elles ne sont pas tellement fortes.

Malgré cela, les dirigeants et les penseurs américains continuent à insister sur le « colonialisme moderne » chinois. On s’attend à ce que l’administration Biden s’inscrive dans le cadre politique actuel des États-Unis à l’égard de l’Afrique, et cherche à redéfinir la valeur stratégique du continent dans une perspective internationale et dans un contexte de concurrence avec la Chine.

Stigmatisation. Le CABC a mené une enquête auprès des membres africains en mai 2021, les « principaux problèmes communautaires » rencontrés par les entreprises chinoises en Afrique comprennent : La mauvaise perception des entreprises chinoises par la population locale pour des raisons politiques (42,6%) et les reportages négatifs diffusés par certains médias (24,6%).

II. Les problèmes des entreprises chinoises et les améliorations à réaliser

(I) Les activités à l’étranger

Étant donné que la « sortie à l’étranger » des entreprises chinoises à grande échelle ne remonte pas à très longtemps, et que leurs investissements en Afrique ont démarré encore plus tard, on peut constater chez elles un manque d’expérience en matière d’investissement à l’étranger et d’exploitation internationale. La pratique durant ces 20 dernières années a aussi révélé certaines faiblesses et lacunes dans leurs capacités. Celles-ci sont principalement reflétées dans les aspects suivants :

1. Une absence de planification à long terme pour les investissements en Afrique avec un certain degré d’aveuglement, et un manque de compréhension des lois, des réglementations et des coutumes locales. Un grand nombre de petites et moyennes entreprises privées ne disposent pas d’informations suffisantes pour étayer leurs décisions d’investissement, et elles manquent d’une orientation précise pour guider leurs investissements, d’où des investissements irréfléchis qui provoquent des risques plus élevés.

2. Un manque de collaboration entre les entreprises chinoises et l’existence d’une concurrence homogène. Avec certaines entreprises qui se cantonnent à leurs intérêts à court terme, il est plus difficile de réaliser un cluster industriel d’envergure ou une chaîne industrielle intégrant les activités en amont, médianes et en aval.

3. L’insuffisance de l’expérience d’exploitation à l’étranger et la capacité de résistance aux aléas, un manque d’attention aux opérations locales, ainsi qu’une connaissance insuffisante de l’environnement humain et des politiques locales en matière de travail et d’investissement étranger.

4. Une faible compétence en communication interculturelle. Bien que les entreprises organisent activement des actions RSE, elles coopèrent rarement avec les organisations et les sociétés locales ou occidentales pertinentes, leur communication et l’insertion dans les communautés locales laissent aussi à désirer.
5. Un manque de soutien par des organisations de services professionnelles. Il n’y a pas assez de réseaux, d’institutions ou de services sur les plans financier, juridique, commercial, fiscal, des ressources humaines, de la sécurité et du sauvetage ainsi que des affaires publiques.

6. Les entreprises publiques se sont longtemps appuyées sur le soutien financier du type politique pour se développer, tandis que les entreprises privées n’ont pas encore mis en place un modèle d’investissement et de financement ou un système de soutien durable.

(II) Renfort des capacités

Grâce à l’accumulation continue d’expériences, de plus en plus d’entreprises investissant en Afrique ont réfléchi à leurs propres problèmes, et ont commencé à investir davantage dans le renforcement de leurs capacités.

Mettre au point une stratégie d’investissement rationnelle. Compte tenu des grandes différences entre les pays africains, les entreprises doivent choisir des industries et des emplacements de manière scientifique et rationnelle en fonction du stade de développement économique, de la structure industrielle et des conditions du marché de chaque pays. Il faut aussi saisir pleinement les informations du marché, renforcer l’étude et l’analyse de l’industrie et la prévision des perspectives de développement, combiner ses propres avantages avec les conditions spécifiques du marché local, mener une évaluation complète des risques d’investissement afin de prendre des décisions d’investissement raisonnables.

Dresser un plan d’exploitation à long terme. De plus en plus d’entreprises chinoises se sont rendu compte du potentiel de développement et des opportunités de marché en Afrique, et ont constaté la nouvelle tendance de la coopération sino-africaine actuelle qui passe du commerce et des travaux clé en main à l’investissement. Un groupe d’entreprises chinoises qui étaient auparavant engagées simplement dans le commerce ou les travaux d’ingénierie à forfait en Afrique ont commencé à changer leur stratégie et se sont fixé l’objectif de s’enraciner en Afrique et d’y développer des affaires à long terme. La société CRRC Zhuzhou Locomotive n’exportait initialement que des locomotives électriques en Afrique. En 2014, elle a créé une coentreprise locale avec Transnet, groupe de transport d’État sud-africain, pour fabriquer, fournir et entretenir les pièces d’équipement ferroviaire en Afrique, devenant ainsi l’une des premières entreprises chinoises à investir en Afrique dans le domaine du matériel de transport ferroviaire avancé. De nombreuses sociétés entreprenant des projets clé en main en Afrique, telles que China Railway Construction et China Road and Bridge, ont poursuivi activement leur transformation en intégrant
l’investissement, la construction et l’exploitation, et ont participé à l’investissement de projets d’infrastructures et de parcs industriels en Afrique.

Mettre l’accent sur la synergie industrielle et la collaboration mutuelle. Les entreprises chinoises étaient habituées à se débrouiller seules sur le marché africain avec peu de collaboration entre elles, alors que ces dernières années, pour s’adapter aux changements conjoncturels sur les marchés domestiques et étrangers, de plus en plus d’entreprises ont décidé d’investir en Afrique en reposant sur une synergie industrielle horizontale et verticale. En République démocratique du Congo, les entreprises chinoises sont passées de la simple exploitation minière à des maillons de traitement haut de gamme de la chaîne industrielle dont la fusion de minerais, signifiant que la chaîne industrielle continue de s’étendre vers les deux extrémités de la «courbe de sourire». En Guinée, le Consortium SMB-Winning fondé sur le modèle «trois pays (la Chine, la Guinée et Singapour) et quatre parties» a allié des entreprises minières, portuaires, maritimes et de transport automobile pour faire de Boké en Guinée la plus grande base d’exportation de bauxite du monde, jouant ainsi un rôle positif dans le développement économique du pays.

Améliorer la capacité de résistance aux risques. En réponse aux divers aléas survenus au cours de leurs investissements en Afrique, les entreprises chinoises ont adopté des contre-mesures plus diversifiées et ont renforcé continuellement leur capacité de gestion des risques, notamment : engager davantage d’institutions comptables, juridiques et consultatives qui connaissent bien les règles internationales pour fournir des service professionnels et évaluer les risques d’investissement ; mesurer et simuler la stabilité économique, politique et sociale ainsi que les tendances d’évolution des pays africains à l’aide d’indicateurs de notation d’agences professionnelles ; acheter des produits d’assurance professionnels liés à l’investissement à l’étranger et utiliser des instruments de marché pour couvrir les risques politiques, de marché et de change.

Explorer des stratégies de coopération et innover dans les modes d’investissement et de financement. Explorer de nouvelles stratégies d’entrée sur le marché en fonction des nouvelles circonstances et caractéristiques du marché africain. En plus des investissements sur site vierge, envisager d’autres moyens tels que la joint-venture et les fusions et acquisitions. Renforcer la coopération tripartite internationale et profiter mutuellement des avantages et des expériences réussies sur le marché africain. Pour faire face à l’évolution de la situation de la dette des pays africains, coopérer avec le gouvernement et les institutions financières pour développer des modes d’investissement et de financement de projets durables et reproductibles tels que le modèle PPP.
III. Nouvelles tendances des investissements des entreprises chinoises en Afrique :

(I) La reconversion et l'optimisation des investissements des entreprises privées en Afrique

Au cours des dernières années, avec le développement rapide, la reconversion et l'optimisation de la coopération économique, commerciale et de l'investissement entre la Chine et l'Afrique, les investissements des entreprises privées chinoises en Afrique ont également présenté certaines tendances d'évolution relativement évidentes.

De l'investissement individuel à la collaboration multipartite. Les premiers investissements des entreprises privées en Afrique étaient caractérisés par leur nature individuelle. Guidés par l'esprit pionnier et entrepreneurial, un grand nombre d'entrepreneurs privés se sont lancés dans l'aventure et ont grandi sans cesse dans l'environnement complexe et changeant du marché africain avant de réussir à y prendre pied, et certaines d'entre elles ont même créé leurs propres avantages concurrentiels fondamentaux. Toutefois, à mesure que la situation de concurrence sur le marché se complexifiait de jour en jour, l'investissement en Afrique exigeait davantage chez les entrepreneurs privés une excellente vision stratégique et une forte adaptabilité au marché, et les défauts de l'investissement individuel comme la faible efficacité et le haut risque ont été également dévoilés. Dans ce contexte, les investissements des entreprises privées en Afrique ont commencé à évoluer vers un modèle de collaboration et de symbiose. Les entreprises, les chambres de commerce, les organisations internationales, les entreprises locales africaines et d'autres entités collaborent et coopèrent entre elles en mettant en valeur leurs atouts respectifs, ce qui rend les investissements en Afrique plus ordonnés et efficaces.
Partie III
Difficultés et points saillants dans la coopération sino-africaine en matière d’investissement

De l’investissement unilatéral à la coopération bilatérale. Lors des premiers investissements en Afrique, les entreprises privées ont négligé la coopération avec les entreprises locales africaines et ont eu donc du mal à s’intégrer dans les réseaux économiques régionaux d’Afrique. Ces dernières années, le modèle d’alliance stratégique bilatérale entre les entreprises privées chinoises et les entreprises locales africaines a commencé à émerger. Cette approche peut d’une part aider les entreprises chinoises à vite s’adapter à un environnement d’investissement peu familier en Afrique en bénéficiant de l’assistance locale en matière d’informations du marché, de personnel et d’installations de soutien à la chaîne industrielle, et d’autre part promouvoir efficacement les progrès technologiques et le renforcement des capacités des entreprises locales africaines.

Du bas de gamme au haut de gamme dans la chaîne de valeur. Restreints par certains facteurs (dont la médiocrité des installations industrielles auxiliaires en Afrique), les premiers investissements des entreprises privées en Afrique étaient principalement concentrés dans les secteurs en bas de la chaîne de valeur tels que l’approvisionnement en matières premières, l’assemblage et la transformation des produits. Avec le développement des installations industrielles d’appoint et des infrastructures dans les pays africains, certaines entreprises privées chinoises en Afrique ont commencé à étendre leurs activités de fabrication en sous-traitance vers les maillons supérieurs de la chaîne de valeur en se penchant sur le transfert de technologie, la recherche et le développement, la commercialisation et la logistique. Ces dernières années, en s’appuyant sur les clusters industriels formés dans des parcs économiques et commerciaux, la proportion d’entreprises privées chinoises achetant des matières premières et des pièces détachées en Afrique a également augmenté.

Des industries traditionnelles aux secteurs émergents. Au début, les entreprises privées investissaient principalement dans des domaines traditionnels comme le textile et l’habillement, les chaussures, les accessoires et la restauration, du fait que la Chine possédait des avantages traditionnels et des expériences de développement dans ces industries. Avec le développement de l’économie africaine et l’optimisation de la coopération industrielle sino-africaine, les investissements des entreprises privées chinoises en Afrique se sont progressivement déplacés vers des domaines émergents tels que les services modernes, le développement de nouvelles énergies, la fabrication écologique ainsi que l’information et la communication. Par exemple, StarTimes a créé des entreprises dans plus de 30 pays africains dont le Nigéria et le Rwanda afin d’étendre le marché africain de la télévision numérique. Ces dernières années, l’expansion rapide de l’économie

numérique en Afrique a poussé les entreprises privées chinoises à investir dans des domaines connexes du continent.

**EXEMPLE 48**

**Greenroad - projet de chaîne d’approvisionnement et logistiques en Afrique**


Fondée en 1998, Greenroad International Logistics se spécialise dans la logistique des projets d’ingénierie et la logistique contractuelle. Son objectif est de fournir une solution à guichet unique intégrant la coordination nationale, l’acheminement de conteneurs au port, le dédouanement portuaire et la livraison à domicile pour les projets d’ingénierie internationaux.

Maintenant, Greenroad est en train de construire une chaîne d’approvisionnement en Afrique en se basant sur la plate-forme logistique et la technologie de la chaîne de blocs en vue d’assurer une prestation de services à guichet unique, élabrant ainsi une nouvelle forme de système de services de chaîne d’approvisionnement intégrant la logistique, le contrôle de la qualité, le dédouanement, le financement ainsi que le contrôle et la traçabilité des marchandises.

L’intégration de la chaîne d’approvisionnement est un maillon indispensable de la mondialisation. En créant ce nouveau concept de services de chaîne d’approvisionnement, la société chinoise fournit des solutions complètes aux entreprises d’import-export, commerciales et mandataires et aux organisations gouvernementales chinoises et africaines avec des services professionnels et efficaces.

**EXEMPLE 49**

**Hasan International - le « projet de beau village de pêcheurs »**

Le « courant froid de Benguela » est une bénéédiction de la nature ! Il a donné naissance à d’abondantes ressources halieutiques et la zone de pêche maritime la plus prometteuse n’ayant pas été exploitée à grande échelle, alors que l’Angola se situe juste au cœur de cette « pêcherie de l’Atlantique Sud-Est ».

À partir de 2017, Haishan International Fishery Development Corporation a travaillé avec le gouvernement angolais pour étudier, planifier et construire ensemble le « projet de beau village de pêcheurs » qui vise à promouvoir le développement durable à long terme de l’industrie de la pêche angolaise au moindre coût environnemental.
Grâce à une coopération à long terme et sous forme de coopérative avec des villages de pêcheurs naturels le long de la côte angolaise, le projet de pêche international de Haishan intègre l’aquaculture, la pêche et la transformation des produits halieutiques par la chaîne du froid côtière, ce qui apporte des bénéfices à long terme à la région tout en réalisant les objectifs de développement durable environnemental, économique et social.

Parallèlement au « projet de beau village de pêcheurs » qui permettra de créer plus de dix mille emplois, un fonds spécial destiné à la construction d’écoles, d’hôpitaux et de logements est aussi en cours de création pour améliorer le sentiment de satisfaction et de bonheur de la population locale.

L’Exposition économique et commerciale Chine-Afrique


La surface d’exposition de la première édition a atteint 40 000 mètres carrés et 53 pays africains ont installé leurs stands respectifs. L’Exposition économique et commerciale Chine-Afrique et le Hall d’exposition et de vente des produits africains du Hunan (Gaoqiao) également ouverts en ligne constituent deux plates-formes permanentes de démonstration et de commerce des marchandises africaines en ligne et hors ligne. Par exemple, dans le Hall d’exposition et de vente des produits africains du Hunan (Gaoqiao), plus de 2 000 produits africains sont disponibles à l’achat.

---


Ce centre a bénéficié du soutien de diverses parties dont le gouvernement provincial du Zhejiang ainsi que des entreprises et des établissements universitaires. Il est conçu pour servir de plate-forme de services à guichet unique lié à l’Afrique sur le plan économique et commercial, des échanges culturels, de la diffusion d’informations et de la formation de talents, de sorte à devenir une plate-forme de coopération et d’échange économiques, commerciaux et culturels sino-africains.

Il s’agit concrètement d’intégrer et de publier des renseignements sur le développement des industries en Chine et en Afrique et de fournir divers services d’information aux entreprises des deux parties ; mettre en œuvre le plan de formation de talents africains, coopérer avec les universités du Zhejiang pour dispenser des formations professionnelles aux étudiants africains en Chine et créer une plate-forme pour les talents de haut niveau africains ; établir une maison de services pour les entreprises économiques et commerciales du Zhejiang et d’Afrique en leur donnant accès à des services ciblés et intégrés pour répondre à leurs besoins.

(II) L’attention croissante portée à l’Afrique par les grandes entreprises privées

La liste du Top 500 des entreprises privées chinoises (dénommé ci-après « le Top 500 ») est faite par ordre décroissant du revenu annuel total, selon une enquête menée par la Fédération de l’Industrie et du Commerce de la Chine. Le seuil d’entrée dans le Top 500 des entreprises privées en 2020 a dépassé 3 milliards de dollars, leur chiffre d’affaires a dépassé 4 000 milliards de dollars US.

---

148 La Fédération de l’Industrie et du Commerce de Chine fondée en 1953, est une organisation du peuple et une chambre de commerce à caractère économique et civil, qui assiste dans la gestion et le service de l’économie du secteur non public pour le gouvernement.

149 Rapport sur le Top 500 des entreprises privées chinoises 2020, Fédération de l’Industrie et du Commerce de la Chine, 2020
1. La volonté et la capacité d'investir du Top 500 se renforce

Jusqu’en 2020, 243 de ces 500 entreprises privées ont investi à l’étranger ; le nombre de projets d’investissement à l’étranger a atteint 1 858 (voir la figure ci-dessous).

**FIGURE 6**

Source : Rapport sur le Top 500 des entreprises privées chinoises 2020, Fédération de l’Industrie et du Commerce de la Chine

En 2019, le chiffre d'affaires total du Top 500 à l’étranger était de 673,598 milliards de dollars, sans compter l'exportation.
III. Nouvelles tendances des investissements des entreprises chinoises en Afrique


Source : Rapport sur le Top 500 des entreprises privées chinoises 2020, Fédération de l’Industrie et du Commerce de la Chine


Source : Rapport sur le Top 500 des entreprises privées chinoises 2020, Fédération de l’Industrie et du Commerce de la Chine
2. L’internationalisation et le renforcement de la compétitivité du Top 500

L’expansion du marché international, l’obtention de marques, de technologies et des professionnels ainsi que l’accès aux matières premières étrangères sont les 3 premiers facteurs qui poussent le Top 500 à sortir de la Chine. 355 entreprises s’intéressent aux marchés étrangers, 197 sont motivées par les marques, les technologies et les professionnels, et 168 entreprises s’intéressent aux matières premières. 104 entreprises profitent de la main-d’œuvre locale à faible coût et d’autres avantages pour réduire le coût de leurs produits.

**EXEMPLE**

*Holley International – l’importance des parcs industriels*


Wang Licheng, Président du conseil d’administration du groupe Holley et Président du CABC, a déclaré que dans les 3 à 5 ans à venir, les entreprises chinoises vont faire valoir leurs avantages en matière de capacité de production, de gestion et de technologie afin de promouvoir la coopération sino-africaine dans la manufacture, ce qui deviendra certainement l’enjeu et le nouveau point de croissance de la coopération sino-africaine dans l’économie, le commerce et l’investissement. L’objectif fondamental de la coopération sino-africaine dans la manufacture est de promouvoir le processus d’industrialisation et d’améliorer la capacité de production de l’Afrique ;

En tant que support efficace de coopération internationale en matière de capacité, les parcs industriels Chine-Afrique sont une plate-forme idéale pour les entreprises chinoises qui souhaitent se développer à l’étranger. Le service à guichet unique, l’effet combiné et l’opération de la chaîne industrielle dans ces parcs aident les entreprises chinoises à pénétrer dans le marché local efficacement et à exploiter le marché international afin de parvenir à une situation de gagnant-gagnant.
3. Un Intérêt grandissant du Top 500

Actuellement, 60 entreprises du Top 500 ont investi en Afrique, ce qui est supérieur au nombre d'entreprises qui investissent en Amérique du Sud (36) et en Océanie (46). En ce qui concerne la mode d'exploitation, 18 entreprises ont construit des usines en Afrique, 16 y ont établi des réseaux internationaux de marketing et de services logistiques.

**FIGURE 9**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Région</th>
<th>Afrique</th>
<th>Afrique</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Année</td>
<td>2019</td>
<td>2017</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre d'entreprises investies</td>
<td>60</td>
<td>55</td>
</tr>
<tr>
<td>Construction d'usines à l'étranger</td>
<td>18</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>Fusion-acquisition à l'étranger</td>
<td>6</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Traitement et assemblage à l'étranger</td>
<td>2</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Développement des ressources à l'étranger</td>
<td>4</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>Création de centres de R&amp;D à l'étranger</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Mise en place de réseaux internationaux de marketing et de services logistiques</td>
<td>16</td>
<td>21</td>
</tr>
<tr>
<td>Engagement dans des coentreprises agricoles internationales</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Création de zones de coopération économique et commerciale à l'étranger</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres</td>
<td>15</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source : Rapport sur le Top 500 des entreprises privées chinoises 2020, Fédération de l’Industrie et du Commerce de la Chine*

4. Difficultés principales du Top 500 dans l’investissement à l’étranger

Du point de vue des facteurs internes, la pénurie de talents, l’insuffisance de l’information sur les politiques, les conditions d’investissement et les situations du marché des pays destinataires et le manque de moyens financiers constituent toujours les grandes difficultés d’intégration au Top 500. 186 entreprises manquent de talents en gestion internationale ; 112 entreprises manquent de talents professionnels et techniques. Parmi ces 500 entreprises, 210 souffrent de l’insuffisance de l’information sur les politiques, les conditions d’investissement et les situations du marché des pays destinataires, 76 ont du mal à défendre leurs droits, et la faible compétitivité des produits est la plus grande difficulté pour 14 entreprises. Il reste beaucoup à faire pour les entreprises privées chinoises en termes d’autoprotection, de la défense des droits et du renforcement de la compétitivité des produits et des services.
Partie III

Difficultés et points saillants dans la coopération sino-africaine en matière d’investissement

Quant aux facteurs externes, le protectionnisme, l’unilatéralisme et l’imperfection des politiques juridiques des pays destinataires sont aussi des obstacles pour les entreprises privées qui visent à investir à l’étranger.

Difficultés pour l’exploration du marché international du Top 500

<table>
<thead>
<tr>
<th>Facteurs externes</th>
<th>Nombre d’entreprises</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Le protectionnisme et l’unilatéralisme</td>
<td>148</td>
</tr>
<tr>
<td>Règlements et politiques imparfaits des pays destinataires</td>
<td>108</td>
</tr>
<tr>
<td>Fluctuations des taux de change des pays destinataires</td>
<td>91</td>
</tr>
<tr>
<td>L’infrastructure de faible qualité des pays destinataires</td>
<td>78</td>
</tr>
<tr>
<td>L’instabilité politique des pays destinataires</td>
<td>72</td>
</tr>
<tr>
<td>Les impacts des politiques du travail et des syndicats</td>
<td>66</td>
</tr>
<tr>
<td>Les influences culturelles et religieuses</td>
<td>60</td>
</tr>
<tr>
<td>Le désordre du marché</td>
<td>52</td>
</tr>
<tr>
<td>L’approbation exigeante des investissements</td>
<td>52</td>
</tr>
<tr>
<td>L’insécurité</td>
<td>39</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : Rapport sur le Top 500 des entreprises privées chinoises 2020, Fédération de l’Industrie et du Commerce de la Chine

(III) Nouvelles tendances

Comme mentionné précédemment, les entreprises chinoises ont investi en Afrique dans un large éventail d’industries au cours de ces dernières années, elles suivaient la tendance du développement des industries africaines, mettaient en jeu leurs propres avantages industriels, et participaient activement aux industries émergentes qui se développent vite en Afrique, notamment dans les domaines de la fabrication de moyenne et haute technologie, de l’industrie pharmaceutique, de l’économie numérique et de l’industrie aérospatiale où l’Afrique a montré un grand potentiel de marché et de développement, et que les entreprises chinoises ont accumulé de riches expériences, ceux-ci devraient devenir des champs importants pour la coopération sino-africaine en matière d’investissement dans l’ère post-épidémique.
III. Nouvelles tendances des investissements des entreprises chinoises en Afrique :

Fabrication de moyenne et haute technologie. Au cours des 20 dernières années, de nombreux pays africains ont fait développer l’industrialisation basée sur la manufacture. La Covid-19 a particulièrement entraîné une rupture de la chaîne d’approvisionnement mondiale, les pays africains qui ont subi un impact énorme, ont pris conscience de l’importance de la mise à niveau de la manufacture et du renforcement de leur capacité industrielle. L’Afrique dispose des avantages traditionnels pour développer son industrie manufacturière, tels que la main-d’œuvre abondante et le grand potentiel du marché de consommation. En même temps, l’Afrique doit faire face à de nouvelles opportunités comme la demande croissante de produits pharmaceutiques, l’accélération de l’intégration régionale et l’essor de l’économie numérique. Si les gouvernements africains peuvent saisir cette occasion pour renforcer la gouvernance et fournir un soutien politique plus efficace au développement de la manufacture, l’Afrique devrait connaître de nouvelles opportunités pour le développement de la manufacture dans l’ère post-épidémique. Dans le passé, les investissements de la Chine dans les industries manufacturières africaines se sont focalisés sur l’industrie manufacturière à faible technologie et à forte intensité de main-d’œuvre, telle que le textile, l’habillement et les produits de cuir. Ces dernières années, le développement des industries manufacturières de moyenne et haute technologie en Afrique s’accélère, et les industries manufacturières à forte intensité technologique telles que les automobiles et les équipements de transport, les produits électroniques et les produits pharmaceutiques se développent vite et deviennent des directions importantes pour les entreprises chinoises qui investissent en Afrique.

La voiture n’est pas un produit ordinaire dans la société, elle représente la liberté, la mobilité, et le statut. Les voitures de marques chinoises aident les jeunes Africains à réaliser leurs rêves de classe moyenne. BAIC Group s’est implanté en Afrique du Sud et représente une grande partie du secteur manufacturier. L’investissement est plus valable que la voiture elle-même ; il favorise l’emploi local. Ceci est aussi important pour l’Afrique.

--- Eric Olander, China-Africa Project (CAP)

EXEMPLE

CCECC - project d’usine d’assemblage de matériel roulant au Nigéria

Le 9 novembre 2020, la cérémonie de pose de la première pierre de l’usine d’assemblage de matériel roulant, financée et construite par la CCECC s’est tenue à Kajola, dans l’État d’Ogun au Nigéria, ce qui en fait la première usine d’assemblage de wagons sur les lignes à écartement normal en Afrique de l’Ouest.

Le nombre de passagers sur la ligne de chemin de fer Abuja-Kaduna, construit et exploité par CCECC en 2016 double chaque année. C’est pour cela que le gouvernement nigérian a décidé de continuer à investir dans le transport ferroviaire.

La construction de l’usine d’assemblage de matériels roulants constitue une première étape dans la fabrication de matériel ferroviaire au Nigéria.

L’usine d’assemblage adopte les normes chinoises de conception, de construction, d’exploitation et de gestion, les pièces détachées, les composants, les matières premières et auxiliaires principaux sont produits en Chine. L’usine sera dotée d’une capacité de production de 500 wagons et voitures de train par an, y compris de wagons ouverts, des wagons porte-conteneurs, des wagons-citernes et des wagons couverts, etc., L’usine créera 5 000 emplois directs et indirects pour la communauté locale.

Le ministère nigérian des transports estime que le projet permettra au Nigéria de construire indépendamment des chemins de fer dans les 10 ans à venir.

SIMI Électrique S.A.R.L – projet d’usine de fabrication et d’assemblage de téléphones mobiles en Ouganda

Le 22 novembre 2019, l’usine d’assemblage de téléphones mobiles financée par la société chinoise SIMI Électrique S.A.R.L. a été officiellement ouverte dans le parc industriel de Namanve dans le district de Mukono, Ouganda. Le Président ougandais Yoweri Museveni a assisté à la cérémonie d’ouverture et a apprécié la participation active de la Chine au développement des infrastructures en Ouganda et la contribution chinoise à l’industrialisation du pays.

Cette usine a coûté 15 millions de dollars. Avec trois lignes de production, la capacité de production quotidienne maximale est de 2 000 téléphones non intelligents et de 1 500 téléphones intelligents. Il est rapporté que pendant l’épidémie, l’usine a exporté les premiers smartphones produits localement vers le Maroc. On estime que le projet devrait créer 500 emplois locaux d’ici fin 2021. Cette usine d’assemblage est la deuxième de SIMI en Afrique, la première se trouve en Éthiopie et fabrique des téléphones mobiles et des ordinateurs portables.

L’industrie pharmaceutique. Le déséquilibre entre l’offre et la demande dans le secteur des soins de santé en Afrique et le manque de capacité de production pharmaceutique est remarquables. Tandis que la Covid-19 se propage dans le


monde entier, générant une forte demande de produits de protection médicale, de médicaments essentiels et de vaccins en peu de temps, la vulnérabilité des systèmes pharmaceutiques et sanitaires de l’Afrique est mise en évidence. Selon les estimations avant l’épidémie de McKinsey, le marché pharmaceutique africain était d’environ 65 milliards de dollars en 2020. La Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique estime que les dépenses supplémentaires de santé des pays africains durant la lutte contre l’épidémie en 2020 s’élèveront à environ 10,6 milliards de dollars. À la suite de l’épidémie, les gouvernements africains ont pris conscience de l’importance d’améliorer la capacité de production médicale, ils ont formulé et introduit des politiques de soutien pertinentes. La communauté internationale a également fourni une assistance et un soutien financier et technique à l’Afrique, ce qui offre de nouvelles possibilités pour le développement de la fabrication de produits pharmaceutiques africains. La Chine contribue de façon importante à la coopération pharmaceutique et sanitaire avec l’Afrique et a fait de grands efforts en termes de soutien politique, de financement, de ressources humaines et de coordination des projets. Le Président Xi Jinping a déclaré lors du sommet extraordinaire Chine-Afrique sur la solidarité contre la Covid-19 en juin 2020 que la Chine s’accorde à donner une plus grande priorité au secteur de la santé publique dans la coopération sino-africaine. L’industrie pharmaceutique constituerait un domaine important pour les investissements chinois en Afrique dans l’ère post-épidémique.

**EXEMPLE**

**KPC Pharmaceuticals : projet de traitement anti-paludisme à base d’artémisinine développé en Afrique de l’Est**

KPC Pharmaceuticals est une société pharmaceutique internationale basée sur le marché africain, qui développe le marché de l’Asie du Sud-Est et explore progressivement les marchés européens et américains. KPC a déjà investi et établi des filiales au Kenya, en Tanzanie, au Nigéria et en Ouganda pour se lancer dans la vente d’antipaludéens à base d’artémisinine, de médicaments et de dispositifs médicaux.

KPC gère des affaires liées aux médicaments en Ouganda depuis plus de dix ans. Ces produits sont principalement utilisés pour le traitement antipaludéen. Avec le développement de l’économie ougandaise, KPC prévoit d’investir dans des...
institutions médicales en Ouganda, telles que des cliniques ambulatoires ou des petits hôpitaux d’une superficie de 1 000 à plus de 2 000 mètres carrés, et d’établir progressivement des centres d’imagerie, des centres de tests, des centres de chimiothérapie, des centres de dialyse rénale et des véhicules médicaux mobiles. Dans ce même temps, elle investit dans une chaîne de pharmacies afin d’explorer et renforcer ses activités principales.

Grâce à une coopération approfondie avec les institutions médicales locales, KPC offre des formations aux médecins, aux infirmières et autres personnels dans le secteur médical, et s’engage à améliorer les soins de santé en Afrique et le développement sanitaire de la région.

Le groupe BGI – projet de production locale des réactifs de dépistage du coronavirus en Éthiopie

En septembre 2020, l’usine de production de kits de tests d’acide nucléique Covid-19, financée par le groupe BGI en Éthiopie, a été mise en service.

L’usine a coûté environ 5 millions de dollars, tous les équipements de production et de test sont importés de Chine, et la capacité annuelle de conception est de 6 à 8 millions de kits et pourrait s’élèver à 10 millions en cas de besoin, ce qui permet de répondre à la demande du gouvernement local pour le test de la Covid-19.  

L’usine peut également produire d’autres réactifs de dépistage du VIH, du paludisme et de la tuberculose, et les exporter vers d’autres pays africains.

En avril 2021, le laboratoire de test COVID-19 de l’Aéroport international d’Addis-Abeba Bole, financé par BGI Health Ethiopia, a été officiellement mis en service. Il s’agit du premier laboratoire de ce genre financé et exploité par la société chinoise en Afrique qui fournit des services aux passagers internationaux. Avec une capacité conçue de 1 000 échantillons par jour, ce nouveau laboratoire peut fournir des services de tests pour 400 passagers en 3 heures, répondant ainsi plus rapidement aux exigences des passagers, des aéroports et des compagnies aériennes.

Le 21 avril 2021, Sinovac Biotech et VACSERA Egypt ont organisé une cérémonie en ligne, respectivement à Beijing et au Caire, pour la signature de l'accord de coopération sur la production du vaccin chinois anti-coronavirus en Égypte. Selon l'accord, Sinovac Biotech fournira à VACSERA toutes les informations techniques relatives au vaccin anti-coronavirus et une assistance technique, comprenant l'inspection des installations de production, la fabrication sur place avec les produits finis de Sinovac Biotech, le contrôle de qualité des produits, des méthodes et des technologies de production et la maintenance des équipements de production.


La filiale de Tong Ren Tang en Afrique du Sud a soigné de nombreux patients souffrant de maladies compliquées grâce à des méthodes de traitement de médecine traditionnelle chinoise telles que l'acupuncture et la ventouse chinoise, ainsi, le nombre de clients augmente vite, des milliers d'habitants d'Afrique du Sud ont expérimenté la médecine traditionnelle chinoise. Plus de 80% des emplois de Tong Ren Tang (Africa) sont locaux. La compagnie a signé un accord de coopération avec l'Université de Johannesburg pour proposer des cours d'acupuncture afin de former des talents de la médecine chinoise, ce qui est nécessaire pour le développement de Tong Ren Tang dans le futur.

À l'avenir, Tong Ren Tang continuera à investir dans les pays et régions clés d'Afrique australe, orientale et occidentale afin d'offrir des services de médecine traditionnelle chinoise de qualité à la population africaine.

L'économie numérique. Depuis une dizaine d'années, l'Afrique est en tête de la croissance d'internautes dans le monde, et présente un plus grand potentiel dans les marchés. Le Groupe Speciale Mobile Association (GSMA) a indiqué que le nombre...

d'abonnés mobiles en Afrique subsaharienne a atteint 477 millions à la fin de 2019\textsuperscript{157}, soit 45 % de la population totale africaine, et que ce chiffre dépassera 600 millions d'ici fin 2025. \textsuperscript{158} Les achats en ligne continuont d'augmenter pendant la pandémie, ce qui accélère la croissance de la demande de consommation numérique en Afrique. Le processus de la numérisation de l'Afrique et le développement de l'industrie numérique entrent sur la « voie rapide », et les dividendes de l'économie numérique apparaissent progressivement. Les entreprises privées chinoises telles que Huawei, Transsion et StarTimes attachent une grande importance au marché africain. Avec les investissements et les aménagements, les entreprises privées chinoises ont déjà occupé une place dans les domaines liés à l'industrie de l'information et de la télécommunication en Afrique. China Mobile, China Telecom et d'autres opérateurs de communication publics ont également pris conscience du potentiel énorme du marché africain en termes d'industrie de l'information et se sont lancés dans la construction d'infrastructures numériques en Afrique. En mai 2020, China Mobile a annoncé la construction d'un câble sous-marin de 37 000 kilomètres reliant l'Afrique et le Moyen-Orient, en collaboration avec plusieurs sociétés de télécommunications africaines multinationales et locales. Une fois achevé, ceci sera l'un des plus grands projets de câble sous-marin au monde\textsuperscript{159}. De plus, des sociétés chinoises de fournisseurs Internet reconnues ont aussi investi en Afrique.

### Rubrique spécial 3 : Opportunités d’investissement dans l’économie numérique en Afrique


\textsuperscript{157} GSMA The Mobile Economy Sub-Saharan Africa 2020.


La société nigériane de voyages mobiles GONA, ayant pour clients cibles les résidents de Lagos, la plus grande ville d’Afrique de l’Ouest, a développé un logiciel de voyage mobile fournissant des services de réservation de minibus et de billets en ligne. GONA a finalisé un tour de financement Pre-A à plusieurs millions de dollars en 2019, parmi les investisseurs : Clearstream Capital et Unity Ventures.

En mars 2021, Le géant chinois du covoiturage Didi a officiellement fait son entrée sur le marché sud-africain, en proposant des services de taxi en ligne pour les habitants de la ville de Port Elizabeth, dans la province du Cap-Oriental. Plus de 2 000 chauffeurs ont été enregistrés à l’application de DiDi en un mois.

**Transsion Holdings - projet de développement de produits et services internet mobiles**

Transsion Holdings détient déjà la plus grande part du marché des smartphones en Afrique. Grâce à son modèle de produit internet mobile et à une localisation innovatrice, Transsion a lancé une série de produits et services internet mobiles qui répondent aux besoins des internautes africains.

Transsion a développé plusieurs applications, telles que la boutique d’applications Palmstore, le centre de jeux-vidéo AHA Games, le navigateur mobile Phoenix Browser, et SIMO pour les services du trafic d’internet mobile. Transsion est aussi l’incubateur d’un grand nombre de produits, dont Boomplay, plateforme de services de streaming et de téléchargement de musique ; Vskit, réseau social de vidéos courtes ; Scooper, agrégateur de nouvelles ; Ficool, lecteur en ligne et Palmpay, outil de paiement mobile etc. Parmi eux, Boomplay est la plateforme de streaming et de téléchargement de musique la plus importante et la plus utilisée en Afrique, avec une bibliothèque musicale de 10 millions de titres. Depuis son lancement en mars 2018, Vskit a accumulé plus de 15 millions d’utilisateurs. On y trouve des vidéos sur la danse, la musique, la comédie, la mode, le lifestyle, la nourriture et les voyages, etc. Palmpay a conclu un partenariat stratégique avec Visa et a mené des activités de paiement mobile et de services financiers numériques au Nigéria et au Ghana tout en explorant activement les marchés des autres pays africains.

**StarTimes - projet d’accès à la télévision par satellite pour « 10 000 villages »**

Le projet d’accès à la télévision par satellite pour 10 000 villages africains fait partie du Programme de la coopération culturelle sino-africaine s’inscrivant dans le cadre du « 10 programmes majeurs de coopération » à l’issue du Forum de Johannesburg.

Le projet est mis en œuvre dans 25 pays, dont le Nigéria, par la compagnie StarTimes. La priorité est donnée aux 10112 villages électrifiés de plus de 150
ménages situés autour des villes avec une bonne qualité du signal de télévision.

De plus, un système d’exploitation durable a été établi.

Après la mise en œuvre de ce projet, StarTimes a formé 22 000 techniciens locaux maîtrisant les connaissances commerciales et les techniques d’installation et de service après-vente des télévisions par satellite.

Ce projet permet aux pays africains de brûler les étapes du développement de la télévision, passant de la télévision analogique à la télévision numérique, accélérant ainsi le processus de numérisation en Afrique.

L’industrie spatiale. L’industrie spatiale africaine n’en est encore qu’à ses débuts, mais certains pays ont un besoin urgent de sciences et de technologies spatiales et disposent d’un large éventail de marchés. Dans l’Agenda 2063, l’Union africaine (UA) a formulé le Plan spatial africain, qui a défini quatre orientations majeures pour le développement futur de l’industrie spatiale en Afrique, à savoir l’observation de la Terre, la science spatiale et l’astronomie, les communications par satellite, la navigation et le positionnement. Des entreprises spatiales et des opérateurs de satellites de plusieurs pays sont déjà attirés par le marché spatial émergent en Afrique. Selon le rapport annuel sur l’industrie spatiale africaine (édition 2019) publié par Space in Africa, société de conseil en médias spatiaux africains, la valeur totale de l’industrie spatiale africaine est de 7,37 milliards de dollars et devrait passer à 10,29 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Ces dernières années, la coopération étrangère de la Chine dans le domaine spatial est entrée dans une nouvelle période de développement, avec un nombre et une variété croissante de satellites, de sondes et de satellites commerciaux internationaux couvrant la télédétection civile, les communications et l’exploration scientifique. À l’heure actuelle, l’assistance et le soutien technique occupent une place importante dans la coopération sino-africaine dans le domaine de l’espace, et il existe un grand potentiel pour une future coopération en matière d’investissement.

---


161 Space in Africa, African Space Industry Annual Report 2019

III. Nouvelles tendances des investissements des entreprises chinoises en Afrique :

ETRSS-1 - le premier satellite éthiopien

En décembre 2020, la cérémonie de livraison du satellite éthiopien ETRSS-1 a eu lieu à Beijing. Il s’agit du premier satellite terrestre artificiel éthiopien et du premier satellite de télédétection dans le cadre de la coopération sino-africaine.

« L’ETRSS-1 est développé et fabriqué conjointement par la China Aerospace Science and Technology Corporation (CASC) et les scientifiques éthiopiens visant à soutenir la recherche sur le changement climatique en Éthiopie.

La partie chinoise a fourni le soutien technologique et a donné une forte impulsion à la construction du système spatial éthiopien et à la formation des professionnels, ce qui constitue un bon exemple de coopération Sud-Sud dans la lutte contre le changement climatique. La coopération démontre la force des entreprises spatiales chinoises aux pays africains, et signifie un bon départ pour la coopération commerciale dans le secteur spatial des entreprises chinoises et des parties africaines.

Billet de 500 dinars - premier satellite de communication algérien

Le premier satellite de communication algérien, développé par CASC et lancé avec succès en décembre 2017 par une fusée porteuse chinoise Long March-3B. La cérémonie de livraison s’est tenue en avril 2018 en présence des deux parties.

À ce jour, le satellite fournit des services dans divers domaines tels que la radio et la télévision, l’accès à large bande, les communications mobiles et les communications d’urgence en Algérie. Le dessin du satellite sur le billet reflète le développement important de l’Algérie dans le domaine de la science et de la technologie, et le fait que la coopération entre la Chine et l’Algérie ait atteint un niveau stratégique important.

Durant la lutte contre la Covid-19, ce satellite figurant sur le billet a également fourni un service de diffusion pour la « chaîne de l’éducation nationale », offrant un soutien scolaire aux élèves du primaire et du secondaire pour qui les cours en face à face ont été suspendus en raison de l’épidémie.
Service de surveillance météorologique par satellite 24 heures sur 24 au Mozambique

En janvier 2020, l’Administration météorologique chinoise a tenu une cérémonie de livraison de Fengyun-2 pour le Mozambique, il s’agit d’un système de réception de données du satellite météorologique. Le Mozambique est le premier pays d’Afrique à utiliser ce système. Il bénéficiera de services de surveillance météorologique continue par satellite 24 heures sur 24, ce qui améliorera l’efficacité des prévisions météorologiques et les capacités d’élimination et d’atténuation des risques de catastrophes.

Le Mozambique est situé en Afrique australe, les cyclones tropicaux et autres catastrophes météorologiques y sont fréquents. En 2019, le pays a activé à trois reprises le mécanisme de soutien d’urgence pour les utilisateurs internationaux des satellites météorologiques Fengyun dans la prévention et l’atténuation des catastrophes naturelles, et a demandé à l’Administration météorologique chinoise de fournir des données venant de Fengyun.

En juin 2019, l’Administration météorologique chinoise a signé un accord de coopération avec l’Agence météorologique nationale du Mozambique sur l’application des satellites Fengyun. Le système de réception des données du satellite météorologique Fengyun, offert par l’administration météorologique chinoise, a comblé le manque de surveillance spatiale au Mozambique.
IV. Attentes des entreprises chinoises pour le Forum 2021 sur la coopération sino-africaine

Le 8e Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) se tiendra à Dakar, Sénégal en 2021, ce qui ajoutera un nouveau chapitre. Les flux annuels d’IDE de la Chine vers l’Afrique ont augmenté régulièrement depuis 2003 à 2018, période au cours de laquelle les flux sont passés de seulement 74,8 millions de dollars US en 2003 à 5,4 milliards de dollars US en 2018. Par conséquent, les stocks d’IDE de la Chine en Afrique ont été multipliés par près de 100 par rapport aux 0,49 milliard de dollars en 2003 à 44,4 milliards de dollars en 2019 avec un taux de croissance annuel moyen de 35 %. Ainsi, la Chine est devenue le cinquième investisseur bilatéral d’Afrique et, sur la base des tendances actuelles, la Chine pourrait être le premier investisseur d’ici 2024.

Le Forum est une excellente occasion pour tous les pays africains d’attirer des investissements étrangers et d’étendre leur influence internationale. En particulier, une coopération renforcée dans le développement industriel à valeur ajoutée est dans l’intérêt à long terme des deux parties, avec l’ambition de l’Afrique de devenir le prochain centre manufacturier mondial et pour le développement de la double circulation la Chine. Les entreprises chinoises et africaines devraient anticiper l’opportunité de profiter de grands avantages politiques mutuels.

« Alors que l’UA met en œuvre le plan de développement de l’Afrique, l’Agenda 2063, l’Afrique est à la recherche de partenariats et d’amis pour soutenir le continent. Nous recherchons ceux qui sont sérieux au sujet de l’avenir de ce continent ; et quand nous parlons de partenaires stratégiques et de partenariats stratégiques, la Chine vient en premier et nous apprécions beaucoup ce partenariat ».

- Il. Amira Elfadl, Commissaire de l’UA aux Affaires sociales
Dans le cadre du FCSA, la coopération et les échanges entre la Chine et l’Afrique dans divers domaines ont été largement promus et facilités, et des résultats remarquables ont été obtenus. Concernant la coopération en matière de capacités de production, les deux parties ont fait des efforts pour construire près de 100 parcs industriels en Afrique, ce qui a fortement favorisé les investissements des entreprises chinoises en Afrique et la coopération en matière de capacités à l’étranger.

Pour de nombreuses entreprises chinoises, la future coopération économique, commerciale et d’investissement en Afrique constituera certainement un élément important de leur internationalisation. Sur la base des parties précédentes du présent rapport, en tenant compte des enquêtes menées par des entreprises du CABC et des préoccupations des entrepreneurs chinois, nous proposons les recommandations et les attentes suivantes en matière de coopération économique, commerciale et d’investissement du point de vue de la Chine, de l’Afrique et des entreprises.

---


Il est proposé d’établir une « voie rapide » pour les produits agricoles africains et d’augmenter l’exportation vers la Chine de viande bovine, de fruits secs, de fruits, de soja, de vin et d’autres produits agricoles de haute qualité. Il est également suggéré que les droits de douane sur les produits manufacturés à valeur ajoutée en provenance des pays africains soient supprimés afin que ces produits, qui fournissent des emplois de haute qualité à des millions de personnes, puissent être augmentés et exportés vers la Chine.

Accélérer la fabrication locale dans l’industrie médicale africaine parallèlement à l’unification des normes africaines. À l’heure actuelle, les pays africains ont mis en œuvre des politiques très différentes et non mutuellement reconnues en matière de médecine et d’économie numérique, ce qui entrave la volonté des entreprises étrangères d’investir en Afrique à grande échelle. Pourtant, la fabrication locale est vitale pour les économies africaines, un défi particulièrement clair avec les restrictions d’approvisionnement qui sont apparues pendant la pandémie de COVID19. La création le plus rapidement possible de l’UA et des organisations régionales africaines, l’Agence africaine des médicaments (AMA) et l’organisme de certification des normes techniques de l’UA, sera très utile et complétera les efforts renouvelés de la partie chinoise pour encourager les investissements dans la fabrication locale de produits pharmaceutiques et médicaux, plutôt que d’exporter.

Partie III Difficultés et points saillants dans la coopération sino-africaine en matière d’investissement

Accélérer la co-construction de systèmes d’enseignement professionnel en Afrique. L’Afrique dispose d’une bonne base de ressources humaines. L’ONU estime que 74,5 % de sa population est âgée de moins de 35 ans. Cependant, le système d’enseignement professionnel africain est trop faible pour fournir des ressources humaines abondantes dotées de compétences productives afin de promouvoir l’industrialisation en Afrique. Par conséquent, les entreprises étrangères sont confrontées à des difficultés de recrutement et à une faible productivité. Les gouvernements africains doivent renforcer le soutien politique et le financement pour l’enseignement professionnel, en collaboration avec les organisations internationales et l’aide internationale, en mettant l’accent sur l’établissement de systèmes d’enseignement professionnel.

 Création de plateformes et de centres de services pour les entreprises chinoises qui investissent en Afrique. Il est envisagé de fournir des services d’investissement à guichet unique en Chine, en offrant des conseils politiques, des orientations spécifiques au pays, une assistance juridique et d’autres
services ; ou de désigner des agences de services et des associations d'entreprises compétentes pour fournir des services concernés. Dans le même temps, les pays africains sont encouragés à créer des Centres de Promotion des Investissements en Chine. Ces centres serviraient comme une plateforme pour la promotion du commerce et des investissements privés entre la Chine et l'Afrique dans le but de servir les entreprises chinoises, en particulier les entreprises privées, qui sont engagées dans la coopération avec l'Afrique. Ces centres pourraient également guider les institutions financières pour qu'elles gèrent correctement les risques liés à la dette, qu'elles innovent des dispositifs de soutien au financement et qu'elles résolvent les difficultés consistant à attirer les investissements, les talents et les affaires.

Promouvoir la coopération régionale entre la Chine et l’Afrique. Mettre l’accent sur la promotion de la coopération avec l’Afrique dans les provinces de Jiangsu, Zhejiang, Guangdong, Shandong et Jiangxi, explorer le potentiel de la coopération sino-africaine, améliorer la qualité de la coopération sino-africaine et créer des groupes de villes clés ou des zones de démonstration en matière de coopération avec l’Afrique dans chaque province.

Intégrer les ressources de toutes les parties intéressées, en se concentrant sur l’aide aux entreprises pour résoudre les difficultés liées à l’obtention de visas de travail et à l’entrée et la sortie des fonds d’investissement vers l’Afrique. À l’heure actuelle, les entreprises investissant en Afrique se heurtent à des difficultés en matière d’approbation des devises étrangères et à une pénurie de devises étrangères dans le pays de résidence pour le rapatriement des capitaux, etc. Il est recommandé de mettre en place des bassins de devises locales dans les pays clés afin d’éviter de bloquer les fonds d’investissement à l’étranger dans les deux sens.

Accorder plus d’attention aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et s’intégrer dans la communauté locale. Les projets de coopération d’entreprise doivent établir des critères ESG, mettre l’accent sur la protection de l’environnement, contribuer activement à la communauté locale, renforcer la communication avec le gouvernement, les associations d’entreprises locales et d’autres milieux, établir une relation cordiale avec la communauté, et améliorer l’intégration et le développement commun avec la communauté locale.
Concentrer sur la localisation et progressivement internationaliser leur siège social. Proposons de renforcer la réserve de talents locaux par la formation et d'autres moyens afin de garantir que la proportion de personnel local occupant des postes de base dépasse 90%. Il serait aussi nécessaire d'augmenter la proportion de cadres intermédiaires locaux à 60 % et parvenir à une proportion raisonnable de cadres supérieurs chinois et africains. Enfin, former progressivement les talents qui connaissent bien les pratiques internationales et l'environnement du marché africain et qui ont la capacité de s'engager dans les affaires et la gestion en Afrique pour rejoindre la base et les postes de gestion à tous les niveaux dans les départements commerciaux du siège.
Index

**FIGURE 1:** L’ampleur des investissements de la Chine en Afrique 2003-2020 — 4

**FIGURE 2:** Stock d’investissements des entreprises chinoises dans certains pays africains clés fin 2020 — 28

**FIGURE 3:** Répartition sectorielle du stock d’investissements directs de la Chine en Afrique à la fin de 2019 — 58

**FIGURE 4:** Potentiel et vitesse de la rentabilité des investissements en infrastructures en Afrique — 61

**FIGURE 5:** Types de parcs industriels africains — 67

**FIGURE 6:** Investissements du Top 500 à l’étranger, 2015-2019 — 100

**FIGURE 7:** Chiffre d’affaires à l’étranger du Top 500 des entreprises privées chinoises, 2015-2019 — 101

**FIGURE 8:** Nombre de salariés à l’étranger du Top 500 des entreprises privées chinoises, 2015-2019 — 101

**FIGURE 9:** Mode d’exploitation du Top 500 en Afrique — 103

**FIGURE 10:** Difficultés pour l’exploration du marché international du Top 500 — 104

**FIGURE 11:** Investissements et contrats d’ingénierie chinois en Afrique du Sud, 2015-2016 — 116

**RUBRIQUE SPÉCIAL 1:** Ateliers Lu Ban – projet de formation des talents locaux — 37

**RUBRIQUE SPÉCIAL 2:** Bamboo Work, projet de développement de la chaîne de valeur de l’industrie du bambou en Afrique de l’Est — 76

**RUBRIQUE SPÉCIAL 3:** Opportunités d’investissement dans l’économie numérique en Afrique — 110
EXEMPLE 1: Le Groupe BAIC à l'étranger – project d'usine d'assemblage automobile ........................................................................................................................................ 29

EXEMPLE 2: Jidong Development Group – projet de Cimenterie Mamba .................................................. 30

EXEMPLE 3: ICBC et la Standard Bank - un projet de coopération bancaire ........................................ 30

EXEMPLE 4: Le groupe Wepon – un projet d’investissement et développement bidirectionnels .................................................................................................................................................... 31

EXEMPLE 5: Foton – projet de fabrication locale de bus à énergie nouvelle ........................................... 33

EXEMPLE 6: Ningbo Jiashang – un projet de production de masques en Egypte ........................................ 34

EXEMPLE 7: China Harbour - le projet de port en eau profonde de Lekki ................................................. 35

EXEMPLE 8: Le projet de la zone franche d’Ogun-Guangdong .............................................................. 36

EXEMPLE 9: Le groupe Dreal - projet du Jardin Joyau ........................................................................ 38

EXEMPLE 10: China Haoyuan - un projet de bourse d'études financée par une entreprise privée .......................................................... 38

EXEMPLE 11: China Gold Group - projet de cuivre-plomb-zinc de Soremi ............................................. 40

EXEMPLE 12: Le projet de la Route nationale 1 (RN1) Brazzaville - Pointe-Noire .......................................................... 41

EXEMPLE 13: Le projet de la Banque sino-congolaise pour l'Afrique .................................................. 41

EXEMPLE 14: Le projet de la Zone de coopération économique et commerciale Zambie-Chine (ZCCZ) ......................................................................................................................... 42

EXEMPLE 15: Zhongyang Construction Group – projet du Parc industriel éco-agricole de Zhongyang ........................................................................................................................................ 43

EXEMPLE 16: AWA – projet de « coopération aérienne » entre la Chine et le Ghana ........................................... 44

EXEMPLE 17: Shenzhen Energy Group – projet de la centrale électrique d'Asogli .................................................. 45
EXEMPLE 18: Jianghan Petroleum Engineering Corporation – le projet EOR – 46

EXEMPLE 19: La Sino-congolaise des Mines S.A. – un projet de
développement social et amélioration des moyens de
subsistance ............................................................................................................. 47

EXEMPLE 20: Huayou Cobalt - projet de Parc pilote agricole de Huayou – 48

EXEMPLE 21: Mina Textile - le projet de l’usine de teinture – 50

EXEMPLE 22: Le groupe Huajian – projet de développement de
l’industrie légère ................................................................................................ 51

EXEMPLE 23: Keda Clean Energy Co., Ltd. – projet de fabrication de
carreaux de céramique ...................................................................................... 53

EXEMPLE 24: Le projet de la voie express de Nairobi – 53

EXEMPLE 25: Power China Guizhou – projet de production d’énergie
eolienne .............................................................................................................. 54

EXEMPLE 26: AVIC – projet de centre de commerce international d’AVIC – 54

EXEMPLE 27: Le groupe China State Farms Agribusiness – projet de
développement des talents locaux .................................................................. 56

EXEMPLE 28: Jielong Holdings (Tanzania) Ltd, - projet de transformation
d’huiles comestibles .......................................................................................... 56

EXEMPLE 29: La ligne de Mombasa à Nairobi - le « chemin de fer du siècle » 61

EXEMPLE 30: CCECC – projet de chemin de fer moderne à double voie
en Afrique de l’Ouest .......................................................................................... 62

EXEMPLE 31: China International Water & Electric – projet PPP de la
centrale hydroélectrique de Souapiti en Guinée ............................................. 62

EXEMPLE 32: China Longyuan – projet de la centrale éolienne
Longyuan-De Aar en Afrique du Sud ................................................................. 63

EXEMPLE 33: Projet de la zone de libre-échange de Lekki au Nigéria – 67
EXEMPLE 34: King Deer Cachemire – projet de la fabrication de textiles à Madagascar

EXEMPLE 35: Humanwell Healthcare Group - projet d’usine pharmaceutique au Mali

EXEMPLE 36: Longrich – projet de fabrication intelligente dans la zone de libre-échange de Lekki au Nigéria

EXEMPLE 37: China CTEXIC Corporation (CTEXIC – projet de fabrication textile au Bénin

EXEMPLE 38: PetroChina – projet d’industrie pétrolière au Tchad

EXEMPLE 39: Le groupe énergétique Qinghua - projet de mine de fer Tonkolili au Sierra Leone

EXEMPLE 40: « SMB-Winning » - projet d’exportation de bauxite au Guinée

EXEMPLE 41: Le groupe CGCOC – projet de développement de l’agriculture en Afrique de l’Ouest

EXEMPLE 42: Le groupe Wynca – projet de matériaux et produits d’agriculture en Afrique de l’Ouest

EXEMPLE 43: Hôpital Shangdong - projet de traitement spécialisé sur la COVID-19

EXEMPLE 44: Projet de coopération médicale Chine-Soudan d’Abu Usher

EXEMPLE 45: Projet de la compagnie China-Africa Cotton Development (CACD) - le succès du modèle « entreprise + agriculteur »

EXEMPLE 46: Projet de Zone de coopération économique et commerciale sino-égyptienne TEDA Suez

EXEMPLE 47: Le Parc agricole Wanbao – projet coopératif de culture de riz au Mozambique

EXEMPLE 48: Greenroad – projet de chaîne d’approvisionnement et logistiques en Afrique

EXEMPLE 49: Hasan International - le « projet de beau village de pêcheurs »
EXEMPLE 50: L’Exposition économique et commerciale Chine-Afrique ........................................... 98
EXEMPLE 51: Le Centre de service Zhejiang-Afrique ........................................................................ 99
EXEMPLE 52: Holley International – l’importance des parcs industriels ............................................. 102
EXEMPLE 53: CCECC – projet d’usine d’assemblage de matériel roulant au Nigéria ......................... 105
EXEMPLE 54: SIMI Électrique S.A.R.L – projet d’usine de fabrication et d’assemblage de téléphones mobiles en Ouganda .............................................. 106
EXEMPLE 55: KPC Pharmaceuticals : projet de traitement anti-paludisme à base d’artémisinine développé en Afrique de l’Est ........................................... 107
EXEMPLE 56: Le groupe BGI – projet de production locale des réactifs de dépistage du coronavirus en Éthiopie ........................................................................... 108
EXEMPLE 57: VACSERA Egypte – projet de production du vaccin anti-coronavirus .................................. 109
EXEMPLE 58: Beijing Tong Ren Tang – projet de médecine traditionnelle chinoise en Afrique du Sud ........................................................................................................... 109
EXEMPLE 59: Transsion Holdings – projet de développement de produits et services internet mobiles ........................................................................................................... 111
EXEMPLE 60: StarTimes - projet d’accès à la télévision par satellite pour « 10 000 villages» .......................................................... 111
EXEMPLE 61: ETRSS-1 - le premier satellite éthiopien ........................................................................... 113
EXEMPLE 62: Billet de 500 dinars - premier satellite de communication algérien ................................. 113
EXEMPLE 63: Service de surveillance météorologique par satellite 24 heures sur 24 au Mozambique ........................................................................................................... 114

La coopération sino-africaine en matière de libre-échange s’étend à plus des domaines, Ding Mao, China’s Foreign Trade, 2021


Rapport sur le développement de l’investissement étranger et de la coopération économique de la Chine en 2020, MOFCOM.


Moniteur des tendances de l’investissement mondial, No. 38, Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, le 24 janvier 2021


Rapport sur l’attractivité de l’Afrique, Ernst & Young, 2017

China and Africa, a Century of Engagement, Joshua Eisenman, David H. Shinn, Presse de l’Université chinoise de Hong Kong, 2020


Perspectives économiques en Afrique 2021, AfDB, 2021

Africa’s Pulse, Banque mondiale, Vol.23

Observation du journaliste : Défis et opportunités dans le développement de l’économie numérique en Afrique, nouvel élan apporté par la coopération Chine-Afrique, Gao Ge, Xu Xiangli, 2020

Coopération sino-africaine de l’investissement directs, Yao Jiamei, Préface, Beijing : China Social Sciences Press, 2018

Lions on the Move II, McKinsey Global Institute (MGI), 2016

The Strategic Orientation and Future of America’s Africa Policy, Zhang Chun & Zhao Yaping, West Asia and Africa, 2021

Coopération économique et commerciale entre la Chine et l’Afrique, Bureau de l’information du Conseil des Affaires d’État de Chine, 2010

Ouvrons une nouvelle ère de la coopération gagnant-gagnant et du développement commun entre la Chine et l’Afrique, allocution de Xi Jinping à la cérémonie d’ouverture du Sommet de Johannesburg, China Investment, 2016


Réponses aux questions relatives à la zone de libre-échange sur le continent africain, Bureau économique et commercial de la mission auprès de l’Union africaine, 2019.

The Synergy of Chinese and African Development Models, Zhang Ying et Xia Fuwei, La relation internationale moderne. 2020

L’industrialisation et l’intégration économique de l’Afrique dans le cadre de la coopération sino-africaine en matière de capacité de production, Wenping He, Contemporary World, 2015

Rapport sur le développement de l’investissement étranger et de la coopération économique de la Chine en 2020, MOFCOM.


Rapport d’analyse panoramique sur les tendances des investissements étrangers dans le monde et en Chine de 2021, Institut de recherche industrielle Qianzhan.

Recherche sur la trajectoire d’investissement des entreprises chinoises dans l’industrie manufacturière africaine, Pu Dake, Hao Rui, Commerce international, 2020

Les opportunités nées de la crise à l’ère post-pandémie, Economic Information Daily, le 29 décembre 2020
Rapport sur le Top 500 des entreprises privées chinoises 2020, Fédération de l'Industrie et du Commerce de la Chine, 2020

Briefing de la politique et de l'économie africaines. Numéro 8, 2019, Eurasian System Science Research Association, 25 novembre 2019

Africa : A continent of opportunity for pharma and patients, Mckinsey & Company, 1er juin, 2015

« La Chine et l’Afrique entretiennent une profonde amitié traditionnelle. Elles étaient autrefois de bons frères combattant côte à côte et sont maintenant de bons partenaires poursuivant un développement commun. » La publication du présent rapport s’inscrit dans le contexte de l’approfondissement de la coopération sino-africaine et reflète les efforts importants déployés par les entrepreneurs chinois et leurs attentes sincères en matière d’investissement en Afrique.

Ce rapport est issu de l’initiative de China Africa Business Council qui a coordonné les ressources et formé une équipe pour la rédaction, les interviews, la relecture, la traduction et la publication du rapport. Sa réalisation réussie est due à la contribution de plus de mille personnes. Cependant, parmi les informations collectées, les données relatives à l’investissement nous préoccupent le plus. Comme il y a encore de nombreux points à vérifier dans l’article, les lecteurs sont invités à nous écrire pour corriger les erreurs potentielles. Nous tenons à exprimer en particulier nos sincères remerciements aux personnes suivantes pour leur expertise professionnelle, leurs idées perspicaces, leur travail acharné et leur énergie dépensée.

Nous tenons à remercier les sociétés suivantes pour le soutien qui a permis de produire les versions anglaise, française, portugaise et chinoise du rapport. Elles sont: Zhejiang Xinan Chemical Industrial Group Co., Ltd, China Hasan International Holdings Co. Ltd., Shanghai Greenroad International Logistics Co. Ltd., Inner Mongolia Kingdeer Cashmere Co. Ltd.

Nous tenons également à remercier l’Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ainsi que le China-Africa Supply Chain (Zhejiang) Institute Co., Ltd pour leur soutien à la cérémonie de lancement du rapport.

**Membres de base :**


**Rechercher des exemples :**

Les 66 exemples mentionnés dans le rapport proviennent de diverses parties, notamment des sociétés membres du CABC et des organisations d’outre-mer. Nous remercions notamment Gansu Construction Investment (Holdings) Group, Guangzhou Choice International, DeWe Holding Group, Shuguang Industrial, DeHeng Law Offices, Huayuan Security Guard Services, Anhui Biochem United

**Remerciements**
Pharmaceutical, Guangdong Chinestar Steel Structure, IAExpress, REANDA International, CNQC International, Zhejiang China Commodities City Group, and Golden Gate Group, etc.

Organisations associées :


Nous adressons nos remerciements particuliers au soutien accordé par le groupe de réflexion de CGTN en promotion internationale :

Experts et universitaires :

Le groupe de recherche du rapport remercie les experts et les universitaires de tous les milieux ayant fourni des commentaires constructifs sur le rapport, Dung P. Sha, Musa E. Umar, Usman Sarki, Siddharth Chatterjee, Deborah Brautigam, Eric Olander, Hany Besada, Mao Xiaojing, Wang Xiao, Li Wentao, Wang Hongyi, Li Lianxing, Ao Manyun, Zhou Taidong, Mao Keji, Hui Honglin;

Merci à He Yong et Andam Andin Buma, aux collègues et aux stagiaires du CABC, Chen Shupeng, Wang Xiaofang, Zhao Dan, Wang Yan, Yan Ying, Huang Muyuan, Xu Xin, Wang Zixin, Zhou Fan et Liu Yao pour leurs contributions importantes à la recherche et à l’enrichissement de données ainsi qu’à la rédaction, à la révision et à la composition du rapport.

Groupe de recherche du Rapport sur les investissements des entreprises chinoises en Afrique

Août 2021, Beijing
Publication soutenue par

Greenroad International Logistics
King Deer Cashmere Group
Wynca Group
Hasan International
China-Africa Supply Chain Institute Co.